

Palimpseste

sciences · humanités · sociétés

numéro 2

automne 2019



Archives de la recherche
à l'université Rennes 2

PALIMPSESTE :

grec παλίμψηστος (*palimpsèstos*)

« qu'on gratte pour écrire à nouveau »

DOSSIER

- 4 Les indiens du « désert » de l'Amérique australe : les enjeux d'une histoire partagée
Luc Capdevila & Jimena Obregón Iturra
- 8 Internationalisation de la recherche : une expérience franco-québécoise
Émilie Biland
- 11 Histoires de reconversions canadiennes
Marc Bergère
- 14 Sous le soleil noir de Californie
Émilie Blanc
- 19 Identité nationale et passé colonial : le cas singulier de la Nouvelle-Zélande
Corinne David
- 22 Patrimoines naturels aux Suds. Pour une histoire globale à échelle réduite
Guillaume Blanc
- 26 Créer du lien à distance : travailler sur la Syrie en guerre
Leïla Vignal
- 30 Musiciens déplacés et polyphonies politiques dans le Mali contemporain
Marta Amico
- 33 Les fronts de déforestation tropicaux : une approche pluridisciplinaire
Johan Oszwald & Christophe Demichelis
- 37 La cité archéologique de Mahasthan
Dominique Allios — photographies de Monica Dell'Orto
- 41 Deux cartographes : Antonio Zatta & Silas Sandgreen

VARIA

- 43 « L'Encyclopédie des migrants ». Écrire une histoire intime des migrations
Gudrun Ledegen
- 46 Le sport et les publics désaffiliés. Contribution à une sociologie des pratiques socio-sportives
Gaëlle Sempé, Camille Collet & Éléa Chiron
- 50 Projet PRISME : la critique d'art comme observatoire social
Antje Kramer-Mallordy
- 53 Laboratoire Bertin : le design au service de la science
Entretien avec Anne-Lyse Renon
- 58 Michel Serres : « Quoi au sujet de l'avenir ? »

ÉDITORIAL

*Dépaysement
et engagement :
faire du terrain
sur les autres continents*

Lesley Lelourec, vice-présidente
en charge de l'internationalisation

À L'ÉPOQUE DE LA MONDIALISATION, où l'internationalisation est devenue le maître mot des stratégies universitaires, nous avons tenu à rappeler la complexité de cette problématique dans le champ des sciences humaines et sociales. Nous nous concentrons en particulier sur un aspect souvent laissé dans l'ombre : l'engagement des chercheurs sur des terrains de recherche lointains, là où ils sont immergés dans des milieux toujours singuliers, parfois hostiles. Même si la science est universelle et, en ce sens, ne connaît pas de frontières, la traversée de certaines d'entre elles — politiques notamment — n'est pas sans risque, et il est utile de le souligner ici. Il nous paraît également opportun d'attirer l'attention sur le fait que si les résultats scientifiques contenus dans ce deuxième numéro de *Palimpseste* sont passionnants, ils ne s'inscrivent pas exactement dans les tendances utilitaristes actuelles. En effet, les activités menées au sein de notre établissement contribuent à l'excellence de la recherche sur le plan international, mais les classements des universités, qui conditionnent de plus en plus l'accès aux moyens, favorisent les indicateurs quantitatifs au détriment de la valeur qualitative des nouvelles connaissances.

Les travaux des enseignants-chercheurs et chercheurs de Rennes 2 présentés dans le dossier couvrent tous les continents du globe et impliquent nombre de spécialités. On découvrira la diversité des objets de recherche, la façon dont ils se construisent, ainsi que les méthodes qui évoluent en fonction des contextes et permettent de comprendre comment se tissent les liens entre la science, les questions éthiques et les enjeux politiques. À titre d'exemple, on mentionnera le sort des minorités confrontées de nos jours aux histoires nationales, ce qui suppose non seulement la (ré)écriture de l'histoire, qui semblait pourtant si bien connue, mais encore la découverte, l'analyse et la mise en valeur des modèles de réconciliation entre les anciens colonisateurs et les populations qui ont subi et subissent parfois encore les violences de l'impérialisme. L'histoire est connaissance du passé et culture de la mémoire ; on a besoin de la science pour explorer les temps anciens mais également pour construire l'avenir politique. D'autres études portent, entre autres, sur les guerres et les conditions de vie ou de survie des populations qui les endurent, sur le phénomène de la déforestation à l'échelle planétaire, sur les politiques de protection de l'environnement naturel, ou encore sur la façon spécifique dont la recherche scientifique jette des ponts et construit des réseaux entre les pays et les cultures.

À notre façon, et suivant la devise du CNRS, nous avons nous aussi voulu « dépasser les frontières ». Puisse le lecteur se laisser désormais aller au gré des pérégrinations internationales des chercheurs rennais !

Les indiens du « désert » de l'Amérique australe : les enjeux d'une histoire partagée

PAR LUC CAPDEVILA
& JIMENA OBREGÓN ITURRA*

Écrire « indien » avec une minuscule, et non pas avec l'habituelle majuscule, résulte d'un choix mûrement réfléchi qui cherche à rompre avec l'essentialisation dont sont trop souvent l'objet les premiers habitants du continent, figés dans des identités immuables.

À L'ORIGINE DE LA CONSTITUTION DE NOTRE ÉQUIPE de recherche, au mitan des années 2000, il y avait les interrogations réciproques de plusieurs d'entre nous dans nos champs disciplinaires respectifs. L'espace sur lequel nous nous sommes initialement concentrés était le Chaco boréal. Ce territoire de 300 000 km², habité par des sociétés de chasseurs-cueilleurs horticulteurs restées en marge de la colonisation occidentale jusqu'à la fin du XIX^e siècle, avait été le théâtre de la guerre internationale américaine la plus meurtrière au XX^e siècle : la guerre du Chaco, où la Bolivie et le Paraguay s'affrontèrent au titre de leur prétendue « souveraineté », entre 1932 et 1935. Or, dans les années 2000 la part de l'histoire intervenait peu dans les études anthropologiques des sociétés amérindiennes du Chaco, et l'historiographie internationale sur ce conflit occultait systématiquement la présence des indiens – qu'ils fussent acteurs, parties prenantes ou victimes de l'événement – dans les analyses scientifiques, les rapports publiés, les témoignages ou les récits des combattants.

L'occultation des indiens dans les histoires nationales et l'absence de l'histoire dans l'étude des sociétés amérindiennes n'étaient pas propres à l'aire du Chaco. Le cloisonnement des disciplines anthropologique et historique, dont l'une des conséquences est d'écarter les indiens de l'histoire, est resté longtemps un fait général en Amérique du Sud. La raison tient à la formation des disciplines. L'histoire, fondée sur l'analyse des archives, était mal outillée pour étudier des sociétés sans écriture. L'anthropologie, concentrée sur l'étude des structures, n'était pas intéressée par l'événement, le changement, ni sensible à la chronologie. Or, si l'histoire fut d'abord organisée pour accompagner l'État dans le projet de construction nationale en Amérique latine, l'anthropologie, depuis la fin du XIX^e siècle, était la discipline qui se consacrait à l'étude des populations autochtones confinées dans les marges sociales, participant *de facto* à leur ethnification, à savoir des assignations absolues et souvent arbitraires à des catégories « ethniques » prétendument étanches.

Les recherches sur le Chaco ont convergé avec celles menées par d'autres chercheurs, établis également à Rennes, sur l'histoire coloniale des territoires situés plus au sud où de nombreux peuples avaient réussi à faire barrage à l'invasion espagnole et, par conséquent, à rester en dehors de la loi coloniale. Dans le panorama disciplinaire français, ces chercheurs se situaient dans le sillon de l'« ethnohistoire », dont ils se démarquaient néanmoins, étant donné le risque de cloisonnement et d'ethnification induits par cette démarche ; ils cherchaient plutôt à historiser l'anthropologie et à anthropologiser l'histoire.

La greffe entre ces recherches issues d'horizons divers a bien pris. L'aspiration au décloisonnement disciplinaire et l'unité de conjoncture observable à l'échelle du Cône Sud, concernant la colonisation des territoires indiens (LA SUITE P. 6)

*Professeur d'histoire, membre de l'unité mixte de recherche Arènes (UMR 6051, CNRS) et professeure en études hispano-américaines, membre de l'unité de recherche Équipe de recherche interlangues : mémoires, identités, territoires (ERIMIT, EA 4327).



Photo © Marc Guillot.

Le désert d'Atacama.

LES MINES DU DÉSERT D'ATACAMA : UNE COOPÉRATION FRANCO-CHILIENNE

EN 2015, L'ÉQUIPE CHACAL [VOIR P. 6] A OBTENU LE PROJET DE LABORATOIRE INTERNATIONAL ASSOCIÉ (LIA) « Les systèmes miniers dans le désert d'Atacama » porté par le CNRS, l'université Rennes 2 et l'universidad católica del Norte (UCN) au Chili, sous la responsabilité de Nicolas Richard. La convention de création du LIA a été signée en juin 2015 notamment par Olivier David, président de Rennes 2, et François-Joseph Ruggiu pour le CNRS, en présence de Michelle Bachelet, présidente de la République du Chili, et de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

L'objectif de ce programme, issu d'une collaboration spécifique avec les universités chiliennes, était d'organiser une équipe de recherche multidisciplinaire (histoire, anthropologie, archéologie) afin d'étudier le fait minier dans le désert d'Atacama. En effet, ce territoire s'inscrivait dans la continuité de nos problématiques sous plusieurs angles : un espace jusqu'alors périphérique, essentiellement habité par des populations amérindiennes, s'est vu soudainement propulsé au centre de l'échiquier mondial, moyennant une guerre internationale entre pays américains (la guerre du Pacifique, 1879-1884). Mais ce projet a ouvert aussi pour notre équipe de nouvelles perspectives de recherche : la dimension technique et matérielle comme révélateur de ces processus, les espaces portuaires comme lieux singuliers d'histoire, ou encore les formes selon lesquelles se construit dans la durée un territoire extractif singulier. L'exploration de ces pistes de travail a abouti à un programme financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) : « Mécaniques sauvages : le savoir mécanique dans les sociétés amérindiennes de l'Atacama et du Chaco ».

↳ liamines.hypotheses.org

Nicolas Richard

Chercheur au CNRS

Centre de recherche et de documentation
sur les Amériques (CREDA, UMR 7227)



Photo © Ángel Ayoroa.



Photo © Ángel Ayoroa.

À GAUCHE : Quand les militaires se font ethnologues : exploration militaire au sol dirigée par l'armée bolivienne dans le Chaco boréal, à la fin des années 1920. La photographie montre un guide (et informateur) indien tapiété signalant à travers les marques gravées sur le tronc leur entrée dans le territoire des indiens ayorés, ennemis des Tapiétés. — À DROITE : Exploration militaire au sol dirigée par l'armée bolivienne dans le Chaco boréal, à la fin des années 1920. La photographie montre l'entrée de l'expédition bolivienne dans un village d'indiens ayorés. On reconnaît sur la photographie au premier plan à droite devant la hutte le colonel Ángel Ayoroa, chef de l'expédition, et au centre, la chemise ouverte, son lieutenant German Busch, futur président de la République de Bolivie.

(SUITE DE LA P. 4) de la Terre de Feu au Chaco, en passant par l'Araucanie, le Tucumán et l'Atacama, impulsèrent la formation du groupe de recherche pluridisciplinaire rennais CHACAL (Collectif d'histoire et d'anthropologie comparées de l'Amérique latine/CERHIO, UMR 6258, CNRS), qui s'est développé grâce à l'obtention de plusieurs programmes (ANR, ECOS Sud, Chaire mixte université Rennes 2/CNRS), d'un laboratoire international associé (LIA) et de l'écosystème rennais (IDA-Rennes, Chaire des Amériques Rennes 2).

La géopolitique amérindienne du Cône Sud est caractérisée par l'étendue des territoires qui enrayèrent la conquête espagnole dès le XVI^e siècle et résistèrent jusque tard au XIX^e siècle – soit en raison de la capacité militaire de certaines nations à l'endiguer, tels les cavaliers araucans-mapuches ou les Calchaquies et les Chiriguanos dans le piémont andin, soit parce que les territoires marquaient une frontière écologique difficilement franchissable, tel le Chaco marécageux ou forestier. Au-delà du comparatif, une connaissance semi-continentale de la région était nécessaire pour appréhender l'histoire interconnectée des indiens « insoumis » de l'Amérique australe dans la longue durée. La logistique fournie par ces différents programmes fut indispensable pour mettre en œuvre la recherche : circuler dans l'ensemble de la région, financer les terrains et les actions (colloques, journées d'étude, séminaires, *symposia*), structurer le réseau scientifique qui a abouti à la réalisation de nombreux masters, de thèses en cotutelle, des habilitations à diriger des recherches Rennes 2, de mobilités étudiantes et enseignantes, et de copublications dans le Cône Sud et à Rennes¹.

La méthode de travail a consisté à développer des recherches sur ces territoires, désignés comme « déserts » ou comme « frontières internes » puis « fronts pionniers », selon les époques, en mettant au cœur de l'analyse l'historicité du fait colonial selon un traitement symétrique des sociétés, des cultures, des populations. La collecte de sources induisait une relecture des archives et de la littérature anthropologique, l'invention de nouveaux corpus afin de réaliser l'histoire des espaces et des communautés (archives judiciaires, missions religieuses, entreprises, sources militaires, publiques et privées...), et surtout la production de sources indiennes permettant d'envisager l'écriture d'une histoire partagée. Des corpus de récits indiens ont été ainsi constitués sous la forme de textes transcrits en castillan et d'enregistrements audiovisuels en langue originale sous-titrés en espagnol. Quant aux périodes les plus reculées, pour lesquelles les voix indiennes ne peuvent être appréhendées sans le truchement du monde espagnol, une approche pluridisciplinaire associée à la maîtrise fine des archives coloniales constitue la clef d'un renouvellement des questions de recherche.

¹ Voir notamment Nicolas Richard, Luc Capdevila, Rolf Foerster, Jimena Paz Obregón Iturra & André Ménard, « Micro-histoires des nouvelles formes de conquête des territoires indiens. Le versant colonial des projets nationaux dans le Cône Sud américain, 1850-1960 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Débats, février 2013 (nuevomundo.revues.org/65022), et L. Capdevila, Isabelle Combès, N. Richard & Pablo Barbosa, *Los Hombres transparentes. Indígenas y militares en la guerra del Chaco (1932-1935)*, Cochabamba, Instituto de misionología (UCB), 2010.

² Voir J. P. Obregón Iturra, L. Capdevila & N. Richard (dir.), *Les indiens des frontières coloniales. Amérique australe, XVI^e siècle / temps présent*, Presses universitaires de Rennes, 2011.

L'apport du groupe pluridisciplinaire s'est alors vérifié dans la confrontation des sources, des méthodes et des questionnements. La déconstruction des sources écrites conduisait à mettre en évidence le fait colonial, le contrôle, le regroupement, la re-ethnification, la subalternisation des autochtones, la systématisation d'un état d'exception à leur égard dans les territoires concernés. Les apports des terrains et des collectes ethnographiques étaient relus au prisme de l'analyse historique et de la confrontation avec les archives écrites.

Ces travaux, discutés au sein de la communauté scientifique, ont permis, d'une part, d'éclairer l'impact du processus de conquête sur les sociétés indiennes et leurs reconfigurations *tierra adentro* (à l'intérieur des terres), c'est-à-dire au-delà des frontières coloniales ; d'autre part, d'articuler l'histoire des sociétés indiennes à celle de l'État et des sociétés coloniales aux XVI^e-XVIII^e et républicaines aux XIX^e et XX^e siècles². Il s'agissait de redonner toute leur place à des mondes indiens protéiformes qui, de surcroît, se sont profondément transformés au fil des siècles dans leurs confrontations et leurs synergies avec les avancées ibériques. Les travaux sur les « classifications indigènes » ont conduit à repenser l'organisation de l'espace colonial dans ses rapports à la géopolitique amérindienne. Pour les périodes plus récentes, ces approches permirent de dénaturer l'« expansion territoriale » attribuée aux États nationaux à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Ce processus fut longtemps considéré dans l'historiographie comme participant des dynamiques politiques de nationalisation légitime et de « pacification » des « périphéries » économiques : chilénisation de l'Atacama ou de l'Araucanie ; incorporation des frontières « internes » en Argentine, Patagonie, Chaco, Nord-Ouest andin décrétés territoires nationaux, jusque dans les années 1950.

La démarche transdisciplinaire, la confrontation des sources, des méthodes et des questionnements, ainsi que l'approche croisée entre différents terrains, incitent au décloisonnement des mémoires dans ces territoires. Elles ouvrent ainsi sur une histoire partagée, éclairant les formes du renouvellement du fait colonial, à travers l'expérience des indiens du « désert » et des espaces frontières de l'Amérique australe, dans la longue durée. Le développement de ces différents chantiers étant réalisé grâce à l'intensification des coopérations entre Rennes 2 et les universités du Cône Sud américain.

Durant une période, sur l'ensemble de ces questions l'équipe rennaise s'est placée à la pointe de la recherche internationale, constituant un terreau d'où surgirent maintes initiatives, idées et programmes de recherche. Le jeu des logiques institutionnelles et de la recomposition des équipes fait qu'à ce jour l'équipe CHACAL est disloquée. Elle tente nonobstant de rebondir par la constitution d'un réseau au sein duquel le noyau rennais tient à rester partie prenante. **P**



Photo © Consuelo Hernández.



Photo © Marie Morel.

EN HAUT : Atelier mémoire dirigé par Nicolas Richard dans le Chaco/Pilcomayo (Paraguay), avril 2008. — CI-DESSUS : Dans les archives de l'entreprise forestière Puerto Casado, Chaco (Paraguay), mai 2008.

Internationalisation de la recherche : une expérience franco-québécoise

PAR ÉMILIE BILAND*

TOUS LES UNIVERSITAIRES CONNAISSENT cette antienne : pour être un chercheur ou une chercheuse accomplie, il faut être « internationalisée ». Dans les universités et les organismes de recherche, plusieurs services et programmes promeuvent cette internationalisation, à laquelle les procédures d'évaluation accordent une place croissante, sans pour autant en donner une définition consensuelle. Faut-il donner la priorité aux circulations des individus entre pays, aux recherches sur des « cas » étrangers, ou encore aux publications dans des supports internationaux ? Mais cette internationalisation ne tend-elle pas à renforcer l'hégémonie des recherches anglo-américaines – l'anglais devenant la *lingua franca* scientifique – au risque de délaissier l'étude de nos propres sociétés et de restreindre les échanges, pourtant de plus en plus encouragés, avec les acteurs et actrices non académiques ?

Ce court texte propose d'éclairer quelques-uns de ces enjeux à partir d'une expérience personnelle d'internationalisation, encore peu fréquente dans les sciences sociales françaises : née et formée en France (jusqu'à un doctorat obtenu en 2008 à l'École normale supérieure et à l'École des hautes études en sciences sociales), j'ai été pendant quatre ans professeure adjointe au département de science politique de l'université Laval, dans la ville de Québec, au Canada. En 2014, je suis revenue en France en tant que maîtresse de conférences à l'université Rennes 2 tout en continuant à mener des recherches et à encadrer des doctorants outre-Atlantique.

Vivre et travailler à l'étranger

Les modalités et la durée de cette mobilité ont favorisé mon immersion dans la société et l'espace académique québécois. Ayant fait le choix de comparer l'encadrement public de la vie privée en France et au Québec¹,

* Jusqu'en 2019, É. Biland était maîtresse de conférences en science politique à l'université Rennes 2 et membre de l'unité mixte de recherche Arènes (UMR 6051, CNRS). Elle est à présent professeure de sociologie à Sciences Po Paris, membre du Centre de sociologie des organisations.

j'ai travaillé sur les pratiques domestiques quotidiennes et sur les styles de vie de différents milieux sociaux. Décoder les formes d'épargne accessibles aux ménages ; repérer les stratégies de distinction en matière éducative (hiérarchie des activités sportives, écoles privées les plus prisées, etc.) ; voire identifier les positions de classe et les styles de féminité et de virilité à partir des manières de se vêtir, de parler et de se mouvoir : de tels repérages prennent du temps et mobilisent des ressources davantage construites dans ma vie quotidienne de mère de jeunes enfants qu'à l'université. En parallèle, j'ai assumé l'ensemble des responsabilités dévolues aux professeurs de l'université Laval, y compris celles qui étaient alors peu fréquentes en France : évaluer des doctorants dès le début de la carrière ; recruter un grand nombre d'assistants de recherche ; enseigner dans une salle d'« apprentissage actif »². Plus que ne l'aurait permis un statut de professeure invitée, ce statut professionnel a débouché sur une véritable acculturation académique, au sein d'un espace plus internationalisé que celui dont j'étais originaire.

Je n'en ai pas moins conservé la position d'entre-deux par laquelle le sociologue Georg Simmel a caractérisé « l'étranger » au début du xx^e siècle³. Indice immédiat d'extranéité, ma manière de parler a été un atout pour me familiariser avec mon objet d'étude : elle a conduit mes interlocuteurs et interlocutrices à expliciter leurs pratiques et les normes qui les orientent, plus qu'ils ne l'auraient sans doute fait avec un « national ». Mais j'ai aussi dû travailler à réduire cette distance linguistique, notamment durant les cours en amphithéâtre, où mon « accent français » pouvait compliquer la compréhension de mes propos, et où mon registre de langue, forgé dans les institutions élitistes parisiennes, risquait d'être perçu, sinon comme hautain, du moins comme intellectualisant

1 Voir Émilie Biland, *Gouverner la vie privée. L'encadrement inégalitaire des séparations conjugales en France et au Québec*, Lyon, ENS Éditions, 2019.

2 Dans celle-ci, l'enseignante se trouve au centre de la salle de cours, et chaque « équipe d'étudiants » dispose d'une table et d'un écran pour travailler ensemble et donner à voir ses résultats aux autres.

3 Georg Simmel, « Digressions sur l'étranger », dans *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation* [1908], trad. L. Deroche-Gurcel & S. Muller, Paris, PUF, 1999.

à l'excès. Enfin, cette socialisation académique secondaire n'a pas débouché sur une conversion épistémologique : loin d'embrasser la science politique positiviste alors majoritaire au sein de mon département, je me suis plutôt orientée vers les approches critiques et/ou pluridisciplinaires, davantage compatibles avec ma socialisation intellectuelle primaire.

De retour en France, j'ai décidé de poursuivre mon implication dans l'espace académique québécois : mes engagements auprès d'étudiants en cours de formation, ainsi que la conviction que mon immersion de quatre années constituait un atout majeur pour continuer à travailler sur cette société, sont les principales raisons de cet engagement prolongé. Depuis cinq ans, je me rends donc une à deux fois par an au Québec, pour une durée d'une semaine à un mois, afin de travailler avec des étudiants et des collègues, de présenter mes travaux dans des congrès internationaux (nombreux à Montréal !) et de mener de nouvelles investigations empiriques. Je suis devenue une « experte » du Québec, pour les collègues cherchant à faire évaluer des articles arrivés d'Amérique du Nord, pour les étudiants projetant d'y poursuivre leurs études, comme pour les hauts fonctionnaires et militants engagés dans les réformes du droit de la famille. Je m'attache d'ailleurs à souligner les non-dits et les limites du « modèle québécois » que ces réformateurs et réformatrices invoquent fréquemment.

Inégales mobilités

Au-delà de cette expérience individuelle, cette brève autoanalyse renseigne sur des processus partagés par nombre de chercheurs. Le premier renvoie à la tension entre distanciation et dépaysement, centrale dans l'analyse des relations d'enquête ethnographique⁴ : si faire du terrain à l'étranger est immédiatement perçu comme relevant du dépaysement, on ne saurait ignorer que celui-ci existe aussi près de chez soi, notamment dans les relations d'enquête marquées par la distance de classe et/ou d'origine. Il est aussi frappant de constater à quel point le fait de détenir une nationalité non stigmatisée (française) et de jouir d'un statut valorisé (professeure d'université) a été une ressource pour réduire la distance avec mes enquêtés appartenant pour la plupart aux classes supérieures – qui ont souvent voyagé en France et qui apprécient le français hexagonal comme nos autres productions culturelles...

Les conditions, professionnelles et personnelles, des mobilités académiques constituent un autre enjeu central au moment où les instances dirigeantes de l'enseignement supérieur appellent à leur généralisation. Je n'aurais pas accepté la proposition d'embauche de l'université Laval si ce départ outre-Atlantique n'avait fait sens d'un point de vue familial. Je ne serais sans doute pas arrivée à Rennes si mon conjoint avait trouvé professionnellement sa place au Québec et je ne pourrais y retourner régulièrement s'il ne prenait pas en charge nos enfants durant mes déplacements. Les inégalités de genre dans les mobilités professionnelles sont bien connues⁵ ;

elles doivent aussi être prises en compte dans le monde académique où les femmes se heurtent toujours à un solide plafond de verre. La structuration nationale des marchés universitaires est un autre facteur à considérer. Le marché français est nettement plus fermé aux docteurs qui n'y ont pas été formés que son équivalent québécois. Bien des Français en poste à l'étranger (souvent parce que les postes stables au sein des universités françaises sont rares) s'interrogent sur leurs chances de réussir à y revenir. D'un point de vue strictement professionnel, ce retour est-il d'ailleurs désirable, tant les

conditions de travail et de rémunération sont moins propices ici que dans beaucoup de pays du « Nord » ? Dans la plupart des universités françaises, la surcharge de travail est un frein majeur aux mobilités internationales : quand l'année universitaire se prolonge jusqu'à la mi-juillet, que les décharges d'enseignement sont rares et que les financements se concentrent, il y a fort à parier que l'injonction à l'internationalisation renforce la différenciation, voire la hiérarchisation, entre les différents segments de l'enseignement supérieur. Il est donc essentiel de développer les structures locales d'échanges internationaux telles que l'Institut des Amériques de Rennes⁶ dont l'existence m'a clairement encouragée à poursuivre mes travaux sur ce continent. Toutefois, seules des conditions de travail véritablement compatibles avec la recherche permettraient au plus grand nombre de « s'internationaliser ».

4 Voir notamment Stéphane Beaud & Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 1997, 4^e éd. augm., 2010.

5 Pour la haute fonction publique, voir Catherine Marry et al., *Le Plafond de verre et l'État. La construction des inégalités de genre dans la fonction publique*, Paris, Armand Colin, 2017.

6 Voir le site de l'IDA-Rennes : idarennes.hypotheses.org.



Photo © Émilie Biland.

Les marais du Nord, près de Québec.

Les langues de la comparaison internationale

Enfin, le vis-à-vis franco-québécois invite à se pencher sur la langue des sciences sociales. Ainsi que je l'ai noté dans un article publié avec Fabien Desage (autre politiste français passé par le Québec)⁷, le français partagé facilite la mise en comparaison de ces deux espaces. Il compte beaucoup dans l'impression d'accessibilité et dans la construction d'un sentiment – souvent trompeur – d'intelligibilité immédiate. Lorsqu'on écoute celles et ceux qui (se) comparent, il n'est pas rare d'entendre un *a priori* sur la proximité entre ces deux sociétés, voire l'aveu d'un certain confort à s'y exprimer et à y faire de la recherche dans sa langue. La communauté linguistique réduirait ainsi les ambiguïtés liées à la traduction, voire les risques de l'incompréhension, difficultés majeures du comparatisme. Pourtant, l'usage partagé du français accroît paradoxalement les risques d'« illusion terminologique »⁸, la rendant plus insidieuse. C'est donc bien contre l'évidence et l'immédiateté de la mise en équivalence qu'il faut lutter, tant le français parlé dans les deux espaces garde d'importantes spécificités,

7 Émilie Biland & François Desage, « Vers un enracinement cosmopolite. Sciences et pratiques de la comparaison internationale », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n° 120 : France / Québec : (se) comparer, 2017 / 4, p. 7-35.

8 Franz Schultheis, « Comme par raison – comparaison n'est pas toujours raison. Pour une critique sociologique de l'usage social de la comparaison interculturelle », *Droit et société*, n° 11-12, 1989, p. 219-244.

9 Voir, parmi les initiatives récentes de conscientisation : labos1point5.org/texte-fondateur.

qui se logent moins dans la variété du vocabulaire que dans les usages différenciés des mêmes mots.

Comparer en français implique donc, peut-être plus encore que face à des langues évidemment « étrangères », une attention aux sens des mots, à leurs usages et significations en contexte. En passant à l'anglais, à partir de données constituées en français hexagonal et en français québécois, c'est bien à une deuxième opération de traduction que l'on se livre, qui risque fort d'aplanir ce que ces idiomes nous disent différemment. La publication en langue anglaise est aujourd'hui le principal vecteur de communication avec d'autres aires linguistiques ; elle ne peut donc être ignorée. Mais on perdrait beaucoup à en faire la voie exclusive de diffusion des savoirs. La diversité linguistique est un facteur de pluralisme épistémologique, lui-même source d'imagination sociologique. Elle facilite de surcroît l'appropriation des recherches au-delà des cercles académiques – pour renforcer la connaissance que les sociétés ont d'elles-mêmes, et pas seulement pour étoffer nos CV.

Durant l'été 2019, grâce au programme de soutien à la mobilité internationale de l'InSHS-CNRS, j'ai débuté un nouveau « terrain » au Chili. Je suis absolument ravie de ce nouveau dépaysement scientifique, en espagnol et dans l'hémisphère sud. Mais, à l'instar de mes pérégrinations sociologiques, l'injonction à l'internationalisation scientifique occulte trop souvent son coût écologique⁹ – dont nous devrions pourtant nous préoccuper sans tarder. **P**

Histoires de reconversions canadiennes

PAR MARC BERGÈRE*

À L'INSTAR DE LA BRETAGNE, l'université Rennes 2 entretient une relation au Canada à la fois ancienne et féconde qui fait de ce pays un partenaire privilégié de notre établissement. Il s'agit de liens académiques incarnés notamment par la création en 1992 d'un Centre d'études canadiennes (CEC) sous la houlette de Marta Dvorak (angliciste), sa première présidente, et d'Alain Croix (historien). Depuis lors, la coopération entre historiens rennais et canadiens, et plus particulièrement québécois, ne s'est jamais démentie.

Mon ancrage outre-Atlantique s'inscrit donc dans une dynamique institutionnelle et scientifique installée. Il remonte à 2007 et à un choix de sujet d'habilitation à diriger des recherches (HDR) relatif à l'exil québécois de collaborateurs français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Un sujet découvert de manière empirique lors d'un séjour au Canada où j'étais invité à présenter mes recherches sur la France de la Libération. En effet, spécialiste jusqu'alors de l'histoire de l'épuration en France [BERGÈRE, 2018], j'ai proposé un mémoire inédit qui, tout en s'inscrivant dans une certaine continuité avec mes travaux précédents, témoignait d'un véritable « pas de côté » (selon l'expression de Romain Bertrand) géographique, thématique et chronologique. Tout en étant une histoire internationale de l'épuration en France, via ses perceptions et représentations extérieures, ce travail ouvre également vers une histoire diplomatique originale entre la France et le Canada, et plus encore une histoire transnationale par son objet principal : le microcosme des collaborateurs en exil. Une histoire qui souligne au passage le poids des relations intersociétales, voire interpersonnelles, dans une histoire des relations internationales qui ne saurait se limiter aux seules relations interétatiques. Déplacer le regard imposait de mobiliser des sources inédites de part et d'autre de l'Atlantique. Ainsi ont été croisées des sources judiciaires, parlementaires, diplomatiques ou privées, sans oublier les apports de la presse, du Congrès juif canadien, du Centre Simon-Wiesenthal de Toronto ou encore de la commission d'enquête (dite

*Professeur d'histoire contemporaine, membre de l'unité de recherche Tempora (EA 7468). — On trouvera les références complètes des travaux cités p. 13.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE LA COOPÉRATION FRANCO-CANADIENNE À RENNES 2

Organisation commune de colloques et rédaction d'ouvrages collectifs, en particulier en 1994 (Espace et culture), 2001 et 2003 (Identité et culture), 2007 (Temps, espace et modernités), 2013 et 2018 (Mémoires canadiennes).

Échanges réguliers d'étudiants à travers notamment un master intégré Histoire, Rennes 2–université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) de 2005 à 2008 ; plusieurs prix, français (par exemple l'Association française en études canadiennes) ou canadiens, pour des masters ou des thèses d'histoire soutenues à Rennes 2.

Réalisation de thèses de doctorat en cotutelle.

Signature d'une convention de coopération scientifique entre le Centre de recherches historiques de l'Ouest (CERHIO, UMR 6258, CNRS) et le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ, basé à l'université Laval et à l'UQTR) de 2010 à 2016, puis récemment en 2018 entre l'unité de recherche Tempora (EA 7468) et le CIEQ.

« Commission Deschênes ») mise en place en 1985-1986 par le gouvernement canadien pour faire la lumière sur les criminels de guerre entrés après 1945 et, le cas échéant, encore présents au Canada. Mon projet d'HDR a bénéficié d'emblée d'une bourse de recherche en études canadiennes du gouvernement canadien (BERD) et a été réalisé grâce au soutien constant du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) qui m'a offert à plusieurs reprises des conditions d'accueil et de travail remarquables, notamment à l'université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et à l'université Laval. Après avoir testé son cadre problématique dans une revue canadienne reconnue (*Revue d'histoire de l'Amérique française*), mon HDR, soutenue en 2013, a ensuite été publiée simultanément des deux côtés de l'Atlantique, sous le titre *Vichy au Canada*. Ce livre a reçu un accueil particulièrement favorable au Canada (critique, prix, festivals du livre), où il contribue à la mémoire sensible des rapports ambivalents du Canada français au pétainisme ou au fascisme et à l'histoire des politiques suivies par le Canada depuis 1945 en matière d'accueil de criminels de guerre ou de collaborationnistes européens. Une façon de dire que le Canada représente désormais pour moi bien plus qu'un simple horizon scientifique.

Revisiter le régime de Vichy hors de ses murs

Analyser le Québec durant la Seconde Guerre mondiale et à sa sortie, c'est découvrir qu'il a pu y exister un Vichy sans les Allemands ou, selon l'expression de Marc Ferro, « du pétainisme sans l'Occupation ». Une formule utilement précisée par Éric Amyot qui préfère parler « d'un pétainisme sans collaboration ». Dans le prolongement des travaux sur l'enracinement social du régime de Vichy en France, les années 2000 ont vu notamment des historiens sortir du tropisme métropolitain pour ériger l'empire colonial français en observatoire de l'expérience vichyste. Ce déplacement du centre vers les périphéries a permis de poser la question « d'un vichysme colonial ». Dès lors, les recherches sur des terrains extérieurs, de Jacques Cantier et Éric Jennings notamment, mais aussi de Vincent Joly ou Denis Rolland, ont permis de couvrir l'Afrique du Nord et de l'Ouest, l'Asie du Sud-Est, l'Océan Indien, les Antilles et le Mexique. On y constate partout que, malgré la volonté initiale du régime de Vichy d'un clonage systématique de la Révolution nationale, les réalités de sa diffusion sont restées très diverses. Ainsi, nous mesurons mieux aujourd'hui, selon Jennings et Cantier, « l'enracinement de l'idéologie pétainiste outre-mer et les avatars de celle-ci d'un territoire à l'autre ». Autant de miroirs qui éclairent des dynamiques profondes et encore largement méconnues du régime de Vichy et du monde pluriel de ses soutiens pendant, et encore parfois après la guerre. Dans cette perspective, la scène québécoise, avec ses caractéristiques propres et notamment l'existence d'un courant « cléric-social-nationaliste » influent, constituait un cadre spatial et social pertinent pour analyser ces vichystes « hors les murs », c'est-à-dire hors de métropole, sachant que je n'étais ni le premier, ni le seul sur ce front de la recherche qui restait néanmoins encore pionnier à cette date.

Pour quelle histoire ?

Plus qu'une approche comparée qui conduit souvent à la confrontation, certes raisonnée et problématisée, de deux entités distinctes sans toujours éviter l'écueil d'une opposition binaire, j'ai opté pour une histoire croisée, c'est-à-dire plus relationnelle, des deux sociétés étudiées. Faisant mienne la remarque de Bénédicte Zimmermann, mon but était de « décaler l'analyse par rapport à des monographies comparées centrées sur des entités territorialement délimitées vers les relations qui traversent ces dernières et les interactions qui les constituent ». De fait, les blessures de guerre révélées par la scène québécoise après 1945 reposent fondamentalement sur une histoire de transferts et de circulations d'hommes ou d'idées entre le Québec et la France, voire plus globalement entre le Canada et l'Europe. C'est ainsi qu'Olivier Dard définit



Caricature de Robert LaPalme (1908-1997) publiée dans *Le Canard* de Montréal (1950). Elle représente les principaux acteurs de « l'affaire des réfugiés politiques français » qui fit grand bruit au Canada entre 1948 et 1951. Caricature reprise en première de couverture de *Vichy au Canada*, livre qui dans sa version canadienne (Presses de l'université de Montréal, 2015) a reçu le prix de la présidence de l'Assemblée nationale du Québec au titre du Prix du livre politique 2017.

Robert Rumilly, l'un des principaux protagonistes de l'affaire des « réfugiés politiques » français entre 1948 et 1951, comme un « passeur des droites nationalistes entre la France et le Canada français ».

Cela étant, je ne me revendique d'aucune école historique et faire de l'histoire connectée relève d'abord pour moi d'une pratique de recherche née du choix d'un objet transnational. Cette démarche impose en revanche de réelles contraintes méthodologiques. D'une part, elle suppose une réflexion sur le choix d'échelles compatibles de manière à garantir sinon une symétrie, du moins une cohérence à l'analyse. Sous cet angle, la structure fédérale canadienne et les différences de statuts qu'elle induit entre la France et la seule province du Québec ne peuvent ni ne doivent être ignorées. D'autre part, il y a toujours nécessité à s'approprier l'historiographie de « l'autre espace » qui nous est le moins familier au départ, sauf à porter un regard ethnocentré et déséquilibré sur l'objet étudié. Une première étape consiste à faire dialoguer des historiographies parallèles et qui le plus souvent s'ignorent. Le postulat initial est donc de « reconnecter » entre elles des histoires séparées, en raison notamment du cloisonnement induit par le développement d'historiographies d'abord nationales. Au-delà, cette exigence doit aller si besoin jusqu'à se défaire d'un « nationalisme méthodologique », souvent tentant et parfois même inconscient, pour accepter d'interroger son sujet à l'aune de questionnements et d'enjeux qui lui sont propres. Il faut accepter d'emblée la pluralité des points de vue possibles et les décalages produits par l'appartenance à une autre aire culturelle. Aussi, quand bien même il y serait question de collaborateurs français, ce qui se joue au Québec après 1945 n'est pas du tout le reflet ou le simple prolongement de ce qui se passe ou se dit en France au même moment. *A contrario*, le regard



Carte de l'Empire français sous le régime de Vichy (fin 1942-début 1943). Cette affiche de propagande est reproduite en première page de couverture du livre de Jacques Cantier et Éric Jennings *L'Empire colonial sous Vichy*. (Collection particulière.)

porté sur l'épuration française au Québec est d'abord le fruit de préoccupations spécifiques à ce territoire, d'ailleurs très instructives pour un spécialiste de l'histoire de l'épuration en France. Ainsi, une partie de la mobilisation en faveur des « exilés politiques » français repose sur la confrontation de cultures juridiques très différentes d'un pays à l'autre, particulièrement en matière de justice politique. Nul doute que ces divergences ont été des sources d'incompréhensions mutuelles et de malentendus, au risque parfois de brouiller le fond du dossier. Inversement, proposer un retour sur l'événement, sa mémoire et l'écriture de son histoire au Canada de 1945 à aujourd'hui permettait d'interroger la question

d'une singularité québécoise [BERGÈRE, 2017]. Une singularité toute relative lorsque l'on sait que les collaborateurs français réfugiés au Québec ne représentent qu'une infime minorité (moins de 5 %) des 2 000 criminels de guerre ou collaborationnistes européens entrés sur le sol canadien entre 1945 et 1955, principalement en provenance d'Ukraine, de Hongrie ou des pays baltes.

In fine, faire le pari d'une histoire connectée entre la France et le Québec m'a permis de construire un objet hybride qui appartient aux deux aires. Dès lors, il s'agit d'écrire une histoire franco-canadienne qui est, tout à la fois, une histoire mixte, une histoire française et une histoire québécoise. 

Références bibliographiques

- AMYOT, Éric, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français (1940-1945)*, Montréal, Fides, 1999.
- BERGÈRE, Marc, « Réminiscences du passé de la Seconde Guerre mondiale au Québec depuis 1945. Apports et limites d'une approche historiographique croisée France-Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 64, n° 2, automne 2010, p. 99-111.
- , *Vichy au Canada. Lexil québécois de collaborateurs français*, Presses universitaires de Rennes, 2015 ; Presses de l'université de Montréal, 2015.
- , « Les relations ambivalentes du Québec à la France de Vichy : retour sur l'événement, sa mémoire et l'écriture de son histoire », *Histoire, économie & société*, 2017, n° 4, p. 87-103.
- , *L'Épuration en France*, Paris, Que sais-je ?/Humensis, 2018.
- BERTRAND, Romain, « Histoire globale, histoire connectée », dans Christian DELACROIX *et al.* (dir.), *Historiographies. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, t. I, p. 366-377.
- DARD, Olivier (dir.), *Doctrinaires, vulgarisateurs et passeurs des droites radicales au XX^e siècle (Europe-Amériques)*, Berne, Peter Lang, 2012.
- JENNINGS, Éric, *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine (1940-1944)*, Paris, Grasset, 2004.
- & CANTIER, Jacques (dir.), *L'Empire colonial sous Vichy*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- JOLY, Vincent, *Le Soudan français de 1939 à 1945. Une colonie dans la guerre*, Paris, Karthala, 2006.
- ROLLAND, Denis, *Vichy et la France libre au Mexique. Guerre, cultures et propagande pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- ZIMMERMANN, Bénédicte, « Histoire comparée, histoire croisée », dans Christian DELACROIX *et al.* (dir.), *op. cit.*, t. I, p. 170-176.

Sous le soleil noir de Californie

PAR ÉMILIE BLANC*

M'ENGAGER DANS UNE RECHERCHE DOCTORALE sur l'art aux États-Unis, et plus précisément en Californie, a été motivé par ma découverte en 2011 de l'exposition *Under the Big Black Sun : California Art 1974-1981* organisée au Geffen Contemporary Art at MOCA de Los Angeles¹. J'ai été marquée par la richesse plastique, la dimension expérimentale et la puissance visuelle des discours critiques de nombreuses œuvres, dont la série *R.S.V.P.*, commencée en 1975, de Senga Nengudi [VOIR CI-CONTRE]. En effet, tout en traduisant des questionnements cruciaux sur la société en lien notamment avec les luttes contre le racisme et le sexisme, ces œuvres participaient aux profondes mutations de l'art de cette période qui continuent d'alimenter la création actuelle. Pour autant, un certain nombre d'entre elles restent peu visibles dans l'histoire de l'art contemporain. Ce projet de thèse est donc issu principalement d'une volonté de contribuer à la connaissance de l'histoire artistique et sociale des États-Unis et des relations entre art et politique. Entreprise en 2012 sous la direction d'Elvan Zabunyan au sein de l'unité de recherche Histoire et critique des arts de l'université Rennes 2, ce projet était tout d'abord intitulé « Expressions de l'identité dans l'art contemporain : genre, race et sexualité à travers les pratiques artistiques développées en Californie dans les années 1970 ». Ce travail doctoral nécessitait une approche de l'histoire de l'art à la croisée de plusieurs spécialités, et de fait la constitution d'une bibliographie associant des documents en histoire de l'art à des écrits d'activistes, à des recherches en études culturelles, études sur le genre, histoire, philosophie, sociologie et théorie politique, entre autres, afin de pouvoir situer les processus de création parmi la scène artistique, les militances et les théories contemporaines. Un séjour de recherche sur le terrain s'est également révélé nécessaire afin de consulter des références bibliographiques indisponibles en France, de faire des recherches sur des sources archivistiques

* Docteure en histoire de l'art contemporain, É. Blanc travaille principalement sur les liens entre art et politique. Elle est lauréate de la bourse postdoctorale de recherche 2018-2019 de la Terra Foundation for American Art à l'Institut national d'histoire de l'art (INHA). Sa thèse a été récompensée par le deuxième prix de thèse du groupement d'intérêt scientifique (GIS) Institut du genre en 2018.

(principalement des archives d'artistes, d'historiens de l'art et d'espaces d'exposition) et rencontrer des artistes et chercheurs². Dans cet article, je souhaite proposer une analyse méthodologique et théorique de ce travail doctoral. J'examinerai d'abord comment le sujet s'est précisé au fil des recherches, et notamment le glissement sémantique qui s'est opéré de l'« identité » aux « politiques de l'identité », puis je m'intéresserai aux réflexions qui m'ont conduite à opter pour une approche par « moments ».

De l'« identité » aux « politiques de l'identité »

Une étape majeure de cette thèse fut la contextualisation du sujet de recherche qui s'est formalisée par le passage d'une étude sur les représentations critiques des identités aux relations entre les arts visuels et les politiques de l'identité. Issue de la déclaration de 1977 due au collectif féministe noir lesbien Combahee River Collective [VOIR P. 16-17], la locution « politiques de l'identité » sert à caractériser le changement de paradigme de l'activisme aux États-Unis avec l'émergence dans la seconde moitié des années 1960 des mouvements sociaux de libération (American Indian Movement, Asian American Movement, Black Power Movement, Chicano Movement, Gay Liberation Movement et les mouvements féministes). Tout en remettant en cause la notion de *melting pot*, les politiques de l'identité mobilisent une politisation des expériences individuelles en révélant le caractère collectif et systémique des discriminations. Ancrer le sujet de recherche dans les luttes contre les rapports de domination qui ont vigoureusement retenti en Californie m'a permis de mieux saisir la charge politique des pratiques artistiques qui s'inscrivaient dans un large mouvement appelant à de profondes

1 Voir le catalogue de l'exposition dirigé par Lisa Gabrielle Mark et Paul Schimmel, *Under the Big Black Sun : California Art 1974-1981*, Los Angeles / Munich, Museum of Contemporary Art / Prestel, 2011. *Under the Big Black Sun* est le titre d'un album sorti en 1982 du groupe punk de Los Angeles X ; en empruntant ce titre, les commissaires de l'exposition souhaitaient évoquer le sentiment de désillusion éclipsant le « rêve californien » et le mouvement hippie à la suite de la guerre du Vietnam (1963-1975) et de l'affaire du Watergate (1972-1974).

2 Mes recherches en Californie m'ont entre autres conduit au Getty Research Institute (Los Angeles), à l'université de Californie (Berkeley – où j'ai été accueillie durant le premier semestre 2014 comme *Visiting Student Researcher* –, Los Angeles et Santa Barbara), ainsi qu'aux Archives of American Art (Smithsonian Institution, Washington).

NÉE EN 1943 À CHICAGO, Senga Nengudi emménage en 1951 à Los Angeles avec sa mère à la recherche de meilleures conditions de vie. Elle y poursuit un cursus artistique en danse et en sculpture, et étudie également une année à l'université Waseda à Tokyo, intéressée notamment par les travaux des artistes de Gutai et la pratique du kabuki. Après un séjour à New York au début des années 1970, elle revient à Los Angeles et participe à Studio Z, un collectif informel d'artistes qui se réunit dans le studio de David Hammons. Son travail s'oriente alors vers la performance, ce qui lui permet d'approcher la danse d'une manière expérimentale. À partir de 1975, elle allie son intérêt pour la performance et la sculpture avec la série *R.S.V.P.*, dont les œuvres se composent de collants remplis de sable étirés dans l'espace d'exposition et activés suivant une chorégraphie qu'elle peut réaliser seule ou en duo. Exploitant les qualités biomorphiques du collant qui traduit l'élasticité corporelle, Nengudi évoque ainsi sa récente expérience de grossesse et interroge les capacités de transformation des corps. La série *R.S.V.P.* est également un hommage aux nourrices noires dont les corps ont été usés par leur travail au sein des familles blanches, « allaitant enfant après enfant, aussi bien les leurs que ceux des autres, jusqu'à ce que leurs poitrines tombent à leurs genoux, vidées de toute énergie » (Senga Nengudi, New York, Dominique Lévy, 2015, p. 81). Ces œuvres sont à associer à la forme du rituel mobilisant une dimension de guérison, d'autant plus qu'une énergie particulière se dégage du collant qui a pu être porté par une personne avant son emploi comme matériau artistique. Le collant suggère aussi la façon dont les femmes peuvent être incitées à empaqueter leurs corps afin d'en cacher les prétendus défauts, comme les marques du vieillissement. Enfin, il est intéressant de noter que *R.S.V.P.* est l'acronyme de « Répondez s'il vous plaît », une façon discrète mais ferme d'interpeller sur l'indifférence face aux violences endurées par les corps.

➔ www.sengasenga.com



Senga Nengudi, *R.S.V.P.* (collants en nylon, sable ; 1977).

© Senga Nengudi. www.sengasenga.com

transformations en faveur de la justice sociale. En même temps que ces plasticiens remettaient en cause les idéologies eurocentrées et patriarcales du canon artistique, ils refusaient une forme de neutralité de la création : par leurs potentialités à agir sur les consciences, les émotions et les imaginaires, leurs œuvres sont pensées dans une visée transformatrice. Les écrits des artistes et des militants ainsi que les entretiens menés m'ont particulièrement aidée à mieux comprendre l'importance de prêter une vive attention au contexte étudié afin de tisser une histoire de l'art en prise avec le terrain de production des œuvres. À cet égard, ma première rencontre en 2013 avec Jennifer A. González, professeure à l'université de Californie à Santa Cruz, a été déterminante : elle

m'avait notamment alertée sur le risque de déterminisme lorsque le concept d'identité est employé comme axe d'analyse. En attendant des artistes certaines formes et contenus en fonction de l'identité qui leur a été assignée, on pourrait précisément contredire les revendications à l'autodétermination exprimées au sein de ces mouvements sociaux de libération. Situer l'étude dans le cadre des politiques de l'identité a aussi permis de préciser ses jalons chronologiques : tout d'abord axée sur la décennie 1970, mon étude couvre la période qui va de 1966, année du discours de Stokely Carmichael et de Willie Ricks appelant au « *Black Power* », à 1990, qui ouvre une nouvelle conjoncture des politiques de l'identité, avec l'essor des théories *queer*, par exemple. (LA SUITE P. 18)

À propos des politiques de l'identité et du Combahee River Collective

EN 2016, L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS a été traversée par la problématique des politiques de l'identité. Selon le chercheur Mark Lilla¹, par exemple, l'attention portée aux politiques de l'identité par le parti démocrate aurait contribué à la défaite de la candidate Hillary Clinton qui aurait négligé les difficultés des personnes blanches précarisées, comme si les politiques de l'identité ne concernaient que les personnes racisées et excluaient les rapports de classe. Toutefois, si l'on pense à la stratégie électorale du candidat Donald Trump de séduire tout particulièrement les classes paupérisées blanches, sa campagne a bel et bien été marquée par les politiques de l'identité instrumentalisées dans une visée séparatiste. Comme l'a examiné Suzanna Danuta Walters dans l'article « In Defense of Identity Politics »², ce ne sont pas les politiques de l'identité qui sont à blâmer dans les résultats de cette élection, mais davantage les réticences à reconnaître les rapports de domination qui structurent la société états-unienne et à se défaire d'une forme d'universalisme soutenant l'existence d'un sujet neutre – principalement blanc, mâle et hétérosexuel – dont les intérêts primeraient sur les autres personnes.

Les critiques à l'encontre des politiques de l'identité reposent sur l'idée que celles-ci ne tendraient pas à une visée universaliste, adopteraient une approche culturaliste et/ou fragmenteraient les mouvements politiques

de gauche. Cependant ces critiques, d'une part, envisagent le plus souvent la classe comme centrale par rapport au genre, à la race ou encore à la sexualité, ignorant leurs imbrications, et font fi de la blancheur ; d'autre part, elles les déshistoricisent et interdisent ainsi de saisir leurs complexités et leurs enjeux actuels – pensons par exemple au mouvement Black Lives Matter aux États-Unis ou encore à l'afrofémisme en France.

Face aux attaques et déformations des politiques de l'identité, il apparaît essentiel de rappeler l'origine de cette locution. Avant d'être utilisée pour désigner le changement de paradigme de l'activisme aux États-Unis avec l'émergence des mouvements sociaux de libération, celle-ci a d'abord été créée par le Combahee River Collective dans leur déclaration rédigée en 1977. S'inscrivant dans les luttes des femmes noires depuis la période de l'esclavage, le collectif contribue aux théories et pratiques des mouvements féministes noirs états-unien des années 1960 et 1970. Il est initié au retour de la première rencontre de la National Black Feminist Organization (NBFO) de Barbara Smith qui souhaite créer une antenne à Boston et sera rejointe par d'autres militantes féministes noires telles que Cheryl Clarke, Demita Frazier et Beverly Smith. Combinant théorie et pratique, elles organisent des séances de *consciousness raising* (« éveil de la conscience ») et travaillent à la réalisation d'actions concrètes, comme l'ouverture d'un centre de femmes battues. Actif entre 1974 et 1980, le collectif, qui s'éloignera de la NBFO en raison de divergences idéologiques, met également en place dans plusieurs villes des États-Unis des retraites, qui favorisent les échanges et les réflexions politiques, tout en déployant une activité de publication. Avec le concept des « politiques de l'identité », les membres du collectif mettent en exergue la nécessité d'analyser collectivement leurs propres expériences, qui ne sont pas réellement prises en compte dans les autres mouvements de libération féministe ou noire, pour lutter contre les discriminations. Leur déclaration affiche une pensée pionnière complexe sur l'enchevêtrement des rapports de pouvoir et la simultanéité des oppressions (exploitation économique, hétérosexualité normative, racisme et sexisme). Elles y affirment leur rejet du déterminisme biologique tout autant que du séparatisme et prônent une politique de coalition. Comme elles l'expliquent, dans une perspective révolutionnaire, la libération des femmes noires, situées au plus bas de l'échelle sociale, implique la destruction de tous les systèmes d'oppression. Ainsi comprises, les politiques de l'identité sont loin d'être une forme de repli identitaire – se nommer, se définir, examiner son vécu en lien avec les réalités historiques et sociales n'est en rien contraire à un projet politique large et une conception multidimensionnelle et ouverte de l'identité –, mais sont davantage à saisir comme des outils pour impulser la justice sociale.

Émilie Blanc

¹ Mark Lilla, *The Once and Future Liberals : After Identity Politics*, Londres, Hurst & Company, 2017.

² Suzanna Danuta Walters, « In Defense of Identity Politics », *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, vol. 43, n° 2, hiver 2018, p. 473-488 ; en ligne : signsjournal.org/currents-identity-politics/walters.

Un groupe de militantes lesbiennes féministes africaines-américaines formé en 1974, le Combahee River Collective, rédige en avril 1977 une déclaration intitulée *A Black Feminist Statement* dans laquelle le concept de « politiques de l'identité » (*identity politics*) apparaît sans doute pour la première fois. Publié en 1978, le manifeste a été repris en 1983 accompagné de cette note rédigée par l'une des cofondatrices du mouvement, Barbara Smith : « Le Combahee River Collective fut un groupe féministe Noir (*Black feminist group*) de Boston dont le nom venait de l'action de guérilla conçue et conduite par Harriet Tubman le 2 juin 1863 dans la région de Port Royal en Caroline du Sud. Cette action délivra plus de 750 esclaves et il s'agit de l'unique campagne militaire planifiée et conduite par une femme dans l'histoire américaine. » Nous donnons ici une traduction inédite de deux paragraphes exposant l'origine du concept de « politiques de l'identité », qui est aujourd'hui au centre de querelles philosophico-politiques aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

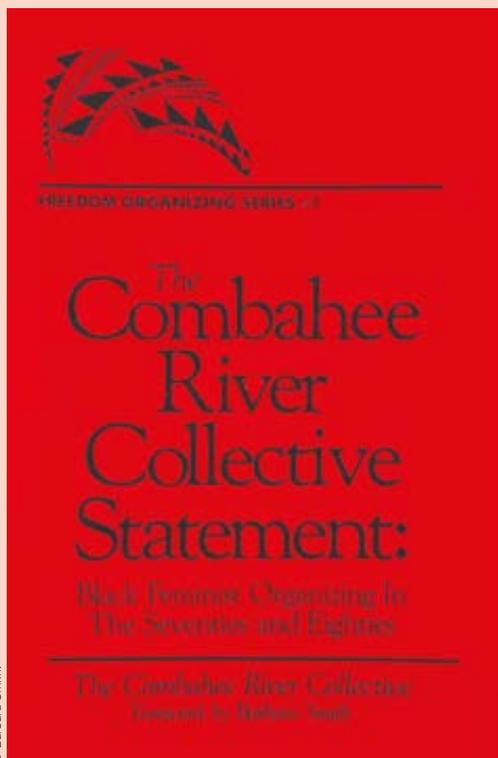
« Par-dessus tout, notre politique découle à l'origine de la conviction commune que les Noires (*Black women*) ont une valeur intrinsèque, que notre libération est une nécessité, non pas secondaire par rapport à celle de quelqu'un d'autre, mais en raison de notre besoin d'autonomie en tant que personnes humaines. Cela peut paraître si évident, que cela semble simpliste ; pourtant, il est manifeste qu'aucun autre mouvement se réclamant du progressisme n'a jamais considéré notre oppression spécifique comme une priorité ou bien a entrepris d'y mettre un terme. Ne serait-ce que citer les stéréotypes péjoratifs qu'on attribue aux Noires (par exemple éleveuse de petits Blancs [*mammy*], chef de tribu [*matriarch*], Sapphire*, putain [*whore*], gouine hommasse [*bulldagger*], – sans parler du traitement cruel, souvent meurtrier, qu'on nous inflige, – indique le peu de valeur qui a été accordé à nos vies durant quatre siècles d'esclavage dans l'hémisphère occidental. Nous réalisons que les seules personnes qui se soucient suffisamment de nous pour œuvrer avec constance en faveur de notre libération, c'est nous-mêmes. Notre politique découle d'un amour sain pour nous-mêmes, nos sœurs et notre communauté, et c'est ce qui nous autorise à poursuivre notre lutte et notre travail.

« Cette focalisation sur notre propre oppression est incarnée dans le concept de politiques de l'identité (*identity politics*). Nous croyons que la politique la plus profonde et potentiellement la plus radicale découle directement de notre propre identité, et non du travail pour en finir avec l'oppression de toute autre personne. Dans le cas des Noires, c'est un concept particulièrement répugnant, dangereux, menaçant et donc révolutionnaire, car il est évident, eu égard à tous les mouvements politiques qui nous ont précédés, que n'importe qui mérite davantage que nous sa libération. Nous rejetons les piédestaux, la condition de reine, et de marcher dix pas en arrière. Il nous suffit d'être reconnues comme humaines, ni plus ni moins qu'humaines. »

* À l'origine, Sapphire est le prénom d'un personnage d'une série radiophonique puis télévisée, *Amos 'n' Andy*, très populaire des années 1920 aux années 1950, et dont l'action se situe dans la communauté africaine-américaine de Harlem (New York). « Sapphire » est devenu l'un des termes les plus insultants aux États-Unis pour désigner la prétendue tendance dominatrice et agressive de la femme noire. Il n'existe pas d'équivalent en langue française.

Source : Combahee River Collective, « The Combahee River Collective Statement », dans Barbara Smith (éd.), *Home Girls : A Black Feminist Anthology*, New York, Kitchen Table/Women of Color Press, 1983, p. 274-275. Le texte est par ailleurs disponible sur un site consacré au mouvement : combaheerivercollective.weebly.com. — Une traduction française intégrale de la déclaration par Jules Falquet a été publiée dans *Les Cahiers du CEDREF*, n° 14 : (*Rè*)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et « race », 2006 ; en ligne : cedref.revues.org/415. Du même, on pourra se reporter à la présentation de sa traduction, « Le Combahee River Collective, pionnier du féminisme Noir. Contextualisation d'une pensée radicale » (en ligne : cedref.revues.org/457). Voir aussi la synthèse de Kimberly Springer, *Living for the Revolution : Black Feminist Organizations, 1968-1980*, Durham, Duke University Press, 2005.

Traduction réalisée par Cyrille Habert et revue par Émilie Blanc.



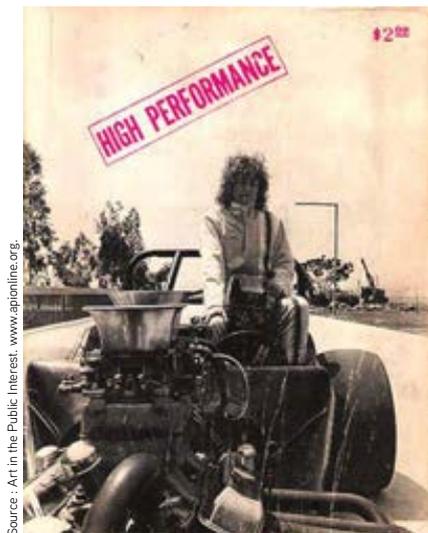
© Barbara Smith.

Première page de couverture de la réédition de la déclaration du Combahee River Collective publiée par Kitchen Table/ Women of Color Press, maison d'édition initiée par Barbara Smith et Audre Lorde en 1980 et cofondée en 1981. Cette réédition inaugure une collection créée en 1985, « Freedom Organizing Series », dédiée à de courts écrits pamphlétaires.

(SUITE DE LA P. 15)

L'approche par « moments »

De même que les œuvres remettaient en cause les normes artistiques et sociétales, il était important de penser la rédaction de cette thèse à partir des analyses critiques sur l'historiographie de l'art, et notamment des pensées décoloniales³, féministes, postcoloniales et *queer*. Précisons que malgré les travaux pionniers de Françoise d'Eaubonne, puis ceux de Fabienne Dumont, Anne Lafont, Elvan Zabunyan et Giovanna Zapperi, entre autres, l'histoire de l'art en France demeure majoritairement récalcitrante aux outils méthodologiques et théoriques issus de ces courants de pensée, tandis que depuis les années 1970, aux États-Unis, la discipline est profondément interrogée par un nombre important d'historiens de l'art, telle Julia Bryan-Wilson, ma professeure référente à l'université de Californie à Berkeley⁴. Les cours de Lauren Kroiz (*Race and Representation in Twentieth-Century American Culture*) et d'Uranichemg Tsultem (*Identity and Politics in Contemporary Art of East Asia*), que j'ai pu suivre à Berkeley, m'ont également incitée à porter un regard neuf sur l'écriture des savoirs en art en repensant notamment les hiérarchies ainsi que les notions de progrès et de rupture sur lesquelles elle peut s'appuyer. À cet égard, il me semblait important d'explorer des pratiques diverses (assemblage, peinture murale, performance...) et des travaux d'artistes peu étudiés par rapport à d'autres davantage reconnus. Les entretiens tout autant que les recherches dans les archives et dans des revues n'appartenant pas au courant dominant de l'art⁵ se sont alors révélés fondamentaux. L'analyse de mon corpus d'œuvres et de ma chronologie démontrait également la nécessité de dépasser l'antagonisme entre essentialisme et constructionnisme opposant les décennies 1960 et 1970 aux années 1980, et de les penser comme des tactiques complémentaires, ainsi que l'a suggéré l'artiste Suzanne Lacy⁶. J'ai alors tenté d'identifier des lignes de force des relations entre arts visuels et politiques de l'identité. Je cherchais également une manière de mêler un plan chronologique et thématique qui permettrait de créer des connexions entre des œuvres souvent examinées séparément. C'est alors l'approche par « moments », conceptualisée par le chercheur en études culturelles Stuart Hall, qui s'est imposée comme la plus appropriée. Selon ce dernier, un « moment » est composé



Source : Art in the Public Interest, www.aponline.org

L'artiste Suzanne Lacy en première page de couverture du premier numéro de la revue *High Performance* (février 1978).

d'un « agencement d'une série de questions cognitives, politiques et artistiques qui fournissent un "horizon" de futurs possibles, questions à l'intérieur desquelles nous "pensons le présent", et auxquelles nos pratiques constituent des réponses, des répliques et des ripostes⁷ ». Ainsi, cette thèse est structurée autour de trois « moments » enchevêtrés les uns aux autres et articulés autour de tactiques artistiques et politiques : la réinvention de sujets collectifs (1966-1981), l'imbrication d'identifications multiples (1970-1981) et la formation de subjectivités politiques (1976-1990).

Avec cette analyse méthodologique et théorique de mon expérience doctorale sur les États-Unis, j'espère souligner l'importance de mener un travail au plus près de son terrain d'étude, d'échanger sur sa thèse, de favoriser une perspective transdisciplinaire et de porter un intérêt sur l'actualité internationale de la recherche pour viser à construire une pensée inédite et précise sur son sujet et à enrichir ses réflexions sur la pratique de sa discipline. 

3 Les pensées décoloniales émergent dans les années 1990 en Amérique du Sud. S'appuyant sur une réinterprétation de la modernité à travers le prisme de la colonialité depuis le xv^e siècle, elles déploient une profonde réflexion sur les relations entre géographies, pouvoirs et savoirs. Toutefois, je fais référence ici plus largement aux réflexions issues des mouvements de décolonisation depuis le milieu du xx^e siècle.

4 Sur les différences entre les contextes académiques français et anglo-saxon, voir par exemple Fabienne Dumont et Séverine Sofio, « Esquisse d'une épistémologie de la théorisation féministe en art », *Cahiers du genre*, n° 43 : *Genre, féminisme et valeur de l'art*, 2007 / 2 ; en ligne : www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2007-2-page-17.htm.

5 Par exemple *Chismerte* (revue à l'initiative du Concilio de Arte Popular, Los Angeles, 1976-1984) et *High Performance* (revue créée par Linda Burnham, Los Angeles, 1978-1997) ; ces deux revues ont été des références importantes sur le Chicano Art Movement et la performance sur la scène californienne en offrant des espaces de visibilité à des œuvres qui n'étaient pas discutées dans les revues artistiques *mainstream* aux États-Unis, comme *Art in America*.

6 Suzanne Lacy, « Affinities : Thoughts on an Incomplete History », dans Norma Broude & Mary D. Garrard (dir.), *The Power of Feminist Art : The American Movement of the 1970s, History and Impact*, New York, Harry N. Abrams, 1994, p. 274.

7 Stuart Hall, « La modernité et ses autres. Trois "moments" dans l'histoire d'après-guerre des arts de la diaspora noire », dans *Identités et cultures 2. Politiques des différences*, éd. M. Cervulle, trad. A. Blanchard & F. Voros, Paris, Éditions Amsterdam, 2013, p. 231.

Identité nationale et passé colonial : le cas singulier de la Nouvelle-Zélande

PAR CORINNE DAVID*

LA NOUVELLE-ZÉLANDE, à l'origine une colonie britannique fondée en 1840, s'est longtemps pensée comme le laboratoire social du monde occidental et en est encore convaincue aujourd'hui. Elle constitue un cas d'école particulièrement riche car elle interroge le chercheur contemporain sur l'héritage colonial, sur le processus de maturation d'une identité distincte au cœur d'un empire, et enfin sur le rapport à l'Autre : le natif, l'indigène, l'autochtone.

Une histoire singulière et voulue comme telle

La Nouvelle-Zélande s'est d'abord définie à travers un modèle de colonisation qui se voulait « humaniste » et prévoyait une assimilation de la population autochtone sur une base d'égalité et de respect des droits fondamentaux. Si cet idéalisme fut vite battu en brèche par les dures réalités de l'impérialisme britannique, l'égalité formelle subsista et la formidable résistance maorie permit d'échapper à la sujétion totale du peuple autochtone et à l'annihilation de sa culture. Dès la fin du XIX^e siècle, le « laboratoire social » à proprement parler voyait le jour sous les gouvernements libéraux néo-zélandais successifs. Cette société égalitaire qui se voulait un modèle de justice sociale et de pragmatisme sut ménager une place aux Maoris : les premiers intellectuels maoris formés dans les universités néo-zélandaises allaient rapidement s'engager en politique pour défendre la cause de leur peuple, et les premiers ministres maoris intégraient le gouvernement – cas unique dans l'Empire britannique. Elle fut aussi la première démocratie à accorder le droit de vote aux femmes, en 1893, sans restrictions. Mais la « Grande-Bretagne des antipodes » devint surtout aux yeux du

monde occidental « le paradis des ouvriers », selon le mot d'un député français du Parti radical venu sur place analyser les lois progressistes qui encadraient un droit du travail très en avance sur son temps, avec notamment la journée de huit heures et le salaire minimum¹. On considérait que la Nouvelle-Zélande allait encore plus loin que certains États australiens dans ces lois progressistes, en particulier avec l'institution de l'arbitrage obligatoire, d'où l'expression « Paradis des ouvriers ». Un autre intellectuel français, le jeune André Siegfried, y trouva matière à sa thèse de doctorat, mais il y vit surtout le succès d'une « forteresse blanche » et se trouva lourdement sur le destin de la minorité autochtone.

Cette singularité concentre l'attention du chercheur car elle s'oppose au destin d'autres nations issues de l'Empire britannique, notamment l'Australie voisine. L'analyse fine du roman national néo-zélandais donne à voir une identité duelle ouverte au métissage, qui revendique non seulement ses racines britanniques mais aussi sa part autochtone. Comment cette stratégie d'inclusion a-t-elle pu être adoptée ? Quelles furent ses contradictions ? Sur quel type de gestion de la diversité cette histoire unique a-t-elle débouché ? Ces questions interpellent le chercheur car elles obligent à mesurer l'écart entre discours officiel et réalités sociales, à débusquer les ambiguïtés des politiques successives d'assimilation, puis d'intégration et finalement de bi- ou multiculturalisme. Elles interrogent enfin sur la visibilité de la différence au sein de la nation en tant que choix politique.

La réconciliation : une politique menant vers une ère postcoloniale ?

Culture de l'excuse, victimisation, réécriture de l'histoire : autant de jugements souvent assésés comme des vérités en France lorsque refont surface les débats sur

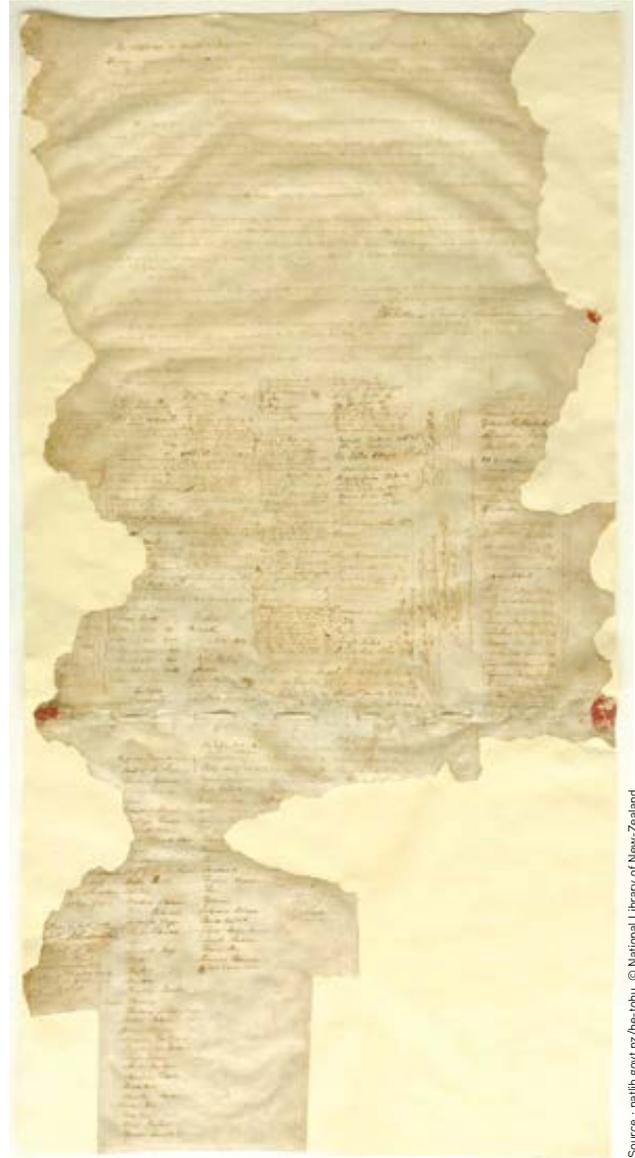
* De 2010 à 2019, C. David occupait le poste de maîtresse de conférences en études anglophones et était membre de l'unité de recherche Anglophonie : communautés et écritures (ACE, EA 1796). Elle enseigne désormais à l'université de Caen Normandie (Équipe de recherche interdisciplinaire sur la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Amérique du Nord ; ERIBIA, EA 2610).

1 Voir Albert Métin, *Le Socialisme sans doctrines. La question agraire et la question ouvrière en Australie et Nouvelle-Zélande*, Paris, F. Alcan, 1901, où la locution « Paradis des ouvriers » est employée au seuil de l'ouvrage pour désigner les « colonies anglaises des antipodes » (avertissement, p. i).

l'héritage douloureux de la colonisation. Le cas de la Nouvelle-Zélande fournit une perspective distanciée sur ces questions. L'originalité des réponses données par l'ancien dominion britannique fournit un terrain de réflexion qui nous renvoie à notre propre histoire et ses plaies vives. Cela appelle notamment la comparaison avec les voisins du Pacifique, les pays d'outre-mer issus de notre ancien empire : la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française.

Depuis une trentaine d'années maintenant, la Nouvelle-Zélande a en effet amorcé un processus de réconciliation avec sa minorité autochtone, processus qui, encore une fois, a été décliné sur le mode du laboratoire social. Dans les années 1980, le pays s'est engagé sur la voie du biculturalisme et a entamé une révision de l'histoire officielle : l'examen des violations des clauses du traité de Waitangi [VOIR CI-CONTRE] qui garantissait aux Maoris la pleine possession de leurs terres et autres trésors a ainsi débouché sur des excuses officielles de la reine Elizabeth II elle-même – encore un cas unique dans l'histoire houleuse des relations entre la couronne britannique et les nombreux peuples autochtones qui furent de gré ou de force placés sous sa bienveillante « protection »... Au niveau national, d'importants mécanismes de compensations financières ouvrent aux tribus de nouvelles perspectives sur le plan économique. Le choix stratégique du biculturalisme module le discours de l'identité, rend audible la mémoire des colonisés, notamment à travers un travail de fond effectué par une nouvelle génération d'historiens. S'ouvre en parallèle un difficile débat sur un réel partage de souveraineté. Toutes ces perspectives offrent au chercheur en sciences sociales un champ fascinant structuré par les axes des représentations, de la mémoire et de la construction identitaire. C'est le défi du passage à une ère véritablement postcoloniale qui est au cœur de la réflexion, d'autant que la réconciliation s'installe sur le long terme et a déjà modifié durablement le paysage politique.

La reconnaissance officielle des Maoris comme peuple premier fondateur de la nation est aujourd'hui à replacer dans la droite ligne de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones de 2007. L'émergence de l'autochtonie comme catégorie politique en soi a provoqué de nombreux débats à travers les disciplines scientifiques, de l'anthropologie à l'histoire et aux sciences politiques. En Nouvelle-Zélande, elle se décline aujourd'hui au travers du prisme de l'écologie politique : une nouvelle stratégie émancipatrice qui a réussi non seulement à faire reconnaître les Maoris comme gardiens de l'environnement, mais les a aussi positionnés en première ligne dans la lutte contre une globalisation destructrice des ressources de la planète et des cultures minoritaires. 



Copie Waitangi du traité de Waitangi (Bibliothèque nationale de Nouvelle-Zélande, Wellington).

Source : natlib.govt.nz/he-tohu. © National Library of New-Zealand.

LE TRAITÉ DE WAITANGI, signé en février 1840 entre la Couronne britannique et un ensemble de chefs maoris, consacra l'annexion du territoire et la création de la colonie de Nouvelle-Zélande. Dans la version anglaise du traité, les Maoris cédaient leur souveraineté sur leurs îles à la reine Victoria qui leur garantissait la possession pleine et entière de leurs terres, pêcheries, forêts et autres domaines, et leur accordait le statut de sujets britanniques et tous les droits et devoirs afférents. Dans la traduction maorie, les chefs cédaient à la reine la gouvernance de leurs îles et conservaient leur souveraineté pleine et entière sur leurs terres et autres « trésors »... Un décalage qui fut à l'origine de guerres, et d'un grand sentiment d'injustice jusqu'à ce que le processus de réconciliation entamé dans les années 1980 consacre la version maorie du texte comme la base légitime de tous les recours juridiques.

SYMPOSIUM MÉMOIRES DE GUERRE, MÉMOIRES AUTOCHTONES ET CONFLITS MONDIAUX

LE PROJET MÉMOIRES DE GUERRE a été porté par l'unité de recherche ACE (Anglophonie : communautés, écritures) les cinq dernières années à travers une série de conférences internationales s'inscrivant dans le contexte des grandes commémorations autour du centenaire de la Première Guerre mondiale. En collaboration avec nos partenaires, de l'université Paris-Diderot au Collège militaire royal du Canada (Kingston, Ontario), nous avons souhaité porter un regard croisé sur les mémoires et les acteurs des conflits. L'analyse des stratégies d'émancipation politique poursuivies par les peuples autochtones à travers leur participation à la guerre a été l'un des axes importants de ce projet.

Dans le cadre d'un travail de terrain en 2018 dans le Nord de la France, dans la ville fortifiée du Quesnoy, il a ainsi été possible de mettre en lumière la manière dont les commémorations de la libération de la ville par les troupes néo-zélandaises cent ans auparavant ont servi de tremplin à la Nouvelle-Zélande pour renforcer sa visibilité sur la scène internationale. Dans un contexte incertain de globalisation exacerbée, cette petite nation du Pacifique Sud cherche à s'affirmer et à pénétrer les marchés internationaux, en particulier depuis peu le marché européen. Elle se lance dans une opération de séduction en mettant en avant sa vitrine biculturelle. Ces travaux sur la reformulation de l'identité nationale autour de l'événement fondateur de 14-18 ont été présentés au symposium organisé par le Collège militaire royal de Kingston en juin 2018. Les recherches centrées sur l'impact de la participation maorie à la Première Guerre mondiale et sa relecture contemporaine ont, quant à elles, fait l'objet d'une communication à la conférence du centenaire organisée au Quesnoy en novembre 2018 par l'université néo-zélandaise du Waikato. Elle donna lieu à des échanges fructueux avec les historiens néo-zélandais de la Grande Guerre et un public de Néo-Zélandais venus nombreux visiter ces lieux de mémoire en cette occasion historique.



© Tracey Tawhiao, <http://www.houseofaonga.com/tracey-tawhiao>

EXPOSITION *PACIFIQUE(S) CONTEMPORAIN* (LE HAVRE & ROUEN, NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2015)

FIN 2015, une collaboration est mise sur pied à l'université du Havre qui porte un important projet d'exposition d'œuvres d'autochtones contemporains du Pacifique (maoris et des îles). Une conférence internationale est coorganisée en parallèle avec la directrice des affaires culturelles de l'université du Havre et l'école supérieure d'art et de design du Havre et de Rouen (ESADHaR) ; elle a donné la parole aux artistes et aux universitaires sur le thème des visions contemporaines du colonialisme. Parmi les œuvres exposées, celle qui est reproduite ci-dessus (*Untitled*) est due à Tracey Tawhiao, une plasticienne maorie née en 1967. Un numéro spécial de la revue scientifique *Journal of New Zealand and Pacific Studies* paru en 2018 fut consacré à l'événement.

Patrimoines naturels aux Suds

Pour une histoire globale à échelle réduite

PAR GUILLAUME BLANC*

CONDUIT DEPUIS LE LABORATOIRE TEMPORA de l'université Rennes 2 et financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), PANSER (PAtrimoines Naturels aux Suds : une histoire globale à Échelle Réduite) est un projet de recherche mené, depuis janvier 2019, par Guillaume Blanc, Mathieu Guérin (Institut national des langues et civilisations orientales, INALCO), Violette Pouillard (Ghent University) et Grégory Quenet (université de Versailles–Saint-Quentin-en-Yvelines). Ce projet est dédié à l'histoire d'une intervention environnementale globale. Il s'intéresse aux trajectoires des zoologues ou forestiers (1900-1930), agronomes ou experts (1930-1980), écologues ou consultants (1980-2017) qui circulent, de l'Afrique à l'Asie, d'aires naturelles protégées en aires naturelles protégées. Considérant que le « global » doit être étudié au cœur des territoires du quotidien qui constituent le point de départ et de retour de circulations transnationales, les chercheurs de PANSER ont choisi de mêler l'étude biographique des faiseurs de patrimoine produisant des normes globales avec l'étude située d'espaces mis en parc, dans la République démocratique du Congo (V. Pouillard), l'Éthiopie (G. Blanc), Zanzibar, les Seychelles et la Cochinchine vietnamienne (G. Quenet), le Cambodge et la Malaisie (M. Guérin). De l'Afrique équatoriale à la mer de Chine, l'analyse de cette histoire connectée vise à retracer, au ras du sol, l'histoire des rencontres, des négociations et des luttes qui donnent corps, au xx^e siècle, à une aire bio-patrimoniale afro-asiatique.

Plutôt que d'explicitier les fondements théoriques de cette recherche, nous nous proposons ici de dire quelques mots des étapes qui ont mené à sa formulation. Comme son objet d'étude – une histoire globale à échelle réduite –, ce projet est associé à des idées, des pratiques et des rapports de pouvoir qui sont situés.

Cette recherche a commencé dans le parc national du Simien Mountains. Au nord des hauts plateaux éthiopiens, le Semēn¹ fut mis en parc en 1969 par l'administration impériale, associée pour l'occasion aux experts internationaux qui, depuis 1963, y recommandent la protection de la nature, et l'expulsion des habitants accusés de la dégrader à coup de surpâturage et de déforestation. Plusieurs sources nous ont d'abord révélé la dimension foncièrement globale et actuelle de cette histoire. D'une part, les programmes d'aménagement produits par les experts internationaux signalent la pérennité du mythe colonial d'un Éden africain autrefois vierge et luxuriant, mais aujourd'hui surpeuplé et dégradé. Ainsi, représentant l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) auprès de l'empereur Hailé Sélassié (qui régna de 1930 à 1974), le Britannique John Blower prescrit en juillet 1969 l'expulsion des habitants du village de Gich, habitants « retardés », « primitifs » et responsables de la « destruction » du Semēn². D'autre part, la correspondance qu'entre-tiennent les responsables éthiopiens avec ces experts indique combien cette mondialisation patrimoniale est aussi bien emmenée par les institutions internationales que par les États africains. À la tête de l'Ethiopian Wildlife Conservation Organization (EWCO), le major Gizaw fait ainsi clairement comprendre à Blower, en l'accusant à demi-mot d'être « menteur » et « malhonnête », que les Éthiopiens sont maîtres à bord sur leur territoire comme dans le Semēn [VOIR CI-CONTRE], un maquis que l'État entend d'ailleurs patrimonialiser pour mieux le contrôler. Enfin, des procès-verbaux des réunions de l'UNESCO jusqu'aux enquêtes de terrain, d'autres sources et d'autres méthodes permettent de saisir combien cette histoire globale se décline localement et au présent. Tandis que, en juillet 2017, l'UNESCO réintègre le parc du Semēn à la Liste du patrimoine mondial après avoir félicité l'Éthiopie pour « la mise en place des mesures correctives [demandées] », c'est-à-dire « le déplacement volontaire (LA SUITE P. 24)

* Maître de conférences d'histoire contemporaine, membre de l'unité de recherche Tempora (EA 7468) et chercheur associé aux unités mixtes de recherche Centre Alexandre Koyré (CAK, UMR 8560, CNRS) et Les Afriques dans le monde (LAM, UMR 5115, CNRS).

1 En amharique, *lingua franca* du pays, les Éthiopiens parlent non pas du Simien Mountains, mais du Semēn, qui signifie « nord ».

2 John H. Blower, « Simien Mountains National Park », Addis-Abeba, 16 juillet 1969, p. 2.



ቁጥር : 1866/4/61
No.

የኢትዮጵያ ገዢ ግንባታ ሚኒስቴር
የዲ.ሲ. ለራዊት ለስተዳደርና ጥበቃ ድርጅት
IMPERIAL ETHIOPIAN GOVERNMENT
WILD LIFE CONSERVATION DEPARTMENT

አዲስ አበባ መጋቢት 25 1969 ዓ.ም.

Addis Ababa 25th March 1969

የቲሌግራም ቁጥር 44417 የፖ. ማ. ቁጥር 386
Telephone 44418 P. O. Box No
45970

2/6

Mr J.H. Blower
Senior Game Warden
Addis Abeba.

Dear Mr Blower,

I refer to your notes and memorandums, such as replacement of Park Warden Awash, Post Graduate Course, the landrover provided by Ford Foundation and various others.

In one of your memo you said that I am anti British which is not true. Instead of this if you say I am anti flagrant layen, or anti dishonest I would admit.

I request that you cease at once your such insulting memorandums, otherwise I shall be obliged to take the appropriate legal step. I regret having to write this, but when polite and patient approach receives no result there is no other alternative.



Major Gizaw Gedlegiorgis
General Manager.

GIZAW ET LES EXPERTS ÉTRANGERS. « Cher M. Blower, / Je reviens sur vos notes et mémorandums relatifs au remplacement du gardien du parc de l'Awash, aux formations du niveau supérieur, au véhicule tout-terrain fourni par la Fondation Ford, et à divers autres sujets. / Dans l'un de vos mémos, vous avez dit que je suis anti-britannique, ce qui n'est pas vrai. Si, au lieu de cela, vous aviez dit que j'étais contre les menteurs notoires ou les malhonnêtes, je l'admettrais. / Je vous prie de cesser immédiatement de tels mémorandums insultants, autrement je serai contraint de prendre les mesures légales qui s'imposent. Je regrette d'avoir à écrire cela, mais lorsqu'une démarche courtoise et patiente ne reçoit aucun résultat, il n'y a pas d'autre alternative. // Major Gizaw Gedlegiorgis / Directeur général. » (Lettre de Gizaw Gedlegiorgis à John H. Blower, Addis-Abeba, 25 mars 1969.)

(SUITE DE LA P. 22) de la communauté de Gich³ », en janvier 2019 des anciens villageois de Gich nous décrivent, eux, non seulement la dimension contrainte de ce déplacement, mais aussi l'appauvrissement qui, depuis, rythme leur quotidien.

Un premier projet de recherche, personnel, a émergé de ce cas éthiopien. Durant l'été 2018, avec notre collègue Kidanemariam Woldegyorgis, nous avons consulté, classé et numérisé, au siège de l'EWCO à Addis-Abeba, les onze classeurs étiquetés « J.B. [pour John Blower] ». Puis nous avons découvert un carton contenant des « fichiers morts » censés être prochainement déplacés dans « l'entrepôt » de l'institution. Ce carton nous a donc menés vers une ancienne prison italienne reconvertie en un entrepôt qui abrite quelque deux cents classeurs renfermant environ mille pages chacun de rapports, dossiers de recrutement ou correspondances relatives aux aires protégées éthiopiennes de la fin des années 1950 à la fin des années 1970. Grâce à cette documentation, on peut découvrir, entre autres, des lettres rédigées par Clive Nicol. Canadien expatrié au Japon, Nicol est recruté en 1967 par Blower pour superviser la création du parc du Semèn, un parc à propos duquel il évoquera rapidement des populations « obstructives et parfois hostiles », des gardes éthiopiens « accusés d'extorsion, de vol, de violence et de diffamation » [VOIR CI-CONTRE], des officiels de l'État « craignant seulement la colère de leurs supérieurs », et des plaintes similaires de la part de professionnels de la nature étrangers employés par l'UNESCO, le World Wildlife Fund (WWF) ou l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Ces sources découvertes, notre objectif fut de les conserver, les classer et les numériser afin d'étudier non seulement l'histoire de rencontres globales qui semblent se jouer au village, mais aussi les temporalités de ces circulations qui paraissent renvoyer à une autre chronologie que celle de type colonisation-décolonisation. À cet égard, il est en effet significatif que la majorité des Européens qui interviennent en Éthiopie au tournant des années 1950 soient d'anciens administrateurs coloniaux. Dans toute l'Afrique de l'Est, ces anciens de la coloniale participent, au titre de représentants des institutions internationales de la conservation, à la définition et la mise

³ World Heritage Committee, *Decisions Adopted During the 41st Session of the World Heritage Committee (Cracovie)*, UNESCO, 2017, p. 27.



Photos © Guillaume Blanc.

ET L'UNESCO ARRIVA... LE VILLAGE DE GICH APRÈS LE DÉPLACEMENT
« VOLONTAIRE » DE SES HABITANTS.

en place des normes afférentes au gouvernement postcolonial de la nature et des hommes. Administrateurs coloniaux devenus experts internationaux, leur travail n'a pas, du moins selon eux, véritablement changé.

Prometteur, le projet de recherche que nous formions risquait toutefois d'achopper sur le piège de l'exceptionnalisme sinon africain, du moins éthiopien. Seul le travail collectif nous a alors fourni les outils nécessaires pour éviter ce piège et, surtout, pour appréhender ces rencontres globales dans leur endogénéité, c'est-à-dire dans les temps et les espaces où elles se déroulent concrètement.

Nous avons d'abord constaté grâce à Mathieu Guérin qu'en Asie du Sud-Est, comme dans l'Afrique de l'Est évoquée plus haut, l'invention patrimoniale semblait rythmée par des rencontres globales dont la chronologie dépasse la traditionnelle rupture que constituerait l'accès à l'indépendance. En Malaisie, par exemple, des années 1930 au début des années 1970 la gestion des aires protégées paraît évoluer au fil de négociations engageant, d'un côté des sultans malais associés aux autorités coloniales puis aux dirigeants de la nouvelle Fédération de Malaisie, et d'un autre côté, à l'instar de Theodore Hubback, Edward Shebbeare ou James Hislop, des administrateurs coloniaux reconvertis au lendemain de l'indépendance en experts internationaux.

The local people have been obstructive, and sometimes hostile. This would not have mattered had it been possible to achieve even modest progress, and had there been any interest and practical support on the part of Ethiopian officials.

The game guards I am provided with are of the worst imaginable quality. Many are illiterate, and are verbally accused of bribery, theft, violence and libel. They are untrainable. Moreover, the Headquarters is of the habit of sending any men expelled from other parks to "incin as a punitive measure. However, it is pointless by repeating the various

LE GLOBAL ENTRE EN PARC. « La population locale a été obstructive et parfois hostile. Cela n'aurait eu aucune importance s'il avait été possible de réaliser des progrès, même modestes, et s'il y avait eu un intérêt et un soutien pratique de la part des officiels éthiopiens. [...] Les gardiens dont je dispose sont de la pire qualité imaginable. Beaucoup sont illettrés, et ils sont verbalement accusés d'extorsion, de vol, de violence et de diffamation. Ils sont incapables d'être formés. En outre, le siège a l'habitude d'envoyer dans le Semén, par mesure punitive, tous les hommes expulsés des autres parcs. [...] » (Extraits de la lettre de Clive W. Nicol à Son Excellence Abeba Retta, ministre de l'Agriculture, Gondar, 8 juillet 1969, p. 2)

Au-delà d'une chronologie endogène des relations entre anciennes métropoles et colonies, nous avons ensuite identifié grâce à Violette Pouillard des parcours professionnels rythmés par des circulations intra-continentales. Travaillant parfois dans les parcs du Congo, parfois dans ceux d'Éthiopie, on retrouve par exemple, des années 1950 aux années 1970, l'ornithologue Leslie Hilton Brown (ingénieur agricole au Kenya puis expert en patrimoine pour l'UNESCO), puis, des années 1980 aux années 2000, la zoologue Kes Hillman Smith (coordinatrice à l'Institut congolais pour la conservation de la Nature [ICCN] et consultante pour l'UICN). Et en Éthiopie comme au Congo, Brown comme Hillman Smith paraissent travailler en relation étroite avec les autorités nationales, et en contact soutenu avec les habitants, les guides ou les agropasteurs vivant dans et autour des aires protégées.

Grâce à Grégory Quenet, nous avons enfin commencé à envisager la trajectoire de ces professionnels de la nature par le prisme de circulations transcontinentales. D'autres archives nous apprennent en effet que durant les années 1920, des forestiers français s'inspirent au Vietnam de leurs travaux menés en Afrique occidentale française. Durant les années 1950 et 1960, des experts britanniques travaillent à la gestion des aires protégées des Seychelles après avoir fait leurs classes en Afrique de l'Est et avant de partir œuvrer en Asie du Sud-Est. Et durant les années 1990 et 2000, les mêmes consultants en protection de l'environnement représentent l'UICN et l'UNESCO aussi bien en Inde et en Birmanie qu'en Tanzanie et au Kenya.

Ces rencontres et ces échanges ont abouti au projet PANSER. Nous sommes partis du constat suivant : les institutions internationales de la conservation ont réalisé après les indépendances les projets élaborés à l'époque coloniale par les scientifiques européens puis nord-américains. Et nous avons alors émis l'hypothèse selon laquelle la mise en parc de la nature révélait une chronologie commune à l'Afrique et à l'Asie, et communément différente de celle de type colonisation-décolonisation. Tandis que l'ère des réserves de chasse (1900-1930) correspondrait à celle de la construction de la « nature » et du domaine public, l'ère des parcs nationaux (1930-1980) correspondrait à celle de la formation de la « nature » et de l'État dit moderne, et l'ère des zones de la biodiversité (1980-temps présent) à celle de la glocalisation du gouvernement de la nature et des hommes.



Photo © Guillaume Blanc.

UNE PIÈCE DE L'ANCIENNE PRISON ITALIENNE RECONVERTIE EN ENTREPÔT DE L'EWCO.

Les trois années de financement dont bénéficient les membres du projet PANSER ne suffiront probablement pas à confirmer ou infirmer ces hypothèses. Plusieurs pistes de recherche pourront néanmoins être explorées. Les enquêtes biographiques relatives aux faiseurs de patrimoine devraient nous conduire à identifier les vecteurs d'assemblage (missions, conférences et publications organisées et produites par les sociétés impériales puis les institutions internationales de la conservation) par le biais desquels des réseaux afro-asiatiques finissent par donner forme à une aire afro-asiatique. Les micro-histoires de patrimoines globaux devraient, elles, faire apparaître les interactions qui, au fur et à mesure qu'elles rassemblent et opposent des acteurs toujours plus nombreux, participent à l'hybridation des savoirs, représentations, normes et pratiques afférentes à la fabrique patrimoniale globale. Croiser ces approches prosopographiques, transnationales et micro-historiques pourrait alors, à terme, participer à toujours davantage inscrire les pays du Sud dans leur « histoire-monde », c'est-à-dire dans un long xx^e siècle rythmé par des processus autant exogènes qu'endogènes. **P**

Créer du lien à distance : travailler sur la Syrie en guerre

PAR LEÏLA VIGNAL*

METTRE À JOUR DES LIENS, proposer des analyses, construire des cadres de réflexion pour tenter de rendre compte d'une réalité par définition touffue, bruyante, multiforme, changeante, et qui s'échappe, telle pourrait être la définition de la tâche des chercheurs en sciences sociales. Dans cet extrait de *La Chartreuse de Parme*, Fabrice del Dongo, le héros, se trouve à Waterloo, en 1815, au cœur de la bataille. Il ne parvient pas à en avoir une vue d'ensemble, les événements sont multiples et simultanés, il ne saisit pas les relations de cause à effet. Il met par exemple du temps à comprendre que la raison pour laquelle ce champ est labouré de façon si singulière et que la terre y vole est due au fait que celui-ci est bombardé. En somme, il est au cœur du conflit mais il n'y comprend rien.

Comment travailler sur les conflits ? Quelles méthodes mettre en œuvre lorsque les contraintes d'accès au terrain sont si fortes ? Quelle distance adopter ? Les conflits rendent particulièrement saillantes ces questions indissociablement épistémologiques et éthiques communes à tous les chercheurs en sciences sociales. Ils forcent en quelque sorte la réflexivité sur nos pratiques de chercheurs. À partir de mes recherches sur le conflit syrien et sur les modalités de l'exil des Syriens réfugiés au Moyen-Orient, je présente dans ce court article la façon dont j'essaie d'y répondre.

L'accès au terrain est particulièrement délicat en situation de conflit. En Syrie, les risques encourus sont réels : violence armée, arrestation ou enlèvement. Contrairement à Fabrice del Dongo qui est au milieu de la bataille, chercheurs et journalistes n'y sont pas les bienvenus, hormis ceux qui sont cooptés par le régime de Bachar al-Assad¹ – ce qui, on en conviendra, entrave singulièrement la possibilité même d'une production de savoir objective et indépendante. Par ailleurs, les universités de l'Union européenne, soucieuses de la sécurité des personnels – et conformément à la position de leurs gouvernements qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Damas –, n'accordent aucune autorisation de mission pour la Syrie.

* Maîtresse de conférences de géographie, membre de l'unité mixte de recherche Espaces et sociétés (ESO, UMR 6590, CNRS).

Quelques instants après, Fabrice vit, à vingt pas en avant, une terre labourée qui était remuée d'une façon singulière. Le fond des sillons était plein d'eau, et la terre fort humide, qui formait la crête de ces sillons, volait en petits fragments noirs lancés à trois ou quatre pieds de haut. Fabrice remarqua en passant cet effet singulier (...).

Ah ! m'y voilà donc enfin au feu ! se dit-il. J'ai vu le feu ! se répétait-il avec satisfaction. Me voici un vrai militaire. À ce moment, l'escorte allait ventre à terre, et notre héros comprit que c'étaient des boulets qui faisaient voler la terre de toutes parts. Il avait beau regarder du côté d'où venaient les boulets, il voyait la fumée blanche de la batterie à une distance énorme, et, au milieu du ronflement égal et continu produit par les coups de canon, il lui semblait entendre des décharges beaucoup plus voisines ; il n'y comprenait rien du tout.

Stendhal, *La Chartreuse de Parme*, I, III.

Les chercheurs européens (dont je fais partie) qui souhaitent se rendre en Syrie le font donc à leurs propres frais et à leurs risques et périls.

Surtout, il serait illusoire de penser que, dans la Syrie en guerre, puissent exister des conditions adéquates de recherche, telles que faire des observations, mener des entretiens ne mettant pas en danger les personnes enquêtées, effectuer des relevés, collecter des informations, etc. Et puis, que pourrait-on y voir ? Le texte de Stendhal suggère ainsi qu'être « au feu » ne garantit pas en soi une meilleure compréhension du conflit. Si des journalistes et quelques chercheurs ont pu avoir accès, au début de la guerre notamment, au terrain syrien du côté des territoires alors tenus par des groupes de l'opposition armée, ce ne sont pas ces brefs séjours qui expliquent la qualité fondamentale de leurs travaux.

Il n'en reste pas moins vrai que la fermeture de la Syrie pose un véritable défi méthodologique aux chercheurs tenus à une distance forcée et contraignante de leur terrain d'investigation. Cet éloignement physique

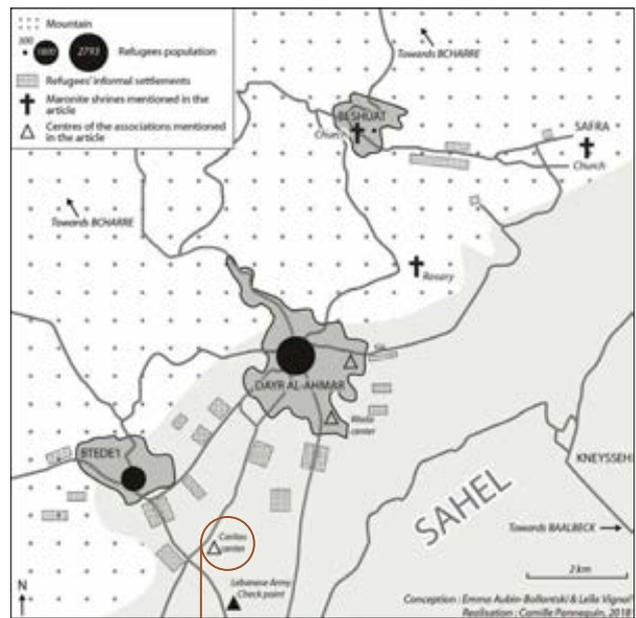
¹ Bachar al-Assad (né en 1965) est le président de la République arabe syrienne depuis juillet 2000, suite à la mort de son père Hafez al-Assad, au pouvoir depuis 1970. Le conflit syrien dure depuis 2011. Il a démarré par la répression violente par le régime syrien d'un soulèvement populaire et pacifiste, dont une partie s'est ensuite militarisée.

qui empêche une ethnographie directe du local invite à faire preuve de créativité pour constituer les sources de la recherche. Pour « voir à distance » le local de la Syrie en guerre, j'ai mis en place une méthode de « triangulation dynamique », qui peut être décrite sous deux aspects.

D'une part, cette méthode opère une triangulation classique entre trois types de sources. Premièrement, j'exploite les très nombreuses sources d'information disponibles sur le pays : informations produites par la société civile syrienne et diffusées sur les réseaux sociaux ; sites officiels syriens ; presse syrienne (officielle et indépendante) et internationale ; rapports et données produites par les organisations non gouvernementales (ONG) syriennes et internationales ; rapports et données produites par les organisations internationales relatifs à la Syrie et aux réfugiés syriens. Deuxièmement, je travaille à partir d'images satellite qui permettent de documenter les transformations du cadre de vie des Syriens, en particulier le type de destructions et leur évolution, et j'exploite aussi des photographies prises « au ras du sol » diffusées sur les réseaux sociaux, dans les médias, ou confiées par des Syriens. Enfin, je mène des entretiens avec des Syriens rencontrés à l'extérieur du pays, essentiellement au Liban, mais également en Égypte, en France et en Angleterre.

Ces entretiens me documentent sur les différents aspects du conflit en les ancrant dans des terrains très précis : les lieux d'où viennent les gens interrogés. Je demande par exemple aux personnes de me décrire leur vie avant le conflit, mais aussi les événements locaux du conflit, jusqu'à leur départ ; je les interroge également sur les trajectoires de déplacement. Je découvre bien souvent que la rupture narrative introduite par le départ est compensée par le fait que les Syriens de l'extérieur restent en contact fréquent avec leur lieu de résidence grâce aux téléphones portables. Ces récits du local via les réfugiés sont marqués par de nombreuses médiations, à l'évidence, mais ils permettent d'accéder à des informations qualitatives et locales autrement inaccessibles. Je recoupe ces trois types de sources pour obtenir des connaissances à une échelle fine et pour construire des données validées, ce qui est un processus de triangulation « classique ».

D'autre part, ces trois grandes catégories de sources sont autant que possible recoupées de façon « dynamique » : les informations que je puise dans l'une de ces sources me permettent d'identifier une situation que je documente plus avant à partir des deux autres types de sources. Par exemple, je rencontre au Liban de nombreuses familles de Syriens venant du village d'Ezz Ed-Dine (4 000 habitants environ), situé près de la ville de Homs. Dans cette région longtemps tenue par des groupes armés de l'opposition, les bombardements ont commencé très tôt (300 morts au début de 2012). La plupart des familles sont venues se réfugier au Liban tout



Le camp informel « Caritas », situé entre le village de Btedei et un point de contrôle de l'armée libanaise. Voir la photographie prise par l'auteure p. 28-29.

proche. Elles me racontent que la grande majorité des maisons sont désormais vides, bien que certaines soient occupées par des déplacés venant d'autres régions de Syrie. Suite à ces entretiens, je mobilise les sources écrites (littérature grise, presse, etc.) sur les évolutions locales d'Ezz Ed-Dine et je recherche des images satellite (et des photographies éventuelles) de cette région pour les compléter. Je peux alors affiner mes questions lorsque je rencontre de nouveau ces Syriens, leur demander d'identifier avec moi les lieux et les transformations sur la base des images satellite que j'ai apportées, et les inviter à partager leurs éventuelles photographies du lieu (anciennes mais aussi récentes, si leurs familles restées sur place leur en envoient). Cette méthode, décrite grossièrement ici, permet donc une appréhension plus pointue de la matérialité locale de la guerre, des perceptions qu'ont les gens de la violence conflictuelle, des temporalités individuelles et collectives, des pratiques et adaptations différenciées ou communes.

Le terrain libanais est devenu central dans mes recherches actuelles. D'une part, les Syriens qui y sont présents (de un à un million et demi pour quatre millions de Libanais) viennent de tout le pays et sont sociologiquement assez représentatifs de la diversité de la population syrienne d'avant-guerre. D'autre part, le fait que le Liban soit un exil *proche* m'a permis d'identifier de nouveaux objets de recherche au sein de mon objet initial qu'est la Syrie dans la guerre. Par exemple, j'ai pu

identifier, à partir de terrains répétés dans des villages du sous-district de Dayr al-Ahmar, dans la vallée de la Bekaa, le fait qu'une partie importante des Syriens présents au Liban aujourd'hui pratiquaient l'espace libanais avant la guerre, de façon saisonnière : à Dayr al-Ahmar, il s'agit des travailleurs agricoles qui venaient ensemen- cer et faire la récolte des champs des fermiers libanais quelques mois chaque année. Lorsqu'il a fallu quitter la Syrie, le refuge au Liban, et en l'occurrence à Dayr al-Ahmar, s'est imposé pour beaucoup comme une évidence. Cet exemple illustre le fait que les migrations, même for- cées, ne se font pas au hasard mais relèvent de rationa- lités qui varient d'un individu ou d'une famille à l'autre.

J'ai pu aussi identifier à partir du Liban le dévelop- pement nouveau, né du conflit, de liens transnationaux entre Syriens de l'extérieur et Syriens de l'intérieur par- ticulièrement intenses : transferts financiers, échanges commerciaux, mais aussi retour des corps des personnes décédées en exil, etc. Enfin, en travaillant *avec* les Syriens de l'extérieur sur la Syrie de l'intérieur, j'ai développé de nouveaux travaux *sur* ces Syriens de l'exil : la constitu- tion et le fonctionnement d'une « diaspora » de réfugiés mais aussi les modalités de la cohabitation entre popula- tions locales libanaises et populations réfugiées analysées au prisme des villages de Dayr al-Ahmar.

Ce type de méthodologie, en interaction avec des per- sonnes en position particulièrement fragile comme les Syriens, rend les questions d'éthique particulièrement saillantes. La priorité doit être accordée à la protection des interlocuteurs, afin que l'enquête ne les fragilise en aucune façon. Les chercheurs doivent aussi questionner leur propre position afin de ne créer aucune fausse attente chez leurs interlocuteurs et de prendre en compte leurs propres vulnérabilités face à des situations souvent diffi- ciles. Mais, *in fine*, la matière de la recherche se construit à partir d'un matériau puisé directement dans la vie des gens et des sociétés : le chercheur est un passeur et un interprète, il ne peut en aucun cas être un prédateur. 

Quelques textes d'introduction au conflit syrien :

HADIDI, Subhi, Ziad MAJED & Farouk MARDAM-BEY, *Dans la tête de Bachar al-Assad*, Arles, Actes Sud, 2018.

MAJED, Ziad, *Syrie, la révolution orpheline*, trad. F. Abou Dib (avec la collaboration de Z. Majed), Arles, Actes Sud, 2014.

VIGNAL, Leïla, « Syrie, anatomie d'une révolution », *La Vie des idées*, 27 juillet 2012 ; en ligne : laviedesidees.fr/Syrie-anatomie-d-une-revolution.html.

—, « Syrie : la stratégie de la destruction », *ibid.*, 29 mars 2016 ; en ligne : laviedesidees.fr/Syrie-la-strategie-de-la-destruction.html.



Photo © Leïla Vignal



Cette photographie est prise dans le camp informel dit « Caritas », à la sortie du village de Btedeï [VOIR LA CARTE P. 27], en contrebas des pentes du chaînon du Mont-Liban. Ce camp est constitué de tentes qui abritent des familles venant pour l'essentiel des régions de Raqqa, de Homs et de Hama, en Syrie. L'emplacement des tentes, érigées par les familles, est loué à un propriétaire libanais du village. Celui-ci emploie une partie des personnes qui résident dans le camp pour cultiver ses terres.

Musiciens déplacés et polyphonies politiques dans le Mali contemporain

PAR MARTA AMICO*

EN JANVIER 2014, je me suis rendue au Mali pour y conduire une recherche en ethnomusicologie. Cela fait seulement deux ans que j'ai quitté ce pays, mais beaucoup de choses ont changé depuis mon départ. Tandis que je soutenais ma thèse de doctorat à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris sur les musiques touarègues du Nord du Mali, cette région semblait dans une spirale de violence au point que l'accès y était désormais interdit aux étrangers. Certains journaux prestigieux osaient même affirmer qu'à la suite de l'éclatement d'un conflit armé, la musique était désormais « morte » dans le pays¹.

Pourtant, dès mon arrivée à Bamako, je suis submergée de propositions d'amis et de relations locales qui m'invitent à participer à de nombreux événements, célébrations communautaires, soirées dansantes et autres concerts. Je me rends vite compte que dans ce nouveau contexte marqué par l'instabilité et l'urgence, la musique contribue à restructurer et fédérer les populations qui se sont déplacées vers la capitale à cause de la recrudescence des violences dans le Nord du pays².

L'activité foisonnante des musiciens du Nord au sein de la capitale, située au sud du pays, me convainc, après cinq ans d'enquête dans le désert de Tombouctou, à placer ma focale sur Bamako. Ce changement de lieu n'est pas anodin si l'on considère que le déclencheur du conflit en janvier 2012 fut la révolte de mouvements armés du Nord du Mali, composés en majorité de Touaregs, qui se sentaient réprimés et marginalisés par l'État malien, et réclamaient par conséquent la partition du pays et la création d'un nouvel État appelé Azawad.

Suivant l'affirmation de l'un des pères de l'ethnomusicologie, Gilbert Rouget (1916-2017), selon qui « la musique est toujours beaucoup plus que la musique », je

LE CONTEXTE GÉOPOLITIQUE MALIEN

LE 17 JANVIER 2012, un conflit armé se déclenche entre le gouvernement malien et le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Composé en majorité de Touaregs, ce mouvement réclamait l'indépendance des trois régions du Nord (Gao, Tombouctou et Kidal) et la création d'un nouvel État appelé Azawad. Ces revendications sont les héritières d'un bouleversement interne et cyclique qui se produit depuis la proclamation d'indépendance de l'État malien en 1960, communément appelé « rébellion touarègue », où des mouvements armés revendiquent des formes d'autonomie des territoires du Nord du Mali par rapport à un État central qu'ils considèrent marginalisant et répressif. Si les « rébellions » sont l'expression d'une fracture ancienne et irrésolue, l'occupation des régions du Nord du Mali par des mouvements que la presse et les instances politiques internationales qualifient de « terroristes » en avril 2012 est quant à elle un phénomène nouveau dans l'aire ouest-africaine et sahélienne, conduisant à l'engagement de forces internationales. Le 11 janvier 2013, la France intervient pour « arrêter la progression des groupes terroristes et [...] aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté » (ministère de la Défense). Cette intervention est suivie d'une mission de paix de l'ONU décidée en avril par le Conseil de sécurité à New York qui vise à la « stabilisation de la situation dans les principales agglomérations et la contribution au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays » (Résolution 2100). Aujourd'hui, le conflit malien est encore en cours, et le nombre de déplacés et réfugiés est toujours important, notamment dans les régions du Nord.

ne cantonne pas mon intérêt aux productions sonores conçues comme des objets en soi, évincés de tout rapport avec cette réalité conflictuelle. Je ne considère pas non plus la musique comme un simple divertissement, ou bien comme un texte à extraire d'une réalité sociale pour être disséqué en laboratoire. Je me concentre en revanche sur les significations symboliques de ces sons et sur leur capacité à rendre intelligible l'expression de soi et d'une identité collective dans un contexte marqué par la violence. En d'autres termes, je me situe à rebours du titre du *New York Times* qui affirme la mort de la musique, pour explorer les manifestations artistiques qui animent la capitale malienne sous l'angle de leur

1 Sujatha Fernandes, « The Day the Music Died in Mali », *The New York Times*, 19 mai 2013.

2 Selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, au début de l'année 2013, le Mali comptait environ 230 000 déplacés internes.

*Maîtresse de conférences d'ethnomusicologie, membre de l'unité de recherche Arts : pratiques et poétiques (APP, EA 3208).

capacité à restructurer la vie collective et à exprimer les multiples formes d'une résilience à la fois intime et partagée des déplacés face aux événements politiques récents.

Mon enquête à Bamako commence là où la musique résonne avec plus d'intensité, c'est-à-dire aux célébrations (en particulier les mariages et baptêmes) qui animent les quartiers des déplacés. À ces occasions, des dizaines de personnes se réunissent dans les cours des maisons habillées de turbans ou de robes en basin, tissu coloré typique d'Afrique de l'Ouest. Des moutons sont cuisinés dehors, avec du riz ou du couscous. Les hommes sont assis dans un coin de la cour, les femmes dans un autre, près des enfants ; les jeunes n'attendent que la musique pour se défouler et danser. Ces moments collectifs sont scandés par les sons du tehardent et de la guitare, qui représentent deux aspects complémentaires de la production musicale du Nord du Mali présents à Bamako.

Le tehardent est un luth à trois cordes répandu sous différents noms chez de nombreuses populations d'Afrique de l'Ouest, dont les Touaregs de la boucle du Niger. Il est l'apanage de musiciens professionnels appelés communément « griots », groupes héréditaires spécialement préposés à un jeu musical qui véhicule la transmission de la mémoire. Aux célébrations, les joueurs de tehardent racontent les entreprises victorieuses qui ont marqué l'histoire collective, et tissent les louanges de leurs commanditaires. À Bamako, ils fédèrent les déplacés autour d'une identité reliée à un territoire commun, aujourd'hui en proie à la violence et la guerre.

La guitare témoigne elle aussi d'une longue histoire d'échanges et d'emprunts qui traversent le Mali et la ville de Bamako depuis au moins un siècle. Amenée probablement dans les années 1910 ou 1920 par les élites coloniales, elle émerge véritablement dans les années 1960 quand elle devient un instrument phare de nouveaux répertoires urbains qui se mélangent à des esthétiques musicales transatlantiques, notamment cubaines. Auprès des populations sahariennes, elle joue un rôle de catalyseur des revendications de la jeunesse, à travers un répertoire conçu dans le désert de Kidal, à l'extrême nord, dans les années 1980, et qui a accompagné les mouvements armés des années 1990 dénonçant la marginalisation des Touaregs par les États postcoloniaux et exigeant davantage d'intégration et d'autonomie dans la gestion du territoire. Ainsi, les deux instruments relient deux dimensions de l'identité collective, la mémoire d'un rapport privilégié au Sahara et l'actualité d'une résistance aux changements imposés par les reconfigurations territoriales des nations africaines.

Si le tehardent est joué exclusivement à l'occasion des célébrations communautaires, la guitare permet aux jeunes Touaregs de s'appropriier d'autres espaces de la ville et de se lier à d'autres musiciens de la capitale. Des nombreux projets de brassage entre des musiciens du Nord et

La musique célèbre

le passé et renforce

l'appartenance

au Sahara,

mais elle unifie

aussi une identité

nationale multiculturelle

qui dépasse les fractures

territoriales du pays.

du Sud du pays sont initiés depuis 2012 par des acteurs culturels ou politiques. Dans ces projets, l'accent est mis sur une pluralité de langues, d'habillements, de styles de jeu, censés représenter à la fois les différences culturelles du Mali et la viabilité d'une réconciliation – musicale et donc politique – entre les diverses populations du pays. Ici, la musique est utilisée comme un champ symbolique au service d'un projet nationaliste. Celui-ci vise à harmoniser les répartitions ethniques, en partie modelées par les élites intellectuelles de l'administration coloniale française, et confirmer les frontières étatiques établies au moment des indépendances.

Mais chanter la nation n'est pas la seule activité des musiciens du Nord installés à Bamako. Beaucoup rêvent d'une carrière internationale, dans un marché mondialisé qui depuis les années 1980 fait des sons du Mali un emblème de tradition, de diversité culturelle et d'authenticité africaine. Depuis quelques années, les technologies informatiques commencent à pénétrer la capitale, offrant des possibilités d'enregistrement professionnel à des prix abordables. Les producteurs, eux, sont pour la plupart des Européens qui cherchent de nouveaux sons pour leurs labels inscrits dans les réseaux de la *world music*. Dans les productions spécialement consacrées au marché extérieur, certains musiciens souhaitent dénoncer leurs conditions déplorables, témoigner leur nostalgie d'une vie dans le désert qui semble définitivement compromise, allant parfois jusqu'à revendiquer une identité spécifique incompatible avec l'identité nationale malienne.

Les discours qui accompagnent ces sorties discographiques, souvent couronnées par des tournées, font état d'un certain militantisme, transformant les musiciens en porte-parole d'une identité résistante qui demande l'appui des instances internationales pour les aider à survivre aux violences du conflit. Outre leur dimension engagée, ces productions musicales s'adaptent aux goûts présumés du public européen : les voix sont travaillées pour sonner claires et définies, les guitares se colorent parfois d'effets, les instruments dits traditionnels sont mis en avant grâce aux opérations de mixage des volumes, car elles sont des gages de l'authenticité des musiques présentées au public étranger. Ainsi, l'authenticité des musiques « traditionnelles » est travaillée en studio d'enregistrement, puis dans le design des pochettes des albums et des photos de presse, pour créer

un pont entre les désirs d'ailleurs du marché européen et l'urgence des revendications des musiciens du désert.

On peut constater au fil de cette esquisse que les productions du Nord du Mali à Bamako donnent forme à une pluralité de projets collectifs : la musique célèbre le passé et renforce l'appartenance au Sahara, mais elle unifie aussi une identité nationale multiculturelle qui dépasse les fractures territoriales du pays. Enfin, elle véhicule un désir de reconnaissance qui implique l'exportation d'une parole militante.

L'enquête que j'ai menée montre que cette pluralité d'identifications musicales ne relève pas de la contradiction. Au contraire, c'est grâce à une remarquable plasticité des esthétiques et des messages que les musiciens déplacés peuvent se faire une place dans la vie culturelle de la capitale. En d'autres termes, les instruments, les ensembles,

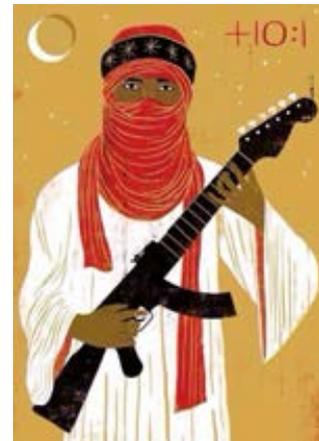
JOURNÉE D'ÉTUDE DU 28 NOVEMBRE 2108 Résister pour exister ? Musiques du monde et militantismes

Organisée par l'unité de recherche Arts : pratiques et poétiques, sous la responsabilité scientifique de Marta Amico, elle a abordé les manifestations du militantisme musical faisant référence à des mondes « autres », compris dans le périmètre toujours mouvant des « musiques du monde ».

Le premier panel a porté sur la figure de l'artiste « engagé » et sur les modes de production musicale d'un esprit militant. Les différentes communications ont pris en compte l'évolution des répertoires forgés par des mouvements de contestation et les mises en scène nationales des cultures dites minoritaires ou résistantes. Comment les artistes contribuent-ils à véhiculer l'engagement des communautés et à négocier des formes de visibilité ou de dialogue politique ?

Interroger les engagements des artistes a conduit à interroger, dans le deuxième panel, des dynamiques d'institutionnalisation musicale liées à des mouvements d'opposition ou émanant de désirs de soutien à des cultures considérées comme minoritaires ou menacées. Le focus s'est alors déplacé sur les formes de médiation de la cause et sur les rôles différenciés incarnés par les acteurs qui jouent, programment, sonorisent, étudient les musiques militantes. Quels enjeux ontologiques, esthétiques et politiques émergent lorsque l'on protège des cultures minoritaires via leur inscription dans des programmes de diffusion ou de sauvegarde ? Qui décide de l'identité d'une musique militante lorsque celle-ci fait l'objet d'une programmation artistique ? Comment les chercheurs se positionnent-ils face aux militantismes musicaux ?

La journée s'est terminée par un concert de l'artiste paraguayen Ulises Silva, guitariste et chanteur héritier de la « *nueva canción* » latino-américaine, en collaboration avec le service culturel de l'université Rennes 2 et la Maison des cultures du monde.



© Droits réservés.

les répertoires permettent de négocier les possibilités et les contraintes d'un nouveau statut social de musicien du désert en ville, instaurant une forme de résilience aux marginalisations imposées par le conflit. Les voix des musiciens constituent alors une polyphonie narrative dans laquelle les traditions du Sahara résistent à l'aggravation de la situation tout en se réconciliant avec le système politique national, et en s'ouvrant aux formes culturelles d'un monde globalisé.

Certes, cette stratégie de survivance ne peut influencer directement les négociations menées par les grands acteurs politiques et militaires. Elle constitue néanmoins l'une des formes d'agir « par le bas » permettant aux individus de donner corps aux multiples attachements de leur vie en transformation. Or, c'est précisément l'une des forces de l'approche à échelle réduite privilégiée par l'ethnomusicologie : rendre compte des transformations intimes et impalpables qui caractérisent des formes musicales et les humains qui les produisent, interroger les rôles de la musique dans la gestion des contraintes socio-spatiales dues aux déplacements de populations provoqués par le conflit armé. **P**

Les fronts de déforestation tropicaux : une approche pluridisciplinaire



Photo © Johan Oszwald.

PAR JOHAN OSZWALD
& CHRISTOPHE DEMICHELIS*

SI LES PAYSAGES DE FRONT DE DÉFORESTATION (au sens d'espaces naturels conquis par l'humain, notamment par l'abattis-brûlis) se ressemblent fortement, donnant l'impression de se trouver face à un même tableau – une piste rougeâtre ondulante dans l'immensité des vertes forêts –, les facteurs permettant de mettre en lumière les mécanismes endogènes et exogènes qui leur donnent vie sont, eux, très différents. Mes recherches et, plus largement, une partie des recherches menées au sein du laboratoire Littoral, environnement, télédétection, géomatique (LETG), visent à dresser une typologie des différents facteurs entraînant l'émergence d'un paysage typique des régions tropicales, le front de déforestation. Nous cherchons à caractériser les différents types de fronts de déforestation à partir de cas concrets qui émaillent nos activités de recherche depuis les vingt

dernières années. Pour étudier ces paysages complexes, aux marges de l'œkoumène (ou espace terrestre habitable), il est indispensable de travailler de manière pluridisciplinaire afin d'étudier le milieu comme un système interconnecté soumis à la pression de multiples acteurs, et ce à plusieurs échelles spatiales et temporelles. La géographie apparaît alors comme le lieu naturel d'interconnexion des différentes disciplines approchant le milieu comme un socio-écosystème.

Ces approches pluridisciplinaires sont essentiellement inspirées des travaux de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer¹ des années 1970 menés par un groupe de chercheurs franco-ivoiriens étudiant des organisations complexes et fortement changeantes, notamment au vu de l'évolution rapide des rapports humain/milieu en Côte d'Ivoire. Ce groupe a jugé nécessaire de rassembler les données immédiatement perçues à plusieurs échelles. Le principal concept mobilisé est celui de l'analyse transdisciplinaire du milieu². Dans le cadre de notre travail, nous avons toujours tenté de

* J. Oszwald est maître de conférences HDR de géographie, membre de l'unité mixte de recherche Littoral, environnement, télédétection, géomatique (LETG, UMR 6554, CNRS) ; C. Demichelis, membre de l'unité mixte de recherche Espaces et sociétés (ESO, UMR 6590, CNRS), prépare une thèse sous la direction de Clélia Gasquet-Blanchard et Tamara Giles-Vernick intitulée *Interactions humains-milieu et dynamique paysagère en mosaïque forêt-savane, République démocratique du Congo*.

1 L'ORSTOM est devenu en 1998 l'IRD, l'Institut de recherche pour le développement.

2 L'ATM est un concept qui permet d'appréhender le milieu et le paysage dans sa globalité, notamment en dépassant le vocabulaire disciplinaire afin d'atteindre une analyse pluridisciplinaire visant à associer l'ensemble des données sous forme de traitements statistiques pour comprendre les systèmes paysagers.

nous inspirer de cette expérience pluridisciplinaire afin de dépasser certaines barrières en utilisant les outils de l'analyse spatiale comme intégrateurs des données relevées sur le terrain et d'améliorer leur usage dans le cadre de la compréhension des dynamiques spatiales propres aux régions soumises à de fortes tensions entre l'humain et le milieu.

Un environnement devenu instable

Depuis les trente dernières années, les fronts de déforestation sont particulièrement actifs dans les régions intertropicales, notamment dans les trois massifs forestiers tropicaux mondiaux : le massif forestier asiatique (insulaire et continental), le massif forestier africain (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale) et le massif forestier amazonien. Malgré ce contexte défavorable au cours des dernières décennies, la FAO (Food and Agriculture Organization) estime que le rythme de la déforestation mondiale, dû pour l'essentiel à la conversion des forêts tropicales en espaces agricoles, a diminué au cours des dix dernières années, mais se poursuit à un rythme alarmant dans de nombreux pays. En effet, entre 2000 et 2010, 13 millions d'hectares ont été convertis par an contre 16 millions entre 1990 et 2000. En outre, en prenant en compte les reboisements effectués, la perte nette de superficies boisées est de 5,2 millions d'hectares par an entre 2000 et 2010. Sur cette même période, l'Amérique du Sud et l'Afrique enregistrent les plus fortes pertes annuelles nettes de forêts, alimentées par les feux saisonniers. Ces pertes annuelles sont associées à des changements climatiques mondiaux, non sans conséquences sur la dynamique des espaces tropicaux. Si les projections actuelles du changement climatique prédisent globalement une augmentation de la température, une augmentation de la fréquence d'événements extrêmes est attendue dans différentes parties de la zone tropicale humide et intertropicale. D'après les prévisions du premier rapport de l'IPCC et du Walker Institute³ pour le XXI^e siècle, le réchauffement global serait également plus intense en Afrique et en Amazonie. Pourtant, quelle que soit la trajectoire du changement climatique, y compris le maintien de la pluviométrie actuelle, elle n'empêchera pas la poursuite des dynamiques de déforestation et de développement de l'agriculture sur les terres nouvellement conquises.

Au contexte d'évolution climatique incertain s'ajoutent les évolutions récentes, puissantes et rapides, de l'incorporation des ressources forestières tropicales dans le système capitaliste par ses composantes technologiques, politiques, économiques et sociales. Les dynamiques de transformation des sociétés rurales des zones tropicales sont mues à la fois par des contraintes climatiques fortes dans un contexte de croissance démographique élevée,



Photo © Clément Bourgon.

La photographie qui ouvre l'article [p. 33], prise en 2014 par l'auteur dans le cadre du programme CoForTips, montre une piste d'exploitation forestière aux abords du village de Mindourou au Cameroun. Ci-dessus, une illustration d'une autre pratique qui provoque des ravages écologiques : des abattis-brûlis photographiés par drone à Paragominas, au Brésil, en 2019.

une modification des échanges entre les milieux ruraux et urbains, et des mutations de politiques économiques et environnementales. Elles créent de nombreux contextes nouveaux, d'emprise territoriale variable qui rendent particulièrement complexes leur analyse. De plus, à l'échelle globale, les modes d'appropriation des concepts de développement durable, de services écosystémiques ou de pratiques de développement dites alternatives (telles que les modes de production agro-écologiques ou les réserves extractivistes) par les instances internationales interrogent sur leur rôle et leur place dans la construction politique, sociale et territoriale de ces paysages, qui sont aussi des socio-écosystèmes. En effet, situé à la frontière des sciences sociales et des sciences du vivant, ou plus simplement à l'interface de la nature et des sociétés, le concept de paysage doit être perçu comme un système complexe, avec à la fois des composantes sociales et des composantes écologiques en interaction et évolutives dans le temps et l'espace. En ce sens, l'étude des paysages nécessite la mobilisation tantôt de l'histoire, tantôt de l'anthropologie, tantôt de la géographie, mais également de l'écologie, démarche transdisciplinaire permise par une approche socio-écosystémique des paysages.

³ L'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change, www.ipcc.ch), est connu en France sous le sigle GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Créé en 1988, ce groupe dépend de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations unies pour l'environnement. Son premier rapport date de 1990. — Le Walker Institute (www.walker.ac.uk), abrité par l'université de Reading (Royaume-Uni), est un institut de recherche qui soutient le développement des sociétés résilientes au changement climatique.

Les fronts pionniers et ses enjeux

Pierre Monbeig, dès 1952, souligne que le rôle du politique est primordial dans le développement de l'appropriation de la terre afin d'abaisser les tensions agraires et de faire l'économie d'une réforme agraire tout en intégrant des pans entiers de territoire⁴. Dans ce contexte, le front pionnier peut se décrire comme un processus fonctionnant en plusieurs étapes : a) l'appropriation de la terre par les activités de défrichement, d'abord minières pour l'exploitation du bois de valeur, ensuite agricoles ; b) la spéculation foncière et la législation des terres appropriées ; c) la spatialisation de l'appropriation de la terre par le développement de routes et l'humanisation par le développement de points de peuplement permanent.

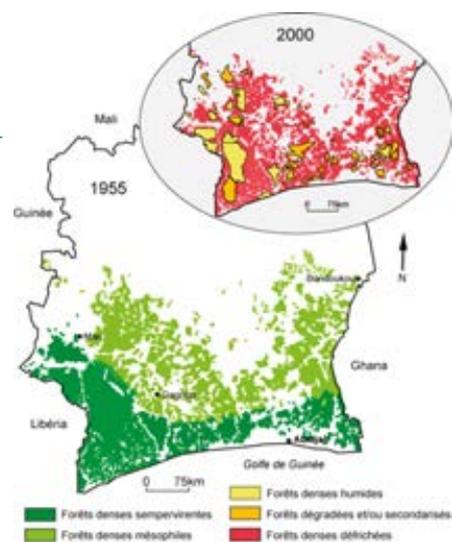
Cette appropriation spatiale progressive permet la structuration de la région pionnière. Un marqueur de cette fuite territoriale, ou géophagie, peut être suivi par différentes phases de développement, que ce soient des scieries, des abattoirs ou des marchés agricoles. Bref, il s'agit de l'humanisation de paysages naturels, et par conséquent de leur intégration au système-monde. Le front pionnier se développe par la conjonction de politiques publiques, de projets privés et d'un territoire à intégrer. Le front pionnier associe donc une dynamique spatiale à un système d'acteurs variés, et ce à plusieurs échelles spatiales et temporelles. Ce front pionnier peut correspondre à un aménagement territorial et social collectif, soit organisé par une autorité autour de politiques publiques appropriées (projet politique comme en Côte d'Ivoire), soit résultant d'actions convergentes d'intérêts individuels comme certains fronts pionniers mis en place par le Mouvement des sans-terre au Brésil⁵. Les projets d'appropriation publics visent souvent à limiter les tensions agraires en fournissant de la terre à un nombre important d'exploitants agricoles. Ainsi, ces projets se caractérisent par une succession de petites fermes sur un territoire regroupant un grand nombre de colons agricoles. Au contraire, les espaces de colonisation privés concentrent de vastes exploitations agricoles intégrées aux logiques internationales de mondialisation de l'agriculture et aux firmes industrielles transnationales de l'agroalimentaire. Il existe de nombreuses passerelles entre ces deux formes de colonisation et de situations spécifiques.

4 Voir Pierre Monbeig, *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Paris, Armand Colin, 1952.

5 Organisation paysanne née au Brésil au début des années 1980, le Mouvement des sans-terre s'organise pour impulser une redistribution équitable de la terre par le biais d'une réforme agraire. Le but est de permettre aux paysans ne possédant pas de terre d'accéder à cette ressource qui est concentrée aux mains de certaines élites au Brésil. Mouvement multiforme, il peut amener à des occupations de grandes exploitations, le fauchage de champs d'organismes génétiquement modifiés (OGM), l'accompagnement des agriculteurs, l'éducation... Ce mouvement a conquis aujourd'hui environ 7 millions d'hectares qui ont été redistribués et qui sont exploités, mais qui ont aussi coûté la vie d'environ 1 750 militants.

LE CAS DE LA CÔTE D'IVOIRE

Lors de l'indépendance, en 1960, le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny décide de développer l'économie du pays à l'aide d'un modèle agro-exportateur. Ce modèle est fondé sur trois principes : un code des investissements assoupli et attractif, un prix minimum garanti aux agriculteurs (notamment pour le cacao) et une politique d'attraction des migrants originaires des pays voisins. Ce modèle a permis au pays un décollage économique convaincant, présenté jusque dans les années 1990 comme le « miracle économique ivoirien ». Néanmoins, une politique de déforestation trop intense, un assèchement du climat régional dû à la perte en surface forestière et un changement de paradigme économique international avec la montée du néolibéralisme a mis à mal ce modèle, aujourd'hui souvent présenté comme un mirage économique.



Évolution des espaces forestiers denses humides en Côte d'Ivoire entre les années 1955 et 2000. Cartographie réalisée par J. Oszwald à partir de photographies aériennes et d'images satellites Landsat.

À partir de ces approches, cartographier et quantifier l'évolution et les modifications de la couverture forestière ou de mosaïques forêts/espaces agricoles, et ce à plusieurs échelles, est indispensable. La transformation de couverts forestiers, qui est en cours dans la plupart des régions tropicales, a de profondes répercussions sur l'environnement et sur les rapports entre la société et son milieu. Il apparaît donc indispensable de comprendre les dynamiques en cours, de les caractériser et d'en déterminer les facteurs les plus influents. Pour ce faire, il est nécessaire de comprendre comment se fondent les rapports humain/milieu sur les fronts pionniers tropicaux en prenant l'exemple de plusieurs fronts de déforestation dans le monde. Leur compréhension passe par le suivi de leurs dynamiques spatiale et sociale. Le travail effectué depuis vingt ans au sein du laboratoire LETG, et plus largement à l'université Rennes 2, contribue à évaluer à l'aide de divers indicateurs ces dynamiques afin d'en éclairer les enjeux passés, actuels et futurs. Le Brésil est le pays le plus suivi par l'équipe de LETG, puisque les premiers travaux de recherche, mais aussi d'enseignement de terrain, remontent aux années 1980 et aux activités du regretté Robert Bariou. Au fil des années, les horizons de recherche se sont élargis et aujourd'hui les trois bassins forestiers tropicaux sont suivis à l'aide de programmes de recherche en Colombie, Argentine, Chili, Mexique, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun, Gabon, Congo, Mozambique, Inde, Vietnam, Thaïlande ou Indonésie. 📌

Jeune homme de Mahasthan triant
les céramiques issues des fouilles.
Les ouvriers volontaires ont été formés
à la céramologie, l'informatique et la topographie.



La cité archéologique de Mahasthan

PAR DOMINIQUE ALLIOS*

PHOTOGRAPHIES DE MONICA DELL'ORTO

DÈS SON INDÉPENDANCE, le Bangladesh signa en 1971 un projet de coopération culturelle avec la France à l'initiative d'André Malraux. Le patrimoine archéologique du Bangladesh a bénéficié d'un programme spécifique, prévoyant des voyages de formation, des conférences, des expositions et des publications communes, et surtout un projet de fouille commun sur la cité antique de Mahasthan.

Situé dans le nord du pays, à proximité de la ville de Bogra, le hameau de Mahasthan (« la grande place ») serait édifié sur les restes de Pundranagara, la capitale du peuple des Pundra. La cité était vaste et riche, objet de grands pèlerinages bouddhiques, jaïns, hindouistes puis musulmans. Ses vestiges se présentent sous la forme d'une vaste enceinte de brique qui enferme un plateau artificiel sur lequel des arases de murs émergent d'un paysage de rizières et de bosquets, parfois entrecoupé de petites fermes. Le musée de Mahasthan abrite une des plus remarquables collections de sculptures du delta du Bengale.

La cité apparaît entre le v^e et le iv^e siècle avant notre ère et fait l'objet de mentions en sanskrit et en chinois. Établie sur la berge de la Karatoya, large affluent du Brahmapoutre, elle était à la convergence de la vallée du Gange, de l'Himalaya, de la Chine, du golfe du Bengale et de l'Asie du Sud-Est (actuelle Birmanie). Mais le brutal changement du cours de la Karatoya aux alentours du xiv^e siècle coupe la cité du monde. Abandonnée, livrée à la jungle, elle n'est « découverte » qu'au début du xix^e siècle par les Britanniques. L'archéologue Alexander Cunningham identifie ces vestiges comme étant ceux de l'antique Pundranagara d'après une tablette en sanskrit trouvée sur place. Les murailles et les remparts encore en élévation forment un quadrilatère irrégulier de 1,8 km sur 1,5 km. À l'intérieur, les dépôts archéologiques peuvent s'accumuler sur plus de six mètres de haut, et de nombreux vestiges de temples ou de palais sont encore visibles. Un halo d'une centaine de sites gravite autour de la cité, mais nombre d'entre eux sont abîmés ou détruits

par des fouilles clandestines de grande envergure qui effacent de façon irrémédiable tout un patrimoine dont nous n'avons encore qu'une infime connaissance. À partir des années 1930, des fouilles sont menées à Mahasthan, mais elles sont rarement publiées, et les collections furent éparpillées (en Inde, en Angleterre et au Pakistan).

Une histoire d'hypothèses et d'ethnocentrismes

C'est en 1993 que débute l'opération archéologique franco-bangladaise à Mahasthan. La taille colossale du site (160 hectares intra-muros), l'importance des vestiges existants, la richesse des artefacts (sculptures de pierre, terre cuite architecturale, perles, métaux, poteries) sur plus d'un millénaire d'occupation nécessitent pour son étude une équipe internationale et pluridisciplinaire dont les perspectives de recherche courent sur le moyen et le long terme. Les hypothèses historiques sur l'urbanisme au Bengale et de la vallée du Gange¹ ne reposent que sur des données anciennes, sujettes à discussion : les chronologies sont vagues, les fouilles ne sont menées que sur des surfaces réduites et les conclusions sont généralisées à partir de données imprécises ou non confirmées. Pour résumer, Mahasthan est considérée comme insérée dans le processus de développement des cités du Bengale à partir d'un épicycle indo-gangétique. Ce dernier aurait connu un accroissement à la suite de l'arrivée d'Alexandre le Grand sur les rives de l'Indus en 325 av. J.-C. suivi par l'expansion de l'empire Maurya (du iv^e siècle av. J.-C. au ii^e siècle apr. J.-C.). L'empereur Ashoka pourrait avoir fait de Mahasthan une tête de pont verrouillant les marches orientales. Les empires Kouchan puis Gupta (iii^e et iii-iv^e siècle apr. J.-C.) marqueraient l'âge d'or de Mahasthan. Mais ces suppositions, devenues de quasi-postulats, sont issues des modèles coloniaux reposant sur une vision ethnocentrique méditerranéenne et surtout européenne : l'Europe considérée comme un continent distinct de l'Asie ! De plus, les références archéologiques sont trop rares, en particulier les stratigraphies, les datations et les typochronologies. La connaissance de l'environnement du site, de son urbanisme et des cultures matérielles est d'autant plus importante qu'il manque des référents dans le sous-continent indien.

*Maître de conférences HDR d'archéologie et d'histoire de l'art médiéval, membre de l'unité mixte de recherche Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire (CReAAH, UMR 6566, CNRS).

1 On peut citer les villes anciennes de Bangarh, Chandraketurgarh, Tamluk, Pataliputra, Vasali.

Des fouilles très diversifiées

L'implication de l'université Rennes 2 et des laboratoires de recherche dans ce programme scientifique s'est concrétisée par la présence sur le terrain d'enseignants-chercheurs et d'étudiants², et leurs recherches ont donné lieu à des mémoires de master, des articles, des expositions et des films. Pour ma part, j'ai étudié les céramiques anciennes de Mahasthan puis assuré la direction du programme de coopération jusqu'en 2007. Six fouilles ont été menées sur divers sites à l'intérieur de la cité de Mahasthan de 1993 à 2007. De tailles diverses, elles répondent à différentes problématiques. Parmi elles, celle d'un palais des dernières périodes de la cité (Parchuram Palace), et celle du temple et du monastère bouddhiste de Vashu Billar qui peuvent correspondre aux descriptions du pèlerin chinois Huien Tsiang (629-645). La citadelle de Mahasthan est actuellement un haut lieu de pèlerinage musulman. Les fouilles menées sur plus de 1 000 m² ont mis en lumière des ensembles monumentaux liés à une voie d'accès et associés à un lieu de culte protégé par une muraille. Un quartier d'habitations et des bâtiments importants ont été détruits par un violent séisme, probablement au XIII^e siècle. La fouille d'une section de la muraille orientale (East Rampart) a déterminé six grandes phases du III^e siècle av. J.-C. au XIII^e siècle apr. J.-C. Les résultats scientifiques sont publiés en plusieurs volumes chez Brepols³.

L'étude des murailles (North-West Rampart) de Mahasthan a consisté à étudier une coupe et des sections des murailles afin d'associer les stratigraphies archéologiques et monumentales. Ces fouilles ont corroboré les résultats des autres excavations, elles ont atteint des niveaux plus anciens, indiquant une occupation intensive de la cité dès le VI^e siècle av. J.-C., mettant en évidence une fondation pré-Maurya de la cité, ce qui change de la vision traditionnellement admise d'une fondation impériale de la cité. Les mesures paléomagnétiques des briques de la muraille, réalisées avec Philippe Lanos⁴, permettent de disposer d'un référentiel chronologique inédit pour le sous-continent indien et l'Asie du Sud. De plus, la découverte de céramiques d'un noir et bleu brillant (NBPW)⁵ caractéristiques des sites anciens de

l'Indus et du Gange, associée à ces données chronologiques, inverse l'hypothèse de l'archéologue Mortimer Wheeler : ces céramiques n'imitent pas les poteries noires brillantes méditerranéennes précisément parce qu'elles sont antérieures.

La constitution d'un corpus de céramiques issues de toutes ces fouilles, complétée par des datations radio-carboniques et paléomagnétiques, est une opération de longue haleine. L'étude porte sur l'ensemble des poteries et tessons trouvés lors des fouilles ; tous les artefacts céramiques exhumés ayant été archivés et catalogués informatiquement (soit plus de 800 000 entrées) ont permis d'établir une première chronotypologie.

Les autres typologies portent sur les monnaies, les perles, la *terracotta*, la statuaire de pierre, les objets et les outils en pierre et métalliques. Pour la poterie et le métal, nos recherches sont enrichies par des enquêtes ethnographiques sur les villages de potiers et de forgerons entourant la cité. Le documentaire *Agun Matti* décrivant la vie des potiers de Mahasthan a été présenté au Musée national du Bangladesh et au festival international de Montpellier Kéramos dont le jury était présidé par Ousmane Sow en 1999 ; il a ensuite été diffusé dans de nombreux festivals internationaux.

Parmi les autres axes de recherche, on peut noter la cartographie de Mahasthan et des sites alentour, la seule carte disponible datant de 1929. Les prospections et les inventaires des sites sont consignés dans un système d'in-

formation géographique (l'UNESCO a demandé au Bangladesh la cartographie des sites). L'environnement géographique du site passe par l'étude des modifications du réseau hydrographique et celle de l'activité sismique, dramatiquement confirmée lors du tsunami de 2005⁶.

La littérature et l'épigraphie portent sur l'inventaire et la relecture des inscriptions découvertes au cours des fouilles ; l'histoire de l'art, associée aux investigations archéologiques, s'attache en particulier à l'étude de la sculpture de pierre et aux bas-reliefs de terre cuite. Mahasthan livre une remarquable production artistique religieuse, dont les référents et influences gangétiques sont interprétés dans des productions originales,



Prélèvement d'une tête de statue lors de fouilles. Une fois documentée et typographiée, tous les ouvriers l'ont transportée avec précaution au dépôt de fouilles.

Photo © Monica Dell'Orto.



Photo © Mission de coopération archéologique de Mahasthan.

Section du rempart de Mahasthan.

y compris lors de la période moghole. En 1999, une exposition rassemblant les résultats de nos investigations a été présentée au Musée national de Dhaka.

Actuellement, les recherches se poursuivent à Mahasthan sous l'égide du ministère des Affaires étrangères.

L'université Rennes 2 conserve ses relations scientifiques et développe un projet d'ethnographie axé sur les céramiques et la métallurgie, ainsi que des coopérations sur les techniques nouvelles appliquées en archéologie et dans le patrimoine. 📺

2 L'unité de recherche Histoire et critique des arts (HCA, EA 279) et le Laboratoire archéologie et histoire Merlat (LAHM), composante rennaise de l'unité mixte de recherche Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire (CRéAAH, UMR 6566, CNRS). Parmi les membres attachés à Rennes 2, ont participé aux missions Valérie Serdon et Antigone Marangou-Lerat, les étudiants Céline Gaslain, Django Guillon, Jean-Guy Evrard et Claire Gallard, ainsi que Monica Dell'Orto, photographe indépendante à Rennes.

3 *Mahasthan, first interim report 1993-1999* (2001) et *Mahasthan II, fouilles du Rempart est. Études archéologiques*, éd. J.-F. Salles (2015).

4 Laboratoire d'archéomagnétisme et de modélisation chronologique hébergé à Géosciences-Rennes (UMR 6118, CNRS).

5 *Northern Black Polished Ware*; terme défini par Mortimer Wheeler notamment dans *The Indus Civilization*, Cambridge University Press, 1962 et *Civilizations of the Indus Valley and Beyond*, Londres, Thames and Hudson, 1966.

6 Des secousses ont été observées à Mahasthan lors des séismes du 26 décembre 2004 et du 28 mars 2005 faisant au moins 250 000 victimes dans l'océan Indien.

Filmographie

Mahasthan, cité oubliée du Bangladesh (France, 1999). Réalisation : Véronique Lhorme ; production : La Cuisine aux images / CNRS AV / Cités télévision ; documentaire de 52 minutes.

Agun Matti. Potiers du Bangladesh (France, 1999). Réalisation : Dominique Allios ; montage : Christian Liaboef ; production : Vision future ; documentaire de 26 minutes. — Récompenses : premier prix du festival international Kéranos, Montpellier, 1999 ; premier prix du festival Enfance Kéranos, Montpellier, 2000.

Archéologie au Bangladesh (France, 2007). Réalisation : Dominique Allios ; production : Mission archéologique de Mahasthan ; documentaire de 50 minutes (DVD).



Photo © Monica Dell'Orto.

Coucher de soleil sur les murailles de Mahasthan dominant la Karatoya, ancien bras du Brahmapoutre : la petite rivière est toujours un lieu sacré.

LE DOCUMENT REPRODUIT EN COUVERTURE DE CE NUMÉRO de *Palimpseste* est la carte de l'actuelle mer de Béring, provenant d'un atlas qui avait fait date au XVIII^e siècle car, à la différence des atlas de la même époque, l'éditeur soignait davantage les détails géographiques que la dimension purement esthétique, c'est-à-dire décorative et fantaisiste. Antonio Zatta (XVIII^e siècle), dont le nom apparaît en bas à gauche, est un célèbre éditeur et cartographe vénitien. Le texte qui figure en haut vante la dimension « actuelle » de la carte puisqu'elle enregistre (c'est l'argument de vente de l'éditeur) les toutes dernières découvertes des explorateurs (voir le titre en bas à gauche) : « Le nord-est de l'Asie et le nord-ouest de l'Amérique n'étaient connus que par de pures conjectures ; mais, puisque avec le temps d'importantes découvertes ont été faites, on a pu établir ce nouveau système géographique qui a été approuvé le 31 décembre 1774 par l'Académie royale des sciences de Paris. Nous espérons que les récentes expéditions des Espagnols en Californie, ainsi que celles des Anglais dans la baie d'Hudson pour entrer dans la mer du Sud par le nord de l'Amérique permettront aux géographes de réaliser de nouvelles cartes. » Attention toutefois : l'auteur a placé une colonie de Chinois en Amérique du Nord (50° de latitude nord et 225° de longitude est) et des animaux des mers du Sud pour illustrer une carte de terres nordiques ! Ce précieux document permet de constater une internationalisation des sciences dès l'époque des Lumières, qui en souligne la dimension universelle : les recherches faites par les Russes ont été validées par les Français, la carte est publiée à Venise, et on espère que de nouvelles expéditions espagnoles et anglaises feront davantage progresser les connaissances en géographie, relatives à deux continents de l'hémisphère nord : l'Asie et l'Amérique du Nord. L'aspect exotique des illustrations rappelle que la science est parfois animée par l'esprit d'aventure. ▀



Source : www.loc.gov. © Library of Congress (Washington, États-Unis).

69° DE LATITUDE NORD, 52° DE LONGITUDE OUEST. Œuvre de Silas Sandgreen, un pêcheur inuit, cette carte de la baie de Disko, située au large de la côte occidentale du Groenland, est typique du savoir-faire groenlandais en matière de cartographie. Sandgreen a sculpté des morceaux de bois flotté pour représenter les différentes îles de la baie et leurs formes réelles (roches, végétations) et il les peignit en noir, brun et bleu clair pour que l'on puisse aisément les identifier à bord d'un kayak. Les pièces de bois sont fixées sur une peau de phoque qui est elle-même clouée sur une planche de bois (89 × 61 × 4 cm). Elle fut réalisée en 1925 pour la bibliothèque du Congrès américain. ▀



Photo © Lara Jacinto

NOSHAD AHMED

Gujrat, Pakistan
Porto, Portugal



Mon cher Frère et mes Amis,

Que Dieu vous protège. J'espère que vous allez tous bien. Comme vous le savez, je suis arrivé au Portugal et je tente de lutter pour une vie meilleure, pour moi et ma famille au Pakistan. Le voyage a été très difficile mais j'ai fini par retrouver mes frères et sœurs qui étaient déjà installés au Portugal.

Je voudrais vous dire que la vie n'est pas très simple pour un immigrant, mais nous avons laissé nos patries, nos familles et nos amis et nous avons émigré vers des endroits pacifiques. Nous avons commencé à lutter et à travailler dur pour survivre, nous et nos familles. Au début, nous avons dû affronter divers problèmes, dans un nouvel endroit et un nouveau pays, avec diverses questions. Mais, avec de la consistance et une attitude positive, tous les problèmes peuvent être résolus. Je suis arrivé en Europe à la fin de l'année 2014 car je ne me suis pas rendu au Portugal directement. J'ai choisi ce pays pour destination, car mes frères et sœurs y vivaient déjà. Les gens me disaient de ne pas venir parce que le pays est pauvre et que l'économie est faible. Mais, lorsque je suis arrivé, j'ai senti que j'avais pris la bonne décision. L'amour et l'hospitalité que j'ai trouvés au Portugal sont un trésor dans ma vie. C'est un beau pays, aux cultures multiples et aux belles personnes. C'est comme si c'était ma propre patrie.

En tant qu'immigrant pakistanais, je me dois de faire le lien entre le Pakistan et le Portugal, en répandant un message d'amour et de paix auprès de tous.

Cordialement,
Noshad Ahmed

Extrait de L'Encyclopédie des migrants - www.encyclopedie-des-migrants.eu - projet de coopération européenne coordonné par L'Âge de la tortue, à l'initiative de l'artiste Paloma Fernández Sobrino. - Ces documents sont reproduits avec l'aimable autorisation d'Antoine Chaudet de L'Âge de la tortue.

L'Encyclopédie des migrants

Écrire une histoire intime des migrations entre le Finistère et Gibraltar

PAR GUDRUN LEDEGEN*

OUVRONS PAR CETTE DEVINETTE d'Henriette Walter : « Prenez des dialectes gallo-romans mélangés à du latin populaire, parlé par des Gaulois celtophones avec un apport lexical germanique, quelle langue européenne d'aujourd'hui obtenez-vous ? » La réponse est le français. Comme pour les langues qui n'existent pas dans des cases imperméables, de façon « pure », sans contacts ou mélanges [GADET & VARRO, 2006], les sociétés n'existent pas hors migrations : l'histoire des migrants fait partie de notre histoire commune.

Tel est le but du projet *L'Encyclopédie des migrants* : dans un contexte de « crise des migrants », le titre sonne comme un oxymore ; il invite sciemment à une réappropriation de « l'encyclopédie, symbole du savoir dit légitime, sous la forme d'une entreprise populaire de fabrication d'un autre type de savoir », comme l'écrivent Céline Laflute et Antoine Chaudet dans l'introduction de *L'Encyclopédie*. Puis, le terme *migrants* – qui avait initialement été proposé en hyperonyme neutre pour désigner les personnes de la migration, mais qui s'est rapidement connoté négativement – est ici repris dans son sens premier de « personnes effectuant une migration ». *L'Encyclopédie des migrants* a pour but de changer le point de vue sur les migrants, et de promouvoir un dialogue interculturel en Europe par une meilleure connaissance et compréhension de l'histoire des migrations qui ont créé, de tout temps, l'Europe.

L'Encyclopédie des migrants est un projet artistique et scientifique qui réunit dans une encyclopédie 400 témoignages, sous forme de lettres manuscrites, écrites dans la langue maternelle et adressées à un proche. Ces récits intimes de personnes migrantes nous parlent de ce que la distance produit chez l'individu.

*Professeure de sciences du langage – sociolinguistique, membre et codirectrice du Pôle de recherche francophonies, interculturel, communication, sociolinguistique (PREFICS, EA 7469). G. Ledegen est coordinatrice scientifique du projet *L'Encyclopédie des migrants* avec Ángel Belzunegui et David Dueñas (Universitat Rovira i Virgili, Tarragone, Espagne). — On trouvera les références complètes des travaux cités p. 45.

Chaque témoignage réunit ainsi la lettre manuscrite du témoin dans la langue originale (74 langues au total), sa traduction dans l'une des quatre langues de publication (anglais, espagnol, français, portugais), et un portrait photographique réalisé par un des seize photographes du projet. Les témoignages sont mis en perspective avec seize textes scientifiques de chercheurs en sciences humaines et sociales, ainsi que quatre textes liminaires. L'ouvrage a été réalisé en version papier en huit exemplaires conservés et en libre consultation dans un lieu dédié dans chacune des huit villes partenaires, ainsi que dans une version numérique qui permet d'effectuer de multiples recherches thématiques.

Sur un plan artistique comme scientifique, le projet est novateur dans son fonctionnement, en se donnant plusieurs buts. (a) Renforcer l'inclusion sociale des migrants et favoriser leur participation active dans la vie démocratique en rendant possible l'expression publique de leur expertise interpersonnelle et interculturelle. (b) Développer le concept d'échange et d'éducation innovante, en combinant l'expertise pédagogique, artistique et scientifique des dix coorganisateur européens, entre autres par la tenue régulière de « groupes de réflexion »¹ et de séminaires de travail internationaux. (c) Produire et favoriser la circulation de ressources multilingues d'éducation libres d'accès, afin de promouvoir la diversité linguistique, culturelle et sociale.

Sur un plan sociolinguistique, *L'Encyclopédie des migrants* constitue par ailleurs un témoignage qui participe à l'intervention : la sociolinguistique *d'urgence* [BULOT] travaille à donner des réponses à des questions de société, par exemple les représentations négatives portant sur les migrants ou les mélanges de langues, dont

1 On lit dans la préface de *L'Encyclopédie des migrants*, rédigée par Thomas Vetier, les précisions suivantes : « Le Groupe de réflexion s'est réuni sept fois entre octobre 2014 et octobre 2016, avec à chaque fois une quarantaine de personnes (artistes, chercheurs en sciences humaines et sociales, militants associatifs, citoyens migrants ou non, décideurs publics). Les réunions, se déroulant sur une journée complète, ont pris la forme d'échanges organisés de manière horizontale, où chacun a pu intervenir, sans distinction de statut, avec pour objectif de traiter des questions fondamentales liées au projet (par exemple, quelle place donner à la diversité linguistique dans le projet ? Qui peut témoigner dans *L'Encyclopédie* ? Comment classer les témoignages ?). »

quelques problématiques sont ici soulevées et éclairées de citations provenant de *L'Encyclopédie*.

En tant qu'objet partagé, la langue est une composante majeure de l'identité collective [LE PAGE & TABOURET-KELLER, 1985]. Les processus langagiers sont d'autant plus des processus d'identification qu'ils placent le locuteur dans des réseaux d'interactions et lui permettent de se construire à la fois collectivement et individuellement.

Quand je suis arrivé à Brest au départ, ce n'était pas toujours facile parce que je ne parlais pas français. Je me sentais très seul parfois. Au bout de six mois, j'ai failli revenir en Irlande, je ne supportais plus la barrière de la langue. Tu me connais, j'aime beaucoup parler. J'ai réussi à trouver du boulot dans un hôtel, à la plonge, c'était très pratique, je n'avais pas besoin de parler le français. (Extrait de la lettre de Chris O'Reilly, Irlande/France)

Dans la société française, être plurilingue est vu comme une situation exceptionnelle, alors que c'est le monolinguisme qui l'est de par le monde. La France connaît en effet une solide situation monolingue, et l'« idéologie du standard » [MILROY & MILROY, 1985] y règne en maître : aussi bien chercheurs que locuteurs ordinaires y adhèrent spontanément.

Mais entre cette langue et moi il reste comme une barrière imperméable... Elle représente un défi que parfois j'ai du mal à relever malgré ma volonté. Elle me semble toujours anormale et illogique, je la trouve très difficile à comprendre et surtout à prononcer, un monde la sépare de ma langue maternelle aussi bien à l'écrit qu'à l'oral. Malgré mes progrès et des efforts pour la maîtriser qui m'ont épuisée intellectuellement, je ne me sens toujours pas parfaitement à l'aise pour la lire et l'écrire et cela me fait honte : Maman, je ne peux envisager que tes petites-filles, Isis et Elsa, me regardent comme je t'ai vue, moi, enfant : une « mère analphabète » ! Ce dilemme m'entrave, me fait perdre confiance, m'isole parfois et reste toujours le seul obstacle à ma pleine intégration en France. (Extrait de la lettre d'Héba Cornillet Emam, Égypte/France)

Lorsque des groupes pratiquent une langue minoritaire dans un contexte où d'autres groupes sont hégémoniques, ils peuvent mettre en place deux stratégies : « soit réduire autant que faire se peut la distance avec les pratiques linguistiques du groupe hégémonique – ce qui, à terme, peut aboutir à une véritable substitution au profit de la langue dominante ; soit, au contraire, affirmer (et renforcer) cette distance, qui bénéficiera en retour d'une haute "valeur ajoutée" en termes d'identification collective » [BLANCHET & FRANCARD, 2003]. C'est ce

Thomas Vetier, préfacier de *L'Encyclopédie* :

« Cette encyclopédie apporte avec elle le poids de ses témoignages pour proposer un nouveau discours sur les "migrant.e.s", un discours de migrant.e.s. Elle regroupe, comme ses contemporaines "spécialisées", un ensemble de connaissances – expertes et validées car venant du vécu – qui s'offrent à vous. Elle est enfin un témoignage situé de l'état géopolitique de notre monde, tout autant qu'un nouveau moyen d'intervention. »

qui explique qu'en dépit de l'attraction exercée par des idiomes de très large diffusion et à haut impact en termes de retombées économiques et sociales, ceux-ci ne pourront évincer complètement les parlars minoritaires, lesquels continueront de véhiculer d'autres valeurs et d'assumer d'autres fonctions.

Aujourd'hui, je suis maman à mon tour, maman de deux filles et je suis triste qu'elles grandissent loin de toi, elles refusent de parler l'égyptien malgré ma persévérance, elles n'en voient pas l'utilité, vivant très loin de ma culture et de mes origines... (Extrait de la lettre d'Héba Cornillet Emam, Égypte/France)

Ainsi, *L'Encyclopédie des migrants* a gagné « le pari de donner à lire une multitude de récits de vie, en réunissant dans un même objet autant de facettes que d'histoires intimes, de manière à créer une vision kaléidoscopique des migrations » (introduction à *L'Encyclopédie*). L'aventure artistique et scientifique se prolonge avec un nouveau projet européen, *Fusée de détresse*, qui met en résonance dans d'autres villes européennes ces précieuses paroles de migrants réunies dans *L'Encyclopédie*. 

UNE ENCYCLOPÉDIE AU CŒUR DE L'EUROPE

Les dispositifs de l'Action clé 2 du programme Erasmus + (« coopération en matière d'innovation et d'échange de bonnes pratiques ») permettent de soutenir des projets de coopération internationale en matière d'enseignement supérieur et de formation. Les financements peuvent concerner les mobilités, les productions intellectuelles, les actions de dissémination, etc. Parmi les quatre types de partenariat possibles, *L'Encyclopédie des migrants* est intégrée, depuis 2015, aux « partenariats stratégiques » qui soutiennent la mise en place, le développement ou le transfert de pratiques innovantes en s'appuyant sur des coopérations entre acteurs de l'éducation, de la formation et de la société civile.

Vaste entreprise pédagogique collective de partage d'expériences et de savoirs sur le thème des migrations en Europe, *L'Encyclopédie* était un projet artistique conçu par Paloma Fernández Sobrino, metteuse en scène et auteure de projets multidisciplinaires. Porté par l'association L'Âge de la tortue, ce projet européen de coopération transnationale entre 8 villes (le long de la côte atlantique : Brest, Rennes, Nantes, Gijon, Cadix, Porto, Lisbonne, Gibraltar) de 4 pays (Espagne, France, Gibraltar, Portugal) a réuni et confronté les expertises et expériences de citoyens, chercheurs, pédagogues, artistes et décideurs locaux afin de lutter contre l'exclusion sociale des migrants.

Par ailleurs, *L'Encyclopédie* a été labellisée *Success Story* par la Commission européenne : le projet s'est distingué par son impact, sa contribution à l'élaboration de politiques, ses résultats innovants, son approche créative, et enfin par le fait d'être une source d'inspiration pour d'autres projets et approches.

THIERRY BULOT (1959-2016) était professeur de sciences du langage-sociolinguistique, ancien directeur de l'unité de recherche Pôle de recherche francophonies, interculturel, communication, sociolinguistique [PREFICS, EA 7469] de 2012 à 2016). Il fut à l'origine du partenariat historique entre le PREFICS et l'association L'Âge de la tortue qui s'est concrétisé en 2010 à l'occasion du projet de coopération européenne Correspondances citoyennes en Europe, et qui s'est poursuivi en 2012 (Expéditions) et 2015 (L'Encyclopédie des migrants). Ces projets communs ont permis de croiser les compétences de chercheurs et d'étudiants au sein d'équipes pluridisciplinaires composées d'artistes, de pédagogues, de personnes issues de la société civile et de décideurs publics. Les étudiants et les chercheurs ont participé à des résidences mêlant création artistique et recherche en sciences humaines et sociales, à des séminaires et publications, dont on peut citer *Discriminations, identités, altérité, langues*, sous la direction de Thierry Bulot et Nicolas Combes, édité chez l'Harmattan en 2012. La collaboration pluridisciplinaire est un puissant moyen d'échanges permettant à la fois d'enrichir les méthodologies et la réflexion portée sur les projets menés, mais aussi de nourrir le travail des chercheurs en leur offrant un terrain d'exploration privilégié. La collaboration entre L'Âge de la tortue et le laboratoire PREFICS se poursuit encore aujourd'hui au travers du projet Fusée de détresse (2019-2022) financé par le programme Erasmus+ de la Commission européenne.

➔ www.encyclopedie-des-migrants.eu

Le site web donne accès à une série de guides pédagogiques, un kit de référence présentant le projet dans ses différentes phases, le manuel des usagers et un film documentaire (www.encyclopedie-des-migrants.eu/projet/film/) sur le thème des migrations en Europe et la « fabrique » du projet à travers la parole des différents types d'acteurs investis dans *L'Encyclopédie*.

Références bibliographiques

- BLANCHET, Philippe & FRANCARD, Michel, « Identités culturelles », dans Gilles FERRÉOL & Guy JUCQUOIS (dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 155-161.
- BLANCHET, Philippe & BULOT, Thierry, *Dynamiques de la langue française au 21^e siècle : une introduction à la sociolinguistique*, 2011 ; en ligne : www.sociolinguistique.fr. — Voir aussi les travaux de Thierry Bulot sur la sociolinguistique prioritaire ou d'urgence disponibles en ligne : juliefreiremarques.wixsite.com/socioling-urbaine.
- GADET, Françoise & VARRO, Gabrielle (dir.), *Le « scandale » du bilinguisme. Langues en contact et plurilinguismes*, dossier de la revue *Langage & société*, n° 116, juin 2006.
- LE PAGE, Robert & TABOURET-KELLER, Andrée, *Acts of Identity. Creole-based Approaches to Language and Ethnicity*, Cambridge University Press, 1985.
- MILROY, James & MILROY, Lesley, *Authority in Language : Investigating Language Prescription and Standardisation*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1985.
- WALTER, Henriette, *Le Français dans tous les sens*, Paris, Robert Laffont, 1988.

On pourra également consulter la récente thèse de doctorat en sciences du langage de Thomas VETIER, *Discours de (dé)légitimation spatiolinguistiques de la migration en espace urbain* (université Rennes 2, 2018), ainsi que l'ouvrage collectif codirigé par Gudrun Ledegen, « *L'Encyclopédie des migrants* ». *Caléidoscope interculturel et interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2019.

Le sport et les publics désaffiliés

Contribution à une sociologie des pratiques socio-sportives

PAR GAËLLE SEMPÉ, CAMILLE COLLET & ÉLÉA CHIRON*

LE COMPTE À REBOURS des Jeux olympiques Paris 2024 est lancé. Par « la magie de l'olympisme » et le « pouvoir unique des jeux »¹, voici réactualisé le mythe d'un sport « hors sol », éducatif et vertueux par définition. S'il a effectivement depuis ses origines été chargé d'une dimension éducative, les travaux de sociologie et d'histoire nous enseignent que le sport moderne n'a pas toujours été l'affaire de tous, et encore moins celle de toutes. Ces travaux ont déconstruit les discours convenus, les idées préétablies et le système de croyances ayant édifié ce mythe. Le sport n'est pas intrinsèquement porteur de valeurs, ni même bienfaiteur en soi [GASPARINI & VIEILLE-MARCHISET, 2008], pas plus qu'il n'est une solution miraculeuse aux maux de notre société.

Il faudra en effet attendre les décennies 80 puis 90, marquées par les émeutes urbaines, un contexte de progressive dérégulation du salariat de masse [CASTEL, 1995], un effacement de l'État providence, une extension des formes de précarisation sociale et une pénalisation de la misère [WACQUANT, 1999], pour que soient impulsés des changements d'orientation dans les politiques sportives en faveur des plus démunis et pour que s'ouvre une plus large réflexion sur la portée éducative du sport. De nouvelles problématiques sociales préoccupent dès lors le champ sportif et associatif autant que les pouvoirs publics, plaçant le sport parmi les possibles outils de régulation et d'intégration des classes populaires, notamment celles issues de l'immigration et des banlieues, d'abord des hommes puis des jeunes femmes, et plus récemment des publics désaffiliés, auxquels s'intéresse une partie des chercheurs de l'unité de recherche Violences, innovations, politiques, socialisations et sports (VIPS)².

Le sport des « à-côtés »

Dans un contexte où tous les regards se portent sur l'élite et le sport de haut niveau, il incombe aux chercheurs en sciences humaines et sociales de raconter aussi « l'histoire des à-côtés et des marges (...), celle des connaissances imparfaites » [FOUCAULT, 1969, p. 185], moins visibles, moins légitimées. Ce positionnement théorique défend l'idée que nous n'étudions et ne comprenons jamais aussi bien une société et son centre que depuis lesdites marges sur lesquelles repose en fait tout son équilibre [FOUCAULT, 1984].

Nos recherches sociologiques menées au sein de VIPS² proposent de travailler sur ces à-côtés en questionnant le rôle du socio-sport dans le processus d'intégration sociale des plus démunis, parmi lesquels les détenus, et plus récemment les gens du voyage³. Par l'analyse des modes de socialisation sportive, dans l'articulation des différents rapports sociaux, il s'agit de saisir en quoi et comment le sport peut (ou non) contribuer à lutter contre leur désaffiliation sociale. Participe-t-il (ou non) à les revaloriser, à créer du lien (ou à renforcer les divisions sociales) ? Permet-il, au sein des rapports sociaux, une ouverture vers d'autres publics, cultures et territoires, ou corrobore-t-il une logique de contrôle et de fermeture ?

Bien qu'aucune définition du socio-sport ne se soit imposée sur le terrain ou dans la littérature scientifique, où la notion est toujours discutée⁴, nos travaux consistent notamment à l'interroger dans son rapport à l'espace, entendu dans une articulation des dimensions sociale et géographique. Les pratiques socio-sportives ciblent en effet celles et ceux dont les caractéristiques sociales et les espaces de vie ont le plus souvent constitué des obstacles à leur engagement sportif, celles et ceux qui en ont aussi parfois jeté les codes.

* Respectivement, maîtresse de conférences en Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), membre de l'unité de recherche Violences, innovations, politiques, socialisations et sports (VIPS², EA 4636) ; docteure en STAPS de l'université Rennes 2 et responsable du pôle socio-sportif au Cercle Paul Bert de Rennes ; étudiante diplômée du master 2 DISC (Développement, intégration, sports et culture) en STAPS et en cours de préparation d'un projet de thèse à l'université Rennes 2. — On trouvera les références complètes des travaux cités p. 49.

1 Voir le site officiel du comité d'organisation : www.paris2024.org/fr.

2 Outre les travaux des auteures du présent article, voir LE YONDRE, 2012.

3 Les gens du voyage désignent un ensemble de populations d'origines ethniques et de cultures différentes qui n'ont de commun que « la stigmatisation de gens qui bougent, de personnes qui vivent aux marges, d'individus qui ne sont pas du coin » (REYNIERS, 2015, p. 11).

4 Pour plus d'approfondissements sur la genèse et les conflits d'usages sémantiques du terme « socio-sport », lire notamment COLLET, 2018.



Robert Delaunay, *Les Coureurs* (1924-1925 ; huile sur toile, 153 × 203 cm ; collection particulière).

Les publics désaffiliés : dénuement et distance au sport

Les publics vulnérables, voire désaffiliés, confrontés à un double mécanisme de décrochage social – un rapport distendu à l'emploi et une fragilité des liens relationnels – sont caractérisés par leur positionnement bas sur la pente de l'intégration et leurs difficultés à remonter celle-ci, selon l'importance du décrochage [CASTEL, 1995]. Dans ces « zones » de vulnérabilité ou de désaffiliation, ils peinent à « faire société », n'occupant qu'un rôle « surnuméraire » dans un système centré sur la productivité, l'utilité et la performance. Les publics rencontrés témoignent chacun à leur manière d'une histoire du dénuement et d'un repli, tant matériel que culturel, particulièrement visibles à travers le prisme des cultures sportives.

Selon les études menées au sein de VIPS² [COLLET, 2018 ; COLLET & SEMPÉ, 2019 ; CHIRON, 2019] dans le cadre de récents projets socio-sportifs initiés par une association d'éducation populaire locale sur les deux

terrains de Rennes⁵, les jeunes du voyage ne pratiquent pas ou peu de sport en dehors de l'école, où ils ne sont d'ailleurs pas tous scolarisés. Ce qui a frappé les enquêtrices au commencement de leur étude, c'est la grande difficulté des intervenants non seulement à accrocher ces publics à la pratique sportive, mais aussi à la maintenir comme activité régulière. L'absence de pratique sportive dans les modes de socialisation et *habitus* familiaux des voyageurs reflète un rapport au corps en homologie avec leurs conditions objectives, mais aussi subjectives et symboliques d'existence. En conformité avec le système de valeurs ou *ethos*⁶ voyageur et la symbolique du nomadisme, la pratique sportive n'est au mieux qu'un

5 Aucun dispositif socio-sportif n'avait encore été proposé avant le démarrage de ces études (2015) sur les deux terrains des gens du voyage de Rennes. [VOIR L'ENCADRÉ P. 48.]

6 « J'ai employé le mot d'*ethos* », déclare le sociologue Pierre Bourdieu [1984, p. 133], « par opposition à l'éthique, pour désigner un ensemble objectivement systématique de dispositions à dimension éthique, de principes pratiques ».

passage, une étape dans leur trajectoire, elle est au pire superfétatoire, voire une contrainte. Se pose, dans ces conditions, la question de sa portée éducative et de son potentiel intégrateur. Se pose aussi la question des aménagements nécessaires pour en adapter ou en redéfinir les codes et les enjeux, en adéquation avec les modes de vie des gens du voyage. « Aller vers eux » ne suffit pas, il convient aussi de « faire selon eux », dans une démarche inclusive : par exemple, sans tranche d'âge lors de la pratique, en coconstruisant de nouvelles règles, en abandonnant les disciplines traditionnelles, en poursuivant d'autres visées que la seule logique techniciste, compétitive ou performative.

D'après les travaux menés par Gaëlle Sempé dans différentes prisons françaises, les femmes et les hommes en situation de détention développent également un rapport relativement distendu à la pratique sportive, mais néanmoins différencié selon la classe de sexe ou selon les rapports sociaux liés aux délits. Malgré la multiplication d'initiatives émanant du milieu ouvert en faveur de l'éducation des détenus par le sport, au demeurant très inégales et dispersées sur le territoire, un modèle sportif carcéral dominant continue de s'imposer. « Pensé par le dedans et pour le dedans » [SEMPÉ, 2019], il s'inscrit en homologie structurale avec les standards culturels de la masculinité hégémonique [CONNELL, 2014] et des fractions les plus instables du prolétariat urbain [WACQUANT, 1999] : dans le choix des disciplines (football et musculation), dans l'idéal corporel valorisé (culte de la force, de l'effort, de la virilité, de la dépense énergétique), dans les modalités de prise en charge et d'organisation (pratique autogérée et/ou supervisée par l'administration pénitentiaire). Cette coloration sexuée et sociale du sport carcéral contribue, d'une part, à enfermer davantage encore la population carcérale dans sa condition sociale, et débouche, d'autre part, sur l'autoconsécration de certains détenus et l'(auto)élimination des autres, en particulier les femmes et, parmi les hommes, les délinquants sexuels ou les détenus homosexuels.

Des espaces hétérotopiques

La dialectique fermeture *versus* ouverture est précisément au cœur des études sur la démarche socio-sportive, dont les espaces investis peuvent être considérés comme des « ailleurs », des « à-côtés », des « hétérotopies » où nous ne rentrons pas comme dans un moulin [FOUCAULT, 1984]. Le terrain des gens du voyage comme la prison sont de ces espaces fortement chargés dans l'imaginaire collectif, « obscur[s], rocailleux, encombré[s] » [*ibid.*], fantasmés, méconnus. Ils sont la cible de nombreux préjugés dont le corollaire est une profonde stigmatisation de leurs occupants. Le travail autour de la mixité, de la déconstruction des stéréotypes et du décloisonnement

UNE THÈSE CIFRE*, ayant pour objet le socio-sport sur le territoire rennais, a pu être menée par Camille Collet entre mars 2015 et novembre 2018 au sein du laboratoire VIPS² grâce au financement d'acteurs locaux et nationaux impliqués dans le développement du sport à vocation sociale : le Cercle Paul Bert (association culturelle et sportive d'éducation populaire), l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP d'Ille-et-Vilaine et nationale) et la Ligue de l'enseignement (d'Ille-et-Vilaine et nationale). Outre les connaissances produites lors de ces études doctorales, ayant permis d'enrichir la thématique au sein du laboratoire et d'éclairer les problématiques soulevées par les financeurs, cette CIFRE a débouché sur l'insertion professionnelle de Camille Collet au sein de l'association pilote de ce projet de recherche, le Cercle Paul Bert.

*Le dispositif des conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE) est financé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et il est géré par l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT) depuis 1981. Il a pour vocation de renforcer les échanges entre les laboratoires de recherche publique et les milieux socio-économiques, de favoriser l'emploi des docteurs dans les organisations établies en France et de contribuer à leur processus d'innovation. La direction de la recherche et de la valorisation (DRV) et les cellules recherche de Rennes 2 apportent un appui au montage des dossiers.

passé donc par la prise en compte de ces représentations dans la pratique socio-sportive. Ce qui n'est rendu possible qu'au terme d'un long temps de présence sur le terrain et d'un lourd travail d'interconnaissance.

Pour les jeunes voyageurs, il s'opérationnalise dans l'organisation de rencontres sportives en dehors du terrain et avec d'autres jeunes ou dans la relation à l'intervenant, un gadjo. Pour les détenus, lutter contre le stigmate et les traces de l'incarcération peut passer par différents aspects de la pratique socio-sportive : l'activation et la réappropriation d'un corps sédentarisé et privé de liberté, la modification notamment morphologique de ce corps abîmé, l'ouverture sociale sur le milieu extérieur, par exemple lors de projets de permission de sortie sportive où ces femmes et ces hommes détenus, non identifiés comme tels, côtoient d'autres populations et conditions sociales.

Il reste que, pour ces deux publics, cette expérience n'est vécue que par une minorité déjà convertie et souvent la plus disposée culturellement à se saisir des supposés bienfaits éducatifs du sport. Certes, nos travaux témoignent d'une multiplication des dispositifs socio-sportifs destinés aux publics désaffiliés. Ils démontrent aussi combien le sport à vocation éducative peut, à certaines conditions, infléchir les mécanismes de désaffiliation sociale. Mais ils démontrent également la persistance et parfois le



Robert Delaunay, *Rythme* (c. 1932 ; gouache, aquarelle et pinceau sur papier Japon nacré, 19 × 12 cm ; collection particulière).

redoublement d'inégalités sociales, en particulier lorsque le sport est convoqué dans une approche normative et en conformité avec le modèle sportif compétitif dominant.

Nos conclusions appellent donc à la vigilance et au désenchantement. Elles nous conduisent à envisager les pratiques socio-sportives comme plurielles et hétérogènes, tout autant que leurs usages et leurs effets sur les publics, dépendamment des contextes d'organisation et du rapport au monde qu'elles induisent, en *ethos* (ou valeur) comme en *hexis* (ou disposition corporelle)⁷.

Pour les deux publics étudiés, la distance à l'égard du sport et la difficulté à s'en saisir pour « remonter la pente » s'expliquent pour une part sur le plan politique, par la faible épaisseur historique des dispositifs et des politiques sportives à vocation éducative et sociale, ainsi que par le volontarisme timide des pouvoirs publics en direction des groupes désaffiliés. Elles se jouent d'autre part dans un processus de socialisation lié autant à la position que les publics, ici désaffiliés, occupent dans la stratification sociale, qu'aux ressources culturelles auxquelles ils ont accès et aux dispositions sociales qu'ils intériorisent tout au long de leurs expériences socialisatrices. Ces éléments de l'analyse mettent ainsi en lumière des usages sociaux et des formes d'appropriation des socio-sports très différenciés et très différenciateurs selon les groupes d'individus et leur position dans l'espace, révélant en leur sein la (re)production d'inégalités sociales et sexuées, en particulier pour les plus démunis, et certaines formes de violence dans les rapports sociaux. 

⁷ « ... tous les principes de choix sont incorporés, devenus postures, dispositions du corps : les valeurs sont des gestes (...). La force de l'ethos, c'est que c'est une morale devenue hexis, geste, posture » (Bourdieu, 1984, p. 133-134).

Références bibliographiques

- BOURDIEU, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, éd. augm., 1984.
- CASTEL, Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- CHIRON, Éléa, *Analyse des dispositifs « socio-sportifs » et des inégalités sociales et sexuées chez les publics vulnérables. Étude de cas auprès des gens du voyage et des détenus sur le territoire rennais*, mémoire de master 2 DISC (STAPS) rédigé sous la direction de Gaëlle Sempé, université Rennes 2, 2019.
- COLLET, Camille, *Comprendre le développement et la structuration de « l'espace des « socio-sports » rennais »*, thèse de doctorat en STAPS rédigée sous la direction de Gaëlle Sempé, université Rennes 2, 2018.
- & SEMPÉ, Gaëlle, « Immersion dans un dispositif socio-sportif auprès des gens du voyage », *Jurisport*, n° 197, mai 2019, p. 25-29.
- CONNELL, Raewyn, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, éd. M. Hagège & A. Vuattoux (dir.), trad. C. Richard *et al.*, Paris, Éditions Amsterdam, 2014.
- FOUCAULT, Michel, « Des espaces autres » (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), *Architecture, mouvement, continuité*, n° 5, octobre 1984, repris dans *Dits et écrits*, t. II : 1976-1988, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2001, p. 1571-1581.
- , *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, rééd., coll. « Tel », 2008.
- GASPARINI, William & VIEILLE-MARCHISET, Gilles, *Le Sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques*, Paris, PUF, 2008.
- LE YONDRE, François, « Des corps incertains. Redynamisation des chômeurs par le sport », *Le Sociographe*, n° 38, mai 2012, p. 83-92.
- REYNIERS, Alain, « Tsiganes, Roms, Gens du voyage ? Quelques données pour y voir plus clair », *Études tsiganes*, n° 52-53 : *Citoyenneté, mobilité et territoires*, 2015, p. 8-13.
- SEMPÉ, Gaëlle, *Sports et prisons en Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2016.
- , « Ouvrir ou enfermer : la politique (socio)sportive pénitentiaire sur le terrain », *Jurisport*, n° 197, mai 2019, p. 17-21.
- WACQUANT, Loïc, *Les Prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir, 1999.

Projet PRISME : la critique d'art comme observatoire social

PAR ANTJE KRAMER-MALLORDY*

QUAND ON S'INTÉRESSE de nos jours à la critique d'art, on se heurte vite à une longue liste de préjugés. Pour ne citer que les plus fréquents, évoquons son manque de contours nets en tant qu'activité professionnelle ou semi-professionnelle, l'engagement arbitraire – ou bien l'absence de jugement esthétique – du critique et l'impact dérisoire de son discours venant se greffer sur une production artistique existante. L'identification de la critique d'art, entendu comme objet de réflexion et lieu de débat social, échappe bien souvent en raison de son rattachement au microcosme du monde de l'art et de son discours taxé d'« hermétique ». La critique fait en quelque sorte office de paratonnerre en réceptionnant les mêmes rejets et reproches que l'on rencontre à l'égard de son objet : l'art contemporain.

Demeurant trop souvent prisonnière d'un discours autocentré, la critique d'art a connu – et connaît encore – des débats véhéments et des crises quant à son statut et à ses fonctions. Or, lorsqu'on se penche en particulier sur son évolution internationale au cours du second xx^e siècle, c'est-à-dire après 1945, on découvre un réseau d'acteurs qui n'avaient de cesse d'élargir leur rayon d'action au sein de la vie culturelle et intellectuelle. C'est pourquoi le projet de recherche pluridisciplinaire PRISME, lancé en 2015 aux Archives de la critique d'art pour une durée de quarante mois, a envisagé la critique d'art, au-delà du seul discours esthétique, comme un terrain dynamique des débats de la société qui lui est contemporaine¹. L'objectif était de constituer une histoire transversale et transnationale de la critique d'art après la Seconde Guerre mondiale, sous l'angle des enjeux sociopolitiques, culturels, médiatiques et scientifiques. Il s'agissait alors de partir de la critique comme d'un prisme historique et épistémologique, afin de faire émerger les contextes sous-jacents, les « attentes collectives » en quelque sorte qui sous-tendent et traversent la somme des discours et archives conservés. Pour ce faire,

le fonds d'archives de l'Association internationale des critiques d'art (AICA) nous a servi de matrice qu'il a fallu croiser avec des archives de critiques individuels, en retenant la chronologie du fonds (1948-2003), la géographie et les thématiques des congrès et assemblées générales annuels de l'AICA.

En effet, en considérant les critiques comme des acteurs à part entière non seulement au sein des « mondes de l'art » (Howard S. Becker), mais dans le monde, la somme des discours et documents ne représente pas moins un relevé des interactions permanentes avec les évolutions de la société. Ce « jeu social », fondé sur le désir de jouer un rôle de médiateur entre l'art et la société, révèle la figure d'un critique qui excède de loin sa fonction de « plume » au profit de nouveaux rôles allant de commissaire d'exposition, de conférencier et d'animateur de programmes télévisuels et radiophoniques à celui de conseiller institutionnel, voire ministériel, ou encore de citoyen engagé, exerçant son droit à la contestation (et dont les innombrables manifestes, pétitions et déclarations n'en sont que les premiers indices).

Les archives montrent en outre que cet élargissement de la sphère d'influence du critique s'est construit en étroite relation avec les évolutions concomitantes dans les domaines intellectuels avoisinants tels que la littérature, la philosophie et les sciences. Comme l'indique le programme du premier Congrès international des critiques d'art de 1948, les questions discutées en proximité avec les préoccupations de l'UNESCO touchaient autant aux responsabilités du critique qu'aux problèmes sociaux, aux programmes de reconstruction urbaine, à la défense de la liberté d'expression, au rôle des médias, bref, à des sujets d'une étonnante transversalité dont il s'agissait d'analyser les évolutions et multiples facettes.

Inséparables du contexte de la guerre froide, de la décolonisation et du début de la mondialisation, les activités et échanges fédérés par l'AICA révèlent de surcroît une carte « mondialisée » de la critique du second xx^e siècle. Pour n'en donner que quelques exemples, (LA SUITE P. 52)

*Maîtresse de conférences en histoire de l'art contemporain, membre de l'unité de recherche Histoire et critique des arts (HCA, EA 1279), A. Kramer-Mallordy a été la porteuse du projet PRISME (2015-2018). À la suite de Nathalie Boulouch, elle dirige depuis mars 2019 le groupement d'intérêt scientifique (GIS) Archives de la critique d'art.

1 Rattaché aux Archives de la critique d'art et à l'unité de recherche Histoire et critique des arts, le projet a reçu le soutien de la Fondation de France, de la Maison des sciences de l'homme en Bretagne, de la région Bretagne et de l'université Rennes 2. Pour plus d'informations, consulter le carnet de recherche acaprisme.hypotheses.org.

Premier Congrès
extraordinaire de l'AICA
International au Brésil, 1959.



Photo © Aviation News Pictures, fonds Sweeney [FR.ACA.AICA.PFE.SWE009], INHA – collection Archives de la critique d'art.

LES ARCHIVES DE LA CRITIQUE D'ART

FONDÉES EN 1989 À RENNES À L'INITIATIVE DE JEAN-MARC POINSOT, professeur d'histoire de l'art contemporain, et de plusieurs membres de l'Association internationale des critiques d'art (AICA), les Archives de la critique d'art (ACA) fêtent cette année leurs trente ans. D'abord association, les ACA sont organisées, depuis 2014, sous la forme d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) qui associe l'AICA pour les liens avec les professionnels, l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) pour la propriété des collections, et l'université Rennes 2 pour le fonctionnement. Dédié à la mémoire vivante de la critique d'art depuis 1945 à nos jours, ce lieu unique en son genre, reconnu au niveau international, favorise le développement de la recherche sur l'art contemporain et ses acteurs, ses réseaux, ses formes de médiation, ses institutions en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, les collections représentent plus de deux kilomètres linéaires de patrimoine, constitués de 450 fonds d'écrits, de 91 fonds d'archives et d'une bibliothèque de référence sur l'art et la théorie de l'art contemporain composée de 100 000 ouvrages et de 2 300 titres de revues. Aux côtés de la conservation et du traitement des fonds rendus accessibles dans un riche portail documentaire en ligne, les ACA fédèrent et collaborent à des programmes de recherche d'envergure nationale et internationale tels que PRISME ou le programme BdP-Biennale de Paris (partenariat avec l'INHA, la bibliothèque Kandinsky et l'Institut national de l'audiovisuel [INA] depuis 2017). Elles accueillent des chercheurs du monde entier et offrent aux étudiants et aux doctorants un terrain d'étude et de formation à la recherche exceptionnel.

Attentives à l'articulation entre la recherche universitaire, la valorisation des collections et l'échange avec les professionnels du monde de l'art, les ACA interviennent également sur le plan éditorial, comme en témoignent des publications telles que des actes de colloque, catalogues, dossiers documentaires, et la revue bilingue *Critique d'art* consacrée à l'actualité internationale des écrits sur l'art contemporain. Chaque année, des colloques, des débats et des expositions sont organisés avec des partenaires académiques et culturels. À ce titre, le colloque international *Reframing the (Art) World*, accueilli les 12 et 13 octobre 2018 à l'université Rennes 2, a représenté un temps fort des ACA, réunissant des spécialistes de l'art contemporain et les représentants de la critique d'art internationale.

➔ www.archivesdelacritiquedart.org



Publication en ligne du séminaire de recherche du programme PRISME (septembre 2017-avril 2018) dirigé par Antje Kramer-Mallordy.

Archives de la critique d'art, université Rennes 2.

acaprisme.hypotheses.org/1568

(SUITE DE LA P. 50) les congrès eurent lieu en 1954 à Istanbul, en 1956 à Dubrovnik, en 1962 à Mexico, en 1966 à Prague et à Bratislava, en 1973 à Kinshasa et en 1974 à Dresde et à Berlin-Est. Les documents relatifs à ces voyages, séjours et congrès ont confirmé le besoin de repenser les narratifs établis par l'histoire et l'histoire de l'art au profit d'une histoire transnationale décloisonnée, et ce afin de dépasser la lecture verticale des rapports de force unilatéraux, liée à la *doxa* d'un monde séparé en deux blocs homogènes et hermétiques jusqu'en 1989.

Pour garantir l'accessibilité des sources, un travail considérable a été mené sur le plan du traitement archivistique et sur celui de l'architecture de la base de données, outil indispensable pour pérenniser la visibilité du corpus. Plus de 10 000 numérisations ont été effectuées, correspondant à plus de 1 600 documents (programmes, communications à des congrès, comptes rendus, rapports, coupures de presse, etc.) aujourd'hui intégralement en ligne. Parallèlement, deux approches ont été centrales pour guider l'analyse des archives : il s'agissait, d'une part, d'identifier, avec l'apport d'une équipe de chercheurs associés, les acteurs et réseaux de la critique, et d'examiner, d'autre part, les enjeux forts de leurs échanges sur la façon de penser le monde.

Les membres du projet PRISME n'avaient nullement l'intention de réhabiliter la critique d'art – injustement oubliée ou cloisonnée – ou d'en faire l'apologie ; ils partaient seulement d'un double constat à l'égard de l'historiographie. D'une part, la critique est généralement figée dans une vision statique de cause à effet, dans le sens où le discours critique ne serait qu'une réaction

UN CORPUS INÉDIT : LES ARCHIVES DE L'AICA INTERNATIONAL

LE FONDS AICA INTERNATIONAL est constitué d'une bibliothèque et d'environ 44 mètres linéaires d'archives, comprenant des documents de travail (discours, rapports, correspondances, presse, etc.) et des documents sonores. Dans le cadre de PRISME, l'ensemble a été traité et rendu accessible dans la base des fonds d'archives des Archives de la critique d'art. Depuis, le fonds a reçu de nouveaux apports pour la période postérieure à 2003. Fondée à l'occasion du deuxième Congrès international des critiques d'art en 1949 à Paris, l'association est reconnue depuis 1951 par l'UNESCO comme organisation non gouvernementale avec un siège consultatif. Disposant d'une structure pyramidale, l'AICA International fédère, sous l'égide de son actuelle présidente, la Brésilienne Lisbeth Rebollo Gonçalves, les activités des sections nationales, correspondant à ce jour à 61 pays. Le prochain congrès annuel, célébrant les soixante-dix ans de l'organisation, se tiendra en automne 2019 à Berlin et à Cologne.

postérieure à la production artistique sous l'angle de la réception. Or, les exemples sont nombreux pour montrer qu'au contraire, la critique peut être à l'origine de nouvelles orientations esthétiques. D'autre part, un travail de synthèse fait encore défaut pour la période de 1945 à nos jours, au-delà des trajectoires individuelles, des récits nationaux et de l'analyse de discours esthétiques spécifiques. Il est certes impossible de cerner cette histoire dans son ensemble, dès lors qu'on adopte une échelle géographique internationale. De ce point de vue, PRISME a forcément produit une histoire parcellaire, non exhaustive, et qui a nécessité de croiser les regards et méthodes (histoire culturelle, de l'art, des médias, de l'architecture, des sciences, etc.), à travers le travail collectif des enquêtes de terrain complémentaires. Mais cette histoire partielle et ouverte, soucieuse de situer sa démarche, va aussi à l'encontre des prétentions d'une histoire universelle, sous-entendue occidentale, qui ont marqué le discours sur l'art au moins jusqu'aux années 1970.

Le travail collectif a permis de soulever des aspects encore peu ou pas connus : certaines particularités des scènes nationales de la critique et de leurs discours ; des échanges, décalages ou malentendus entre eux, mais aussi des stratégies supranationales, promouvant des visions culturelles qui oscillaient entre « universalisme » et « diversité ». Loin d'avoir traité toutes les facettes de cette histoire plurielle, les explorations des archives devront se poursuivre afin d'asseoir la critique d'art comme objet d'étude dans une histoire sociale et intellectuelle plus vaste. Au moment où nous préparons la publication finale du projet et où les travaux se poursuivent dans des séminaires de recherche avec les étudiants du master Histoire et critique des arts, c'est surtout la figure du critique comme expert au sein des relations internationales qui livre des ouvertures épistémologiques prometteuses. 

Laboratoire Bertin :

le design au service de la science

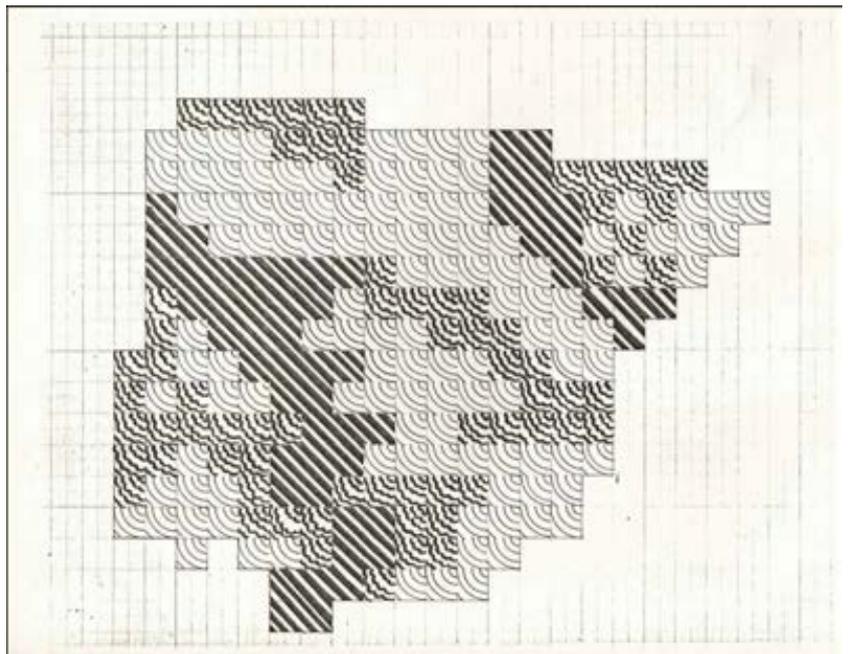
Entretien avec Anne-Lyse Renon

Maîtresse de conférences en design graphique et membre de l'unité de recherche Pratiques et théories de l'art contemporain (PTAC, EA 7472), Anne-Lyse Renon est l'une des spécialistes des travaux pionniers du cartographe et sémioticien Jacques Bertin. En créant le Laboratoire de graphique à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Bertin et son équipe ont fondé une discipline en fouillant les nombreuses possibilités qu'offrait la statistique graphique. Anne-Lyse Renon revient sur ce travail collectif, dont l'actuelle (et désormais indispensable) visualisation des données et l'infographie numérique contemporaine sont les héritières directes.

Vous venez d'intégrer l'université Rennes 2, pouvez-vous nous dire sur quoi portait votre thèse et quelles sont vos thématiques de recherche ?

Je suis diplômée de l'EHESS et je suis par ailleurs designer graphique. Après des études d'histoire de l'art, de communication visuelle et d'anthropologie, j'ai suivi un double cursus à l'école des beaux-arts de Grenoble et Valence en design graphique, et à l'université Lumière-Lyon 2 en sciences du langage. J'ai par la suite rédigé une thèse de doctorat, sous la direction de Victor Rosenthal à l'EHESS, que j'ai soutenue en 2016, dans laquelle j'explore les interactions entre expressions graphiques, matérialités instrumentales et construction de la connaissance scientifique.

Depuis dix ans, j'étudie les collaborations entre design, graphisme et sciences, notamment à travers l'examen de cas historiques, d'observations ethnographiques de dialogues méthodologiques, aussi bien dans le cadre d'instituts de recherche, perçus comme des sources d'« objectivité », que de dispositifs pédagogiques.



Cartographie météorologique intégrant des principes de la sémiologie graphique de Jacques Bertin. Premiers essais pour une cartographie digitale destinée à la télévision, réalisés avec les élèves de l'École nationale des arts décoratifs entre 1977 et 1979. (Archives personnelles de Rudi Meyer.)

Mes thématiques de recherche portent donc toutes sur le rapport entre la construction des connaissances scientifiques, notamment en sciences sociales, et le design, son anthropologie et ses dynamiques expressives. Ce qui m'intéresse tout particulièrement, c'est de comprendre comment le design en tant que processus expressif, dynamique et circulaire, saisit notre rapport à la visualisation et à l'imaginaire graphique.

En 2017, vous avez assumé à l'EHESS la responsabilité scientifique d'une exposition, d'une journée d'étude et d'ateliers consacrés au Laboratoire de cartographie dirigé par Jacques Bertin, laboratoire actif entre 1954 et 2000. Qui était Jacques Bertin ? Quelles ont été les missions du laboratoire et quel a été son destin ?

Jacques Bertin (1918-2010) était cartographe et sémiologue ; il est aujourd'hui une référence au sein d'un vaste champ allant de la pensée de la cartographie et de la statistique graphique à leurs héritages en *big data* et *data visualization* (visualisation des données). Son traité intitulé *Sémiologie graphique*, publié en 1967¹, a façonné la pratique de générations de cartographes. Mais, autant la figure de Jacques Bertin est bien identifiée, autant l'ensemble de la production du laboratoire reste largement méconnu. Or, la réflexion développée dans son traité s'est avant tout élaborée à partir de l'expérience accumulée au sein du Laboratoire de cartographie – devenu le Laboratoire de graphique en 1957 –, qu'il dirigea dans l'environnement scientifique de l'EHESS. Sur le plan scientifique, son héritage s'inscrit désormais à la fois en cartographie et également dans le domaine de la visualisation des données qui, à l'ère du numérique, a acquis une toute nouvelle envergure.

La sémiologie graphique de Jacques Bertin est un héritage dont se revendiquent aujourd'hui non seulement les cartographes, mais aussi les spécialistes de l'analyse visuelle des données, du design et du graphisme. Comme l'a documenté Gilles Palski, *Sémiologie graphique* est loin d'être un simple manuel de cartographie. Le traité prend en compte l'ensemble des questions liées à l'expression graphique, ce qui est sa principale originalité, à savoir « les cartes, les diagrammes et les réseaux », comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, le dernier terme désignant des graphes d'interrelations. Ces différents modes d'expression constituent, selon Bertin, « la partie rationnelle du monde des images² », la partie « non-rationnelle » rassemblant photographies, tableaux, croquis, etc. Il est également intéressant de constater que Bertin privilégie l'efficacité de la représentation et la construction de règles logiques, et rejette l'esthétique jusqu'à pratiquement faire de son traité une *doxa* du visible. Alors que « la graphique » – c'est-à-dire le système mis au point par Bertin dans son ouvrage – aura grandement influencé les cartographes depuis les années 1970, cette place paradoxale – et passée souvent sous silence – de l'esthétique dans la construction des images scientifiques est un des objets les plus vifs de mes travaux de recherche.

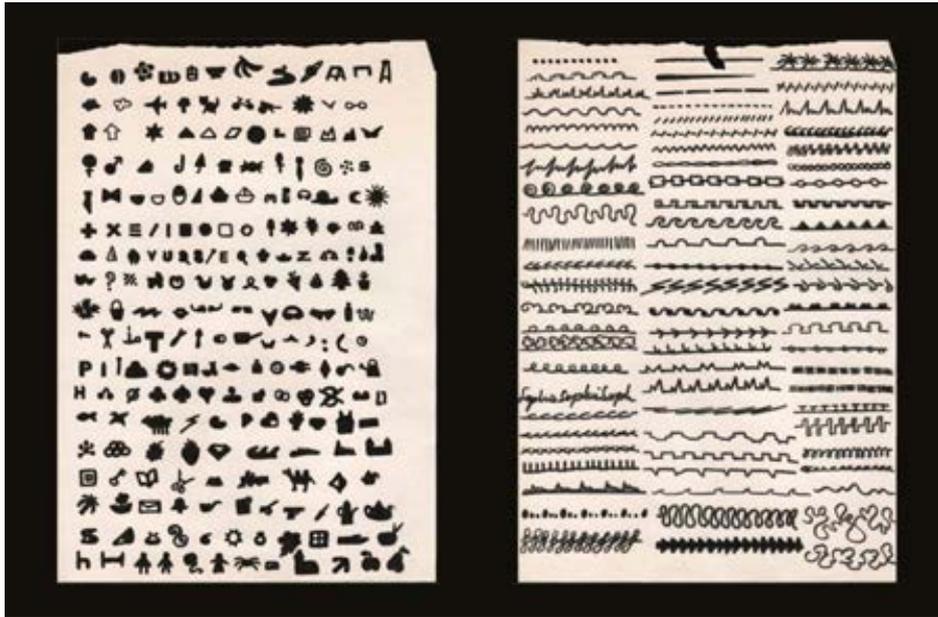
Dès 1976-1977, des recherches sur les usages de la graphique dans les écoles primaires et dans les collèges ont été menées dans le laboratoire, notamment par Roberto Gimeno de l'EHESS et dans l'enseignement supérieur

par Rudi Meyer de l'École nationale des arts décoratifs de Paris (ENSAD), l'objectif étant d'amener les élèves à produire des typologies et des systèmes graphiques, inventer des concepts, pour accéder par ce biais à de nouvelles connaissances.



Apprendre à l'école par la graphique. Méthode pratique de créativité.
(Archives personnelles de Roberto Gimeno.)

Les archives Bertin constituent une source importante permettant d'éclairer l'histoire croisée des sciences sociales et des outils de traitement graphique des données de recherche au xx^e siècle. Elles sont conservées aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale de France (BNF), partenaires de l'exposition et de la journée d'étude à l'EHESS. Mais, outre ces deux institutions patrimoniales, de nombreux centres de recherche et spécialistes du travail de Jacques Bertin ont contribué à la journée d'étude et à la rétrospective qui lui ont été consacrées en 2017. Le fonds Bertin des Archives nationales, fort hétérogène, demeure non traité dans sa globalité³, malgré sa numérisation partielle ; en 2014, une numérisation des films fut réalisée par l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), et, entre 2015 et 2018, la Plateforme géomatique de l'EHESS a numérisé et géoréférencé environ 250 cartes de l'Afrique. La BNF, quant à elle, héberge depuis 2007 les archives personnelles de Jacques Bertin (7 portefeuilles, 29 boîtes et 2 rouleaux), qui sont restées inédites à ce jour. L'exploration de ces archives, que je continue à mener, pourra donc sans doute apporter de nouveaux éclairages sur l'évolution des rapports entre les sciences sociales et la visibilité de leur production, tant sur le plan scientifique que sur le plan médiatique et institutionnel, et ce notamment au travers de la documentation filmique et photographique de ses recherches.



ENSA et École nationale des sciences géographiques (ENSG), Exercices 1979. (Archives personnelles de Rudi Meyer)

En quoi les travaux de Bertin ont été une anticipation ingénieuse des problématiques qui sont aujourd'hui au centre de l'attention de notre époque : visualisation des données, *big data*, humanités numériques, etc. ? Quel est actuellement le rapport entre le design et les sciences, et en particulier les sciences sociales ?

L'essor contemporain des technologies de visualisation et d'imagerie des données dans tous les domaines de la connaissance place désormais le design et la visualité au cœur de la recherche et de sa communication, avec des conséquences fondamentales pour l'épistémologie scientifique. Le laboratoire de Jacques Bertin, ainsi que son histoire, sont des entrées privilégiées pour en analyser les enjeux. Bertin a été pionnier de ces travaux transdisciplinaires à la croisée de l'innovation graphique et des sciences sociales. Autant les activités liées à la recherche cartographique du Laboratoire de graphique sont relativement bien connues, autant les interactions de ces recherches en design graphique avec l'histoire, les statistiques, la sociologie, l'anthropologie, l'urbanisme, la littérature et les arts décoratifs restent encore inexplorées.

Seules les collaborations entre les disciplines permettent d'écrire l'histoire des relations entre design et sciences sociales, histoire à la fois esthétique, sociale, économique et politique. Il y va de l'évolution des imaginaires scientifiques. L'objectif de ces recherches est d'évaluer la valeur et les usages des méthodes de représentation visuelle et des outils de communication graphique, ainsi

que leur portée épistémologique. Plus concrètement, diverses problématiques peuvent être identifiées. Au sein d'un laboratoire, on peut étudier les parcours, collaborations et pratiques de recherche sous l'angle des études visuelles et graphiques ; ce serait une anthropologie des sciences et des technologies. La sémiologie graphique de Jacques Bertin a également gardé toute sa pertinence : jusque dans les humanités numériques contemporaines, les statistiques, les *big data* et l'analyse culturelle, elle invite à examiner, du point de vue de leur genèse et de leurs effets, diverses variables visuelles et visualisations de données comme points de départ d'une recherche ou d'un travail sur le terrain.

De nouvelles convergences entre design et recherche scientifique peuvent être ainsi interrogées pour favoriser une expérience collective de découvertes interdisciplinaires, par exemple une possible contribution à la cartographie des travaux expérimentaux de la création plastique, mais également à la recherche en sciences sociales en général. À une époque qui attache une si grande importance à l'intégrité scientifique, mes recherches interrogent également les relations entre diffusion et objectivité dans la démonstration scientifique, entre le visible et les faits. Dans le même registre, je m'intéresse à la conception de l'information dans la sémiologie graphique. Enfin, je me pose bien sûr la question de savoir comment les nouveaux outils, notamment numériques, invitent à repenser les concepts élaborés en son temps par Jacques Bertin, et comment en élargir la portée.

Notre université accueille également les recherches sur l'art et par l'art et elle est souvent sollicitée au sujet des compétences en design qui est devenu l'objet d'un intérêt scientifique tout particulier. Quels sont aujourd'hui les enjeux scientifiques et institutionnels du design ?

Depuis quelques années, sous l'impulsion des études anglo-saxonnes et de la réforme des écoles d'art, on assiste en France à l'émergence d'un important champ de recherche sur le design. Cela se manifeste notamment par une augmentation significative des travaux de recherche académiques portant sur les différentes formes de design, leurs histoires et leurs implications dans la société. Si le design est traversé par des enjeux sociaux, économiques et politiques majeurs, l'étude du design – hormis les travaux historiques – n'a pas encore donné lieu à un corpus clairement identifiable, tout du moins en France. C'est au cœur des sciences sociales qu'il faut donc mettre ces questions en débat, d'où l'importance du développement de ce type de compétences dans les universités. Il s'agit, à travers des expériences au sein même des laboratoires, de répondre à la question de savoir comment construire le design comme objet problématique de recherche et comment en définir des spécificités méthodologiques. Les nouveaux champs de la connaissance se modifient de nos jours beaucoup plus rapidement que les manières de les transmettre ; mieux comprendre les potentialités du design dans les recherches scientifiques et technologiques actuelles, c'est aussi rendre possible leur intégration dans des pédagogies singulières, les développer, voire faire disparaître certaines frontières entre des disciplines qui ont été créées notamment pour séparer les savoirs et les hiérarchiser.

Or, au croisement de l'anthropologie, de la philosophie des techniques et de l'histoire des sciences comme de l'expression graphique, est en train d'émerger un vaste champ au caractère fondamentalement épistémologique, qui investit des problématiques contemporaines du design, précisément à la croisée des sciences. Au moins deux types d'implication du design dans l'expérimentation scientifique méritent d'être mentionnés : l'un concerne la diplomatie du design, où l'interface entre le technique et l'épistémique, dans les conditions expérimentales, est vraiment difficile à qualifier ; l'autre est relatif à la fonction du processus expérimental où le design joue un rôle d'agencement général, susceptible de qualifier l'ensemble des décisions qui conduisent à faire dialoguer des entités épistémiques et une technologie de recherche de telle sorte qu'une connaissance émerge de cette interaction.

Sur quoi portent vos recherches actuelles ?

Suite à mes premières recherches portant sur les archives du Laboratoire de graphique de Jacques Bertin, je travaille aujourd'hui sur deux autres projets d'archives graphiques scientifiques contemporaines. Le premier est un projet ANR (Agence nationale de la recherche) en cours, dédié à l'étude des carnets de terrain Nambikwara de Claude Lévi-Strauss⁴, piloté par l'EHESS, la BNF et l'unité mixte de recherche Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM, UMR 8132, CNRS) ; le second, associant la Haute École d'art et de design (HEAD) de Genève et le Centre national d'études spatiales (CNES), est consacré à l'étude des archives de projets d'habitat extraterrestre.

Cette année, la Conférence internationale de cartographie (ICC) s'est tenue à Tokyo du 15 au 20 juillet. Takashi Morita (université de Hosei), qui en présidait l'organisation, est un des derniers doctorants de Jacques Bertin et le traducteur japonais d'un autre ouvrage majeur du cartographe : *La Graphique et le traitement graphique de l'information* (1977). En étroite collaboration, nous avons monté une chaire spéciale à la Conférence, Design and Visual Variables : Rethinking Jacques Bertin, qui s'est tenue pour la première fois cette année et qui a réuni quatorze conférenciers. La prochaine ICC se tiendra à Florence en 2021, et nous travaillons sur la pérennité de cette chaire. 🐘

Propos recueillis par Leszek Brogowski au mois de juillet 2019.

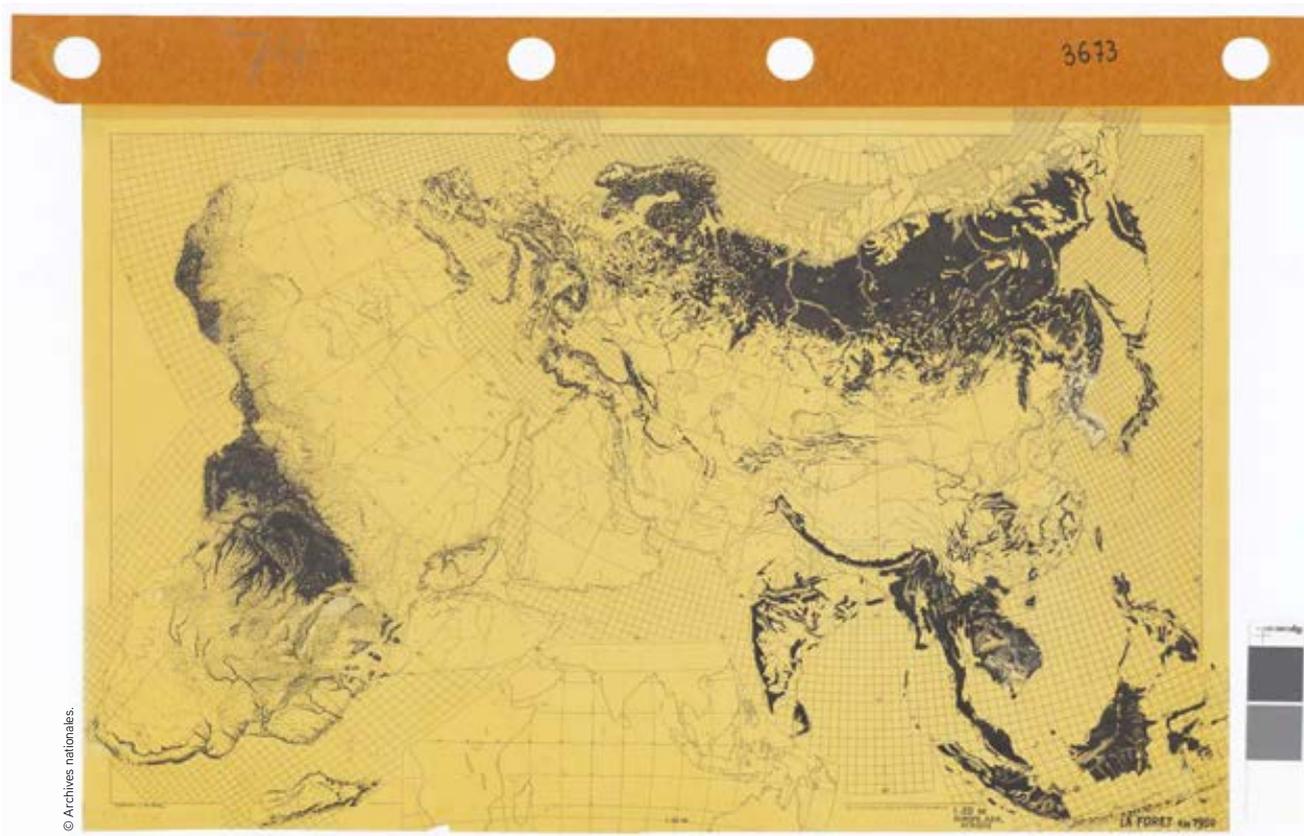
↳ retrospective-bertin.ehess.fr

1 J. Bertin, *Sémiologie graphique. Les diagrammes, les réseaux, les cartes*, La Haye / Paris, Mouton / Gauthier-Villars, 1967, 2^e éd., 1973. La troisième édition, publiée aux éditions de l'EHESS en 1998, est un fac-similé de l'édition légèrement revue de 1973, mais elle comporte deux compléments d'une vingtaine de pages et une nouvelle préface de Jacques Bertin ; elle a été réimprimée en 2005 et 2013.

2 *Ibid.*, p. 6 (éd. de 1973). Cf. Gilles Palsky, « La sémiologie graphique de Jacques Bertin a cinquante ans ! », *Visionscarta*, 7 juin 2017 ; en ligne : visionscarta.net/la-semiologie-graphique-a-50-ans.

3 La difficulté de légèrer les images qui illustrent le présent article tient au fait que la plupart des documents conservés dans les fonds Bertin n'ont encore été ni étudiés, ni catalogués. Faire la généalogie de ces outils de travail et de ces extraits de vie de laboratoire est un enjeu majeur du projet de recherche en cours de développement.

4 Les Nambikwara sont un peuple du Mato Grosso, une région du Centre-Ouest du Brésil. Claude Lévi-Strauss (1908-2005) rapportera de son expédition de 1938 dans le Mato Grosso une très importante documentation et publiera ses observations dans « La vie familiale et sociale des Indiens Nambikwara » (*Journal de la Société des américanistes*, t. XXXVII, 1948, p. 1-132) et dans la septième partie de *Tristes tropiques* (Paris, Plon, 1955).



La forêt en 1950. Planche de planisphère réalisée par Jacques Bertin au Rotring.

LES DEUX PREMIÈRES ÉDITIONS (1967 et 1973) de *Sémiologie graphique* comportaient une courte introduction qui a été supprimée des réimpressions ultérieures. On comprend que, la graphique s'étant désormais imposée comme discipline autonome et activité scientifique, ce texte proche du manifeste fût jugé obsolète. Cependant, nous avons tenu à le reproduire ci-après dans son intégralité car, d'une part, il est devenu un document rare et, d'autre part, il témoigne d'un souci humaniste *universel* qu'il est toujours *utile* de rappeler.

« Le dernier écrivain public a disparu de Paris en 1962. C'était le témoin d'une époque où la lecture et l'écriture n'étaient pas encore à la disposition de tous. Si maintenant chacun est "lettré", c'est que l'*UTILITÉ UNIVERSELLE* de l'écriture est soudainement apparue. Son apprentissage a été organisé. Une méthode, une grammaire furent établies, et l'enseignement en devint obligatoire.

« Or, maintenant apparaît l'*UTILITÉ* du dessin. C'est en effet un moyen commode de noter, de retenir, de comparer les multiples informations nécessaires à l'exercice d'une activité moderne.

« Mais peu de personnes savent *utiliser* le dessin. Les dessinateurs, les bureaux de dessin jouent le rôle de l'écrivain public et sont surchargés de travail. Dans l'avenir, n'en doutons pas, le dessin utile à commencer par les diagrammes sera à la portée de tous, bons ou mauvais dessinateurs, car le problème est semblable à celui de l'écriture.

« Chacun écrit, se sert de ce moyen d'expression dans le cours de son existence, sans pour cela être "écrivain". Chacun, de même, saura utiliser les deux dimensions de la feuille de papier pour formuler ses informations, ayant appris les règles d'utilisation et non de technique. Tout individu scolarisé saura construire une image, indépendamment de la qualité de son trait de plume, comme il sait construire une phrase, indépendamment de la calligraphie des mots. On ne confond plus langage et écriture, tournure de phrase et calligraphie. Mais on confond encore construction d'une image et qualité du trait. Combien de dessins admirablement exécutés et richement reproduits trahissent leur titre et ne communiquent qu'une information dérisoire et inutile ? Que de papier et de couleurs perdus. Tandis que des croquis "malhabiles" mais correctement construits deviennent les meilleurs instruments de la découverte et de la pédagogie.

« Sait-on enfin regarder un dessin, répondre avec précision à la question : à quoi peut servir un dessin ? C'est à cette question que nous essayerons de répondre, et les conséquences de cette réponse seront développées en une méthode pratique d'utilisation et de rédaction de la représentation graphique. »

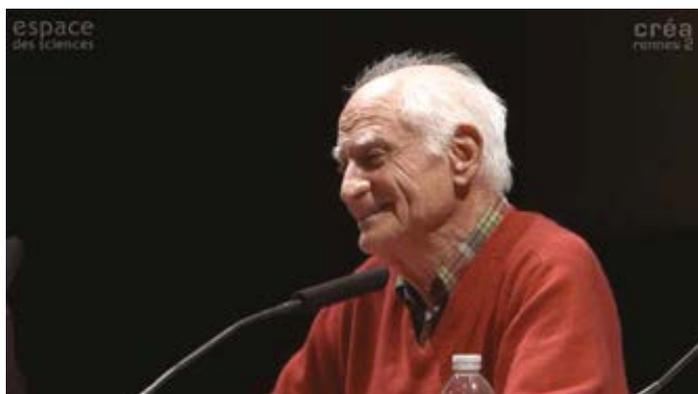
Michel Serres :

« Quoi au sujet de l'avenir ? »

Dans le cadre des Mardis de l'Espace des sciences, Michel Serres était l'invité de l'établissement culturel rennais Les Champs libres le 15 février 2011. La rencontre, animée par Maëtte Chantrel et Nathalie Monin, a été filmée par le Centre de ressources et d'études audiovisuelles (CREA) de l'université Rennes 2.

Philosophe et historien des sciences, Michel Serres (1930-2019) revenait ce jour-là sur son parcours intellectuel et rappelait notamment que l'activité scientifique ne peut se dispenser d'une réflexion éthique. Dans cet extrait, l'auteur du « Contrat naturel » fait l'éloge de l'anticipation... et emporte ses auditeurs dans une digression sur le devenir des métiers.

Leibniz* est un philosophe intéressant parce qu'il a anticipé le monde moderne. Et, d'ailleurs, je peux vous dire que ça serait une bonne définition de la philosophie. Un philosophe est bon dès lors qu'il *anticipe* les savoirs et les conduites de demain. La philosophie, à mon avis, a pour but ce type d'anticipation. Un peu comme on dit : le Moyen Âge est déjà dans Aristote, l'âge moderne est déjà dans Descartes, on dirait volontiers que le monde de la communication est déjà plus ou moins prévu dans Leibniz. (...) Et je me suis dit : quoi au sujet de l'avenir ? Et l'anticipation que je proposais était assez simple, dans le fond, elle consistait à dire : toutes nos techniques, tous nos métiers... Il faut que je m'arrête parce qu'il faut que je me justifie... Vous avez dit que je faisais partie d'une assemblée de malfaiteurs qui s'appelle l'Académie française. (*Rires dans la salle.*) On a pour rôle de fabriquer le dictionnaire, et c'est le *Dictionnaire de la langue française* qui fait foi, enfin qui est la référence. Et je voudrais vous donner une nouvelle là-dessus qui m'a bouleversé, il y a deux ans, ou trois ans de ça. Ce dictionnaire paraît depuis Richelieu environ tous les vingt ans, c'est-à-dire un peu moins que la



Michel Serres en février 2011.

durée d'une génération. Et nous pouvons calculer grâce à ces parutions successives le gradient de changement de la langue. Et à chaque parution, on peut estimer que la différence entre la langue de vingt ans avant et la langue de vingt ans après est de l'ordre de trois à cinq mille mots. Ça varie selon les temps, mais en gros, la fourchette, la fenêtre est de trois à cinq mille mots. Entre la dernière parution du dictionnaire et celle que nous préparons, la différence est de... 35 000 mots. C'est gigantesque, 35 000 mots ! C'est-à-dire que l'on peut penser qu'à échéance, nos petits-enfants ou nos arrière-petits-enfants parleront une langue qui a la même différence qu'entre la nôtre et celle de l'ancien français, c'est-à-dire de Joinville ou de Villon. Alors, évidemment, je suis en train de chercher si cette aventure est en train d'arriver au portugais, à l'italien, à l'allemand, etc., et la probabilité que la réponse soit oui est très forte. Pourquoi ? Parce que le gradient de différence tient aux métiers. Aux métiers ! Prenez par exemple le *Dictionnaire Larousse* de l'année 1954, qui est un chef-d'œuvre de l'édition (8 volumes cartonnés), il y a des planches de métiers. Pas un ne se pratique aujourd'hui ! Par exemple, nous étions 75 % de paysans, nous sommes 1 % de paysans : cela fait peut-être quatre ou cinq mille mots qui sont perdus. Le métier de marinier, qui a disparu, voilà encore cinquante mots qui sont perdus... et gagnés par un autre métier, bien entendu : le gradient est formidable !

* Gottfried Wilhelm Leibniz (1646-1716) est un mathématicien et philosophe allemand, inventeur du calcul infinitésimal et auteur d'une vaste *Théodicée*, ouvrage de métaphysique sur l'existence du mal dans le monde. M. Serres a consacré sa thèse à Leibniz, publiée en 1968 sous le titre *Le Système de Leibniz et ses modèles mathématiques*.



PLACE DU RECTEUR HENRI LE MOAL
CS 24307 – 35043 RENNES CEDEX
+33 (0)2 99 14 10 00
WWW.UNIV-RENNES2.FR

Palimpseste

sciences • humanités • sociétés

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Olivier David, président de l'université Rennes 2
RÉDACTEUR EN CHEF. Leszek Brogowski, vice-président SHS et Politique de site
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION & CONCEPTION GRAPHIQUE. Cyrille Habert

COMITÉ ÉDITORIAL

REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION DE LA RECHERCHE

Sylvie Bauer • Gwénola Druel • Gudrun Ledegen

REPRÉSENTANTS DES UNITÉS DE FORMATION ET DE RECHERCHE

Christine Ferlampin-Acher (UFR Arts, Lettres, Communication) • Anne Goarzin (UFR Langues)
Stéphane Héas (UFR Sciences et techniques des activités physiques et sportives)
Gaël Henaff (UFR Sciences sociales) • Geneviève Lameul (UFR Sciences humaines)

REPRÉSENTANTES DES CHERCHEURS CNRS

Anne Atlan & Anne-Cécile Hoyez (UMR 6590 ESO)

REPRÉSENTANTS DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION

Marc Bergère (vice-président Documentation et Transition numérique)
Benoît Bideau (vice-président Valorisation)
Philippe Blanchet (président du conseil académique)
Lesley Lelourec (vice-présidente Internationalisation)
Gaïd Le Maner-Idrissi (vice-présidente Recherche)
Jacques Oulhen (vice-président Formation et Vie universitaire)

REPRÉSENTANTS DES DOCTORANTS

François Bignon & Alexandre Faure

DIRECTION DES CHAMPS LIBRES

Corinne Poulain

SERVICES

Service communication

Reïne Paris

Direction de la recherche et de la valorisation

Yvan Coadour

Ce deuxième numéro de *Palimpseste* a été imprimé sur les presses de la DILA
(26, rue Desaix, 75015 Paris) en septembre 2019
pour le compte de l'université Rennes 2.

Une version numérique est disponible à l'adresse suivante :

www.univ-rennes2.fr/recherche/palimpseste

ISSN EN COURS • DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2019

drv-palimpseste@univ-rennes2.fr

Palimpseste

sciences · humanités · sociétés

numéro 2

automne 2019

Dépaysement et engagement : faire du terrain sur les autres continents

Indiens d'Amérique australe · Une expérience franco-québécoise
Reconversions canadiennes · Le soleil noir de Californie
Les Maoris & la Nouvelle-Zélande · Patrimoines naturels aux Suds
Syrie en guerre · Musiciens au Mali · Fronts de déforestation tropicaux
Fouilles archéologiques au Bangladesh

Varia

Encyclopédie des migrants
Sport & publics désaffiliés
Archives de la critique d'art
Le design au service de la science
Michel Serres